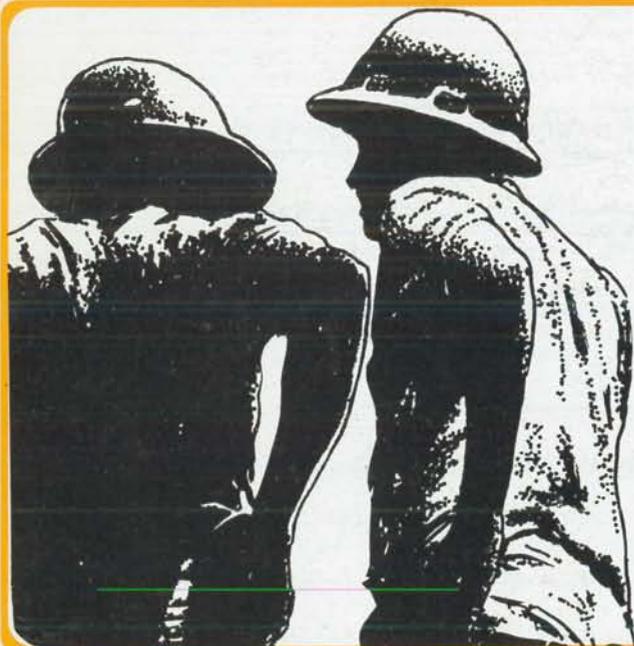
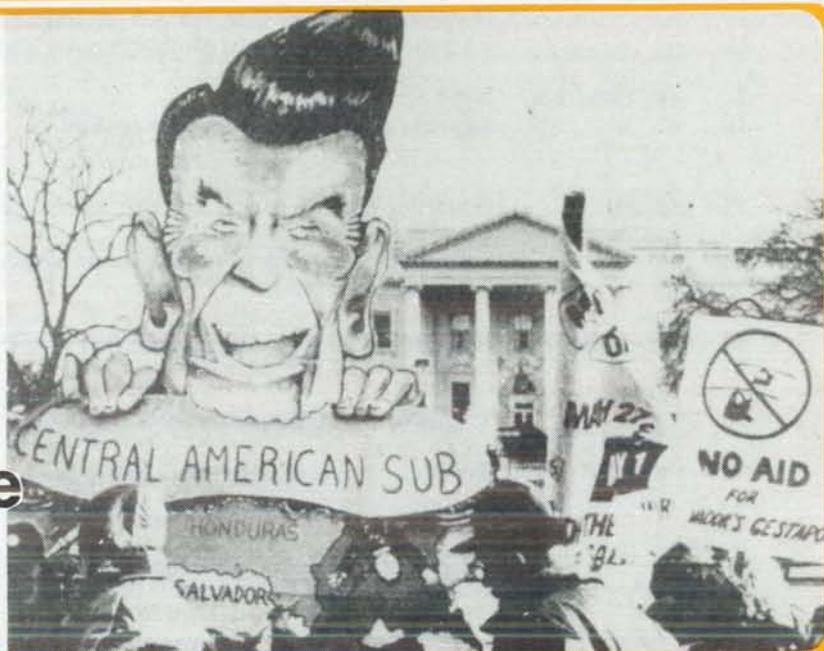


# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

## ETATS-UNIS

Crise  
économique et  
interventionnisme  
militaire



## BRESIL

Des candidats  
du PT  
pour les élections  
de 1982

## RFA

La social-démocratie à bout de souffle

## Sommaire du numéro 126 du 17 mai 1982

3	EDITORIAL	La crise des Malouines	Claude DEVILLIERS
5	—	A bas la sale guerre de l'impérialisme britannique !	Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe INTERNATIONALE
6	USA	Nouvelle récession : vers un chômage record	Michel NOYER
9	—	Le credo des « Reaganomics »	Charles-André UDRY
11	—	Mobilisations contre l'escalade US en Amérique centrale	INPRECOR
12	—	« Hé, hé, oncle Sam, nous n'oublions pas le Vietnam ... »	Mary Alice WATERS
14	NICARAGUA	N'est pas le « Che » qui veut ...	Vincent KERMEL
15	—	Réponse du FSLN au commandant Zéro	FRONT SANDINISTE DE LIBERATION NATIONALE
17	BRESIL	Nouvelles victoires dans la construction du Parti des travailleurs (PT)	Daniel JEBRAC
20	—	« Travail, terre et liberté », plate-forme nationale pour les élections de 1982	PARTI DES TRAVAILLEURS (PT)
23	POLOGNE	Imposantes manifestations à l'appel de Solidarité	Cyril SMUGA
24	—	Les tensions au sein de la bureaucratie	DOCUMENT
26	RFA	La gauche social-démocrate battue au Congrès du SPD	Winfried WOLF
30	FRANCE	Les Etats généraux sur le travail des femmes	Elsa DUROY
32		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		SAINT-DOMINGUE : Deux coalitions de gauche pour les élections. COLOMBIE : Socorro Ramirez menacée de mort par le MAS. MEXIQUE : Les patrons et l'Amérique centrale. ARGENTINE : La position du PST sur les Malouines. BELGIQUE : Les otages du gouverne- ment Martens. CHINE : « October Review » réclame la libération des dissidents.	
36		Appel aux manifestations contre Reagan-la-guerre	IVe INTERNATIONALE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux li-  
bellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inpre-  
cor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil,  
France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agen-  
ce Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Mont-  
reuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chè-  
que postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros,  
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique  
du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques :  
265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres  
pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé  
par avion, écrire à *Inprecor*.

### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

## La crise des Malouines

L'ESCALADE impérialiste contre l'Argentine s'amplifie. Après avoir décrété le blocus de l'archipel des Malouines et avoir bombardé l'aérodrome de Puerto Argentino (ex-Port Stanley), le gouvernement de Margaret Thatcher a donné le feu vert à la Royal Navy pour torpiller le croiseur argentin *General Belgrano* alors qu'il se trouvait pourtant à 35 milles nautiques en dehors de la zone d'exclusion délimitée autour des Malouines. Le bilan de cette agression effectuée par un sous-marin nucléaire est de plus de 400 morts.

La réaction de l'aviation argentine qui, après avoir abattu deux intercepteurs *Sea Harrier* britanniques, réussissait à couler le destroyer *Sheffield* surprenait les officiers de Sa Majesté. Depuis lors, les initiatives militaires britanniques se sont multipliées. Le ministère britannique de la Défense a même annoncé le blocus de l'Argentine en proclamant : « *Le gouvernement de Sa Majesté avertit que tout bâtiment de guerre ou avion militaire se trouvant à plus de 12 milles nautiques de la côte argentine sera considéré comme hostile et donc susceptible d'être traité en conséquence.* » Le dimanche 9 mai, la piste d'atterrissage de Puerto Argentino était à nouveau bombardée. L'envoi de renforts militaires britanniques vers l'Atlantique-Sud pourrait signifier aussi l'imminence d'un débarquement aux Malouines. Bien plus, les experts militaires n'écartent pas l'éventualité d'un bombardement des aéroports du continent pour empêcher l'utilisation par l'aviation argentine des missiles du type de celui qui ont touché le *Sheffield*.

Ce serait là un pas majeur dans l'agression impérialiste, qui aurait certainement d'importantes répercussions dans toute l'Amérique latine. Or, les dernières actions militaires de la Royal Navy prouvent qu'il faut prendre très au sérieux les

communiqués au style pourtant désuet du « *gouvernement de Sa Majesté* ».

Impérialisme sur le déclin, la Grande-Bretagne conserve d'énormes moyens militaires pour porter la guerre à 20 000 kilomètres de son territoire national. A l'instar de l'impérialisme US, qui ne s'est toujours pas politiquement relevé de sa défaite au Vietnam, verra-t-on prochainement la Grande-Bretagne sujette au « *syndrome des Malouines* » ? C'est là un des enjeux de la guerre actuelle.

De plus, ce conflit a très rapidement mis en évidence la solidarité impérialiste qui unissait les capitales occidentales derrière la Grande-Bretagne. Ces alignements ont revivifié en Argentine un sentiment anti-impérialiste toujours latent. A tel point que la junte argentine s'emploie démagogiquement à hausser le ton vis-à-vis de Washington. Les généraux argentins auraient même l'intention de retirer leurs « *conseillers militaires* » du Salvador, du Guatemala et du Honduras, précisait le correspondant à Buenos Aires du *Monde*, dans l'édition du 9-10 mai de ce journal. S'il est peu probable que ces déclarations soient suivies d'effet, elles révèlent toutefois un durcissement de ton à l'égard des USA dans le cadre d'une politique de pression sur l'administration Reagan. Mais la poursuite de la guerre que mène la Grande-Bretagne contre l'Argentine pourrait néanmoins devenir une gêne pour la politique de Ronald Reagan à l'égard de l'Amérique centrale. Car les masses populaires argentines ne comprendront pas aisément un soutien affirmé de la junte à l'impérialisme US en Amérique centrale, alors que les USA se sont situés ouvertement du côté britannique dans le conflit actuel. ■

Claude DEVILLIERS

En déclenchant la guerre autour des Malouines, l'impérialisme britannique vient d'ajouter un nouveau crime à la longue liste de ses forfaits. Il menace des dizaines de milliers de vies. Il humilie une nation historiquement opprimée. Il alourdit le fardeau de l'austérité qui pèse sur la classe ouvrière britannique.

Ce crime n'est pas de la seule responsabilité du gouvernement réactionnaire de Mme Thatcher. Les Etats-Unis ont fini par jeter le masque de l'impartialité, et par s'aligner sur les intérêts de l'impérialisme britannique. Tous les pays impérialistes ont emboîté le pas de cette croisade.

Il faut y voir le signe dramatique que, dans son déclin, le système impérialiste devient non seulement plus dangereux, mais encore de plus en plus dangereusement instable. L'escalade et le déclenchement des combats navals et aériens pour les Malouines montre la profondeur de la crise de direction impérialiste et la vulnérabilité du système.

Initialement, ni la Grande-Bretagne ni l'Argentine n'avaient intérêt au conflit armé. Les Etats-Unis avaient encore

moins intérêt que quiconque à l'approfondissement d'une crise qui bouscule leur diplomatie en Amérique latine et leurs plans pour l'Amérique centrale. Le secrétaire d'Etat US, le général Alexander Haig, avait donc de bonnes raisons pour

courir ventre à terre, de Washington à Londres et à Buenos Aires et retour. Il ne manquait pas d'arguments sonnants et trébuchants pour donner du poids à sa médiation. Il n'a pourtant pas pu empêcher l'affrontement.



Manifestation à Buenos Aires. (DR)

Or cette crise vient au moment où les Etats-Unis font face à la poussée révolutionnaire en Amérique centrale. Ils comptaient sur l'aide militaire de la dictature argentine.

Dans ces conditions, pourquoi l'initiative du gouvernement argentin, affirmant sa souveraineté sur les Malouines, a-t-elle pu déboucher sur une crise majeure ?

En fait, il y a deux ans, le « Plan Ridley » envisageait la restitution des îles à l'Argentine, en échange d'un accord d'exploitation pétrolière pour les compagnies britanniques et américaines. Les intérêts économiques impérialistes n'auraient en rien été touchés. Informé des préparatifs argentins, le ministre britannique des Affaires étrangères, lord Carrington — démissionnaire depuis — poursuivait la même perspective.

Aujourd'hui, l'impérialisme britannique se lance dans une violente agression armée contre l'Argentine. Un équipement militaire parmi les plus sophistiqués au monde est mis en œuvre contre un pays semi-colonial, avec lequel se sont solidarisés tous les autres pays semi-coloniaux du continent sud-américain. La façade diplomatique de solidarité panaméricaine, soigneusement élaborée par les Etats-Unis pour couvrir leur intervention en Amérique latine, s'est effondrée. C'est un prix exorbitant, d'autant plus que la poursuite de l'agression britannique stimulera sans aucun doute un sentiment anti-impérialiste ombrageux qui n'épargnera pas les Etats-Unis.

Dans ce scénario, tout s'est passé comme si les acteurs avaient perdu le contrôle de leurs personnages.

La dictature militaire argentine à repris les Malouines après cent cinquante ans d'occupation britannique (1833). Cette initiative est venue quelques jours à peine après les puissantes manifestations syndicales du 30 mars à Buenos Aires. La junte militaire avait un besoin urgent de redorer ses médailles en exploitant une vieille revendication nationale.

## LA FUITE EN AVANT DU GENERAL GALTIERI

Mais la crise de la dictature argentine, ouverte depuis le départ du général Jorge Rafael Videla, n'est qu'un maillon dans un plus vaste processus. Les « miracles économiques » de la dernière décennie, imposés par le poing de fer de politiques musclées contre la classe ouvrière, aboutissent aujourd'hui à un endettement astronomique du Brésil, de l'Argentine et du Chili. Après une croissance annuelle moyenne de 5 % entre 1977 et 1980, le produit intérieur brut (PIB) n'a augmenté que de 2 % en Amérique latine en 1981.

En Argentine, la crise économique est des plus profondes. L'inflation a dépassé les 130 % en 1981 et la production industrielle a chuté de 14 %.

Dans ces conditions, confronté à la révolution centro-américaine, l'impérialisme américain était prêt à un quitte ou double. L'intervention armée de l'Argen-

tine au Salvador — seule ou dans le cadre d'une force internationale plus large — pouvait permettre en retour une nouvelle diversion à la junte aux abois. Mais les généraux se savaient d'ores et déjà trop vulnérables à domicile pour s'embarquer dans une opération impopulaire en Amérique centrale sous le parrainage de l'impérialisme américain. Ils avaient besoin d'autre chose pour rehausser leur prestige auprès des masses argentines et justifier l'énormité de leurs dépenses militaires.

Il y a quelques semaines, le général Galtieri voulait dénationaliser et repriver le sous-sol argentin pour mieux pouvoir le brader aux multinationales. En débarquant aux Malouines, il s'est brusquement métamorphosé en défenseur outragé de l'intégrité territoriale. Ce n'est pas la moindre ironie de l'histoire.

Si la junte a osé reprendre les Malouines, c'est qu'elle s'attendait à une simple protestation formelle de la part de la Grande-Bretagne, ou tout au plus à des raclements de sabre sans conséquences. C'était supposer que le gouvernement britannique était assez fort et sûr de lui pour accepter une insulte de la part d'un régime subordonné, lui-même obligé de donner à son peuple des preuves d'énergie afin de continuer à servir docilement ses maîtres. Mais l'impérialisme britannique n'est plus assez solide pour se permettre ce genre de magnanimité. Car il s'agirait désormais, pour le lion mité, d'un signe de sénilité. Dans ces conditions, les Argentins pouvaient encore espérer que l'autorité de l'allié américain ramènerait les Britanniques à la raison. Car, après tout, le recours aux troupes argentines en Amérique centrale était un enjeu de taille pour Washington. Autant de mauvais calculs :

— D'une part, l'impérialisme britannique était trop faible pour se permettre un affront tel que le débarquement argentin aux Malouines. Le pays compte 3 millions de chômeurs. Il a le niveau de vie le plus bas d'Europe après le Portugal, l'Espagne et l'Irlande. Sa structure économique traditionnelle s'effondre. Dans cette situation, les capitalistes britanniques avaient besoin d'un gouvernement ferme et capable de mettre les choses au point, coûte que coûte.

— D'autre part, la Grande-Bretagne demeure l'un des Etats les plus puissants, disposant de la troisième flotte du monde, capable de défendre ses intérêts d'abord, et de ne se préoccuper qu'ensuite des conséquences pour ses alliés impérialistes.

— Enfin, le temps est révolu où l'impérialisme américain exerçait une direction reconnue et pouvait mettre de l'ordre dans les rangs impérialistes.

Le débarquement argentin constituait donc un grave défi pour le gouvernement de Margaret Thatcher. Dès le premier jour, Mme Thatcher savait que tout son projet politique risquait de s'effondrer si elle n'était pas capable de restaurer l'image dure de son gouvernement. Pour

sauver la crédibilité de ce cabinet réactionnaire, porte-avions et sous-marins nucléaires ont donc été envoyés à 12 000 km porter la mort dans l'Atlantique-Sud.

Le gouvernement Thatcher prétend défendre ainsi la démocratie et la loi contre une dictature hors-la-loi. Il est vrai que les généraux sont des dictateurs. Mais il est faux que Mme Thatcher défende la démocratie.

En 1938, dans une interview à un militant argentin, Léon Trotsky avait clairement démonté le mécanisme de ce type de conflit : « Dans les pays latino-américains, les agents des impérialismes "démocratiques" sont particulièrement dangereux, dans la mesure où ils sont mieux en mesure de tromper les masses que les agents déclarés des bandits fascistes. Je prendrai l'exemple le plus simple et le plus probant. Il existe aujourd'hui au Brésil un régime semi-fasciste (celui de Getulio Dornelles Vargas) qu'aucun révolutionnaire ne peut voir sans haine. Supposons cependant que l'Angleterre entre demain dans un conflit militaire avec le Brésil. Je vous demande de quel côté du conflit sera la classe ouvrière ? Je vous dirai ce que moi je répondrais : dans ce cas, je serais du côté du Brésil — "fasciste" contre l'Angleterre "démocratique". Pourquoi ? Parce que le conflit entre ces deux pays ne sera pas une question de démocratie ou de fascisme. Si l'Angleterre l'emportait, elle mettrait un autre fasciste en place à Rio de Janeiro et doublerait les chaînes du Brésil. Si c'est au contraire le Brésil qui triomphait, cela donnerait un puissant élan à la conscience nationale et démocratique du pays, et mènerait au renversement de la dictature de Getulio Vargas. La défaite de l'Angleterre serait en même temps un coup pour l'impérialisme britannique et donnerait un élan au mouvement révolutionnaire du prolétariat britannique. » (Interview avec Mateo Fossa, *Socialist Appeal*, 5 novembre 1938.)

Le fait est qu'après cinq années de la dictature la plus brutale, les masses argentines ont saisi l'occasion de descendre dans la rue. Non sans méfiance envers les manœuvres des généraux. Le 30 mars, des milliers de personnes tentaient de rejoindre une manifestation interdite, à l'appel d'une seule composante du mouvement syndical, et malgré les risques d'arrestations. Il y a eu des morts. En avril, la totalité des partis et des syndicats rassemblaient 100 000 personnes devant le palais présidentiel, la Casa Rosada, avec la bénédiction des généraux et avec l'aide d'une infrastructure de transports en commun mise au service de la manifestation.

Quand le général Galtieri s'est adressé à la foule comme « représentant de tout le peuple argentin », un cri a surgi de la foule : « Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire ! » Pour jouer au balcon les défenseurs de la nation humiliée, le général Galtieri a dû avaler cet affront monté de la rue. Il sait que la dictature aura maintenant le plus grand mal à reprendre l'espace de liberté reconquis par les masses. La proposition, faite par un

secteur de l'armée, d'instaurer immédiatement un gouvernement civil présidé par le général Galtieri, de lever l'état de siège et de proclamer une amnistie, témoigne de la conscience de ce danger pour la junte.

## BOOMERANG

Du côté britannique, le gouvernement Thatcher a été pendant quelques jours au bord de la chute. Il a connu la crise la plus grave depuis son élection le 4 mai 1979. En fait, si le gouvernement Thatcher a besoin de montrer sa fermeté, c'est d'abord pour accentuer son attaque contre les travailleurs britanniques. Aussi, une défaite de ce gouvernement serait tout bénéfique pour les travailleurs, que le coup vienne de Grande-Bretagne même, d'Irlande du Nord ou de l'Atlantique-Sud.

Le soutien apporté à Margaret Thatcher par les dirigeants droitières du mouvement ouvrier s'inscrit dans la continuité de la politique criminelle par laquelle ils lui ont d'abord permis d'arriver puis de se maintenir au pouvoir.

Qu'ont fait les dirigeants du Labour Party ? Ils ont entrepris de restaurer la crédibilité du gouvernement. Ils ont appuyé l'envoi de porte-avions. Denis Healey, le leader de la fraction parlementaire du Parti travailliste, a ouvertement salué le bombardement des Malouines.

Grâce à cette capitulation totale de la direction travailliste, le gouvernement conservateur a pu refaire surface. L'administration *tory*, qui ne recueillait que 38 % d'opinions favorables dans les sondages de début avril, était remontée à 40 % le 26 avril, et atteignait 43 % le 1er mai, contre 30 % au Labour Party. Ce recul n'était pas inévitable. Malgré le délire chauvin, moins de 15 % des personnes interrogées ont répondu aux sondages qu'elles étaient prêtes à sacrifier ne serait-ce que dix vies britanniques pour les « Falklands ». Environ 18 % soutenaient une position « de type Tony Benn », c'est-à-dire de condamnation de l'action militaire.

La politique de la direction travailliste de soutien à l'impérialisme a déjà apporté à la classe ouvrière désastre après désastre. On peut s'attendre, parmi les travailleurs britanniques, à une opposition croissante à l'intervention. Ils devront s'opposer non seulement à l'impérialisme, mais encore à la propre direction du Parti travailliste.

La crise des Malouines montre la fragilité de l'ordre impérialiste mondial et la précarité de la paix. Elle met en évidence la menace de mort massive qui est suspendue au-dessus de tous les peuples du monde néocolonial qui demanderaient les concessions démocratiques les plus élémentaires. Elle souligne d'autant plus fortement les responsabilités et les devoirs internationalistes des travailleurs du monde entier face aux brigandages et aux nouvelles canonniers nucléaires de l'impérialisme.

Claude DEVILLIERS  
5 mai 1982.

## Déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale

# La sale guerre de l'impérialisme britannique

L'état de guerre existe de fait autour des îles Malouines. Le conflit n'oppose pas une « démocratie » à une « dictature militaire », il oppose une puissance impérialiste à un pays dépendant encore semi-colonial.

Les îles Malouines ont été conquises en 1832 par la Grande-Bretagne contre l'Argentine dans le cadre de sa politique d'expansion militaire coloniale. Elles ont été utilisées par l'impérialisme britannique comme principale base navale pour garder le passage de l'océan Atlantique au Pacifique. Elles ont aussi servi de base aux opérations militaires contre les pays du continent latino-américain.

L'enjeu du conflit n'est pas le droit à l'autodétermination des habitants des îles comme le prétend Mme Thatcher. C'est la crédibilité et le maintien du gouvernement réactionnaire de Margaret Thatcher. Ce sont les richesses de l'Antarctique, la position stratégique des Malouines dans l'Atlantique-Sud, le pétrole que l'on a découvert aux environs de ces îles. Voilà ce que l'impérialisme britannique vise à conserver. Son hypocrisie éclate pleinement quand on sait que c'est lui qui a armé la dictature militaire argentine et que ce sont en bonne partie des armes britanniques qui tireront sur les navires britanniques.

Dans ce conflit, le mouvement ouvrier et révolutionnaire international doit accorder son plein appui à l'Argentine. Il faut que la souveraineté argentine sur les îles Malouines soit définitivement établie et internationalement reconnue sans réserve aucune.

La guerre de l'impérialisme britannique est une guerre totalement réactionnaire. Il faut œuvrer à ce qu'elle se termine par une défaite.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle les travailleurs de tous les pays à apporter leur appui à la nation argentine dans ce conflit. L'effort de guerre de l'impérialisme doit être battu en brèche par les masses laborieuses, avant tout celles d'Argentine et d'Amérique latine.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle les travailleurs d'Europe à contraindre leurs gouvernements à lever les mesures de blocus et de boycott économique contre l'Argentine. Dans le conflit actuel, ces mesures ne visent pas la dictature militaire, elles visent la nation argentine. Ses bénéficiaires ne sont pas les masses argentines ou les victimes de la répression, ses bénéficiaires sont les impérialistes britanniques. La classe ouvrière européenne n'a aucun intérêt à appuyer de quelque manière que ce soit l'alliance impérialiste

internationale de ses propres exploités contre la nation argentine.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle les travailleurs et le mouvement ouvrier britannique à s'opposer résolument à la vague chauvine, à descendre dans la rue par dizaines de milliers, comme ils l'ont fait lors du conflit de Suez en 1956, pour arrêter le bras des fauteurs de guerre de la City. Pas une goutte de sang ne doit être versée pour la cause de la Falkland Corporation, pour les intérêts sordides des pilliers de fonds des océans.

Ceux qui mènent le conflit sont responsables des 3 millions de chômeurs que compte la Grande-Bretagne. Ce sont eux qui démantèlent la Sécurité sociale et qui ont ramené de vastes zones de pauvreté dans le pays. Les alliés naturels des travailleurs britanniques sont les travailleurs et la nation argentine, non les capitalistes britanniques.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle les travailleurs d'Argentine à défendre la juste cause de la souveraineté argentine sur les îles Malouines par une action de classe et par des méthodes de lutte de classe. Tout en œuvrant à la victoire de l'Argentine dans la guerre, les travailleurs argentins ne cesseront pas à un instant leur opposition intransigeante à l'égard de la dictature militaire criminelle. Ils poursuivront leurs efforts pour la renverser et la remplacer par un gouvernement des travailleurs, seul capable de parachever la tâche de libérer le pays de l'emprise impérialiste, d'assurer définitivement les libertés démocratiques pour les larges masses, de résoudre la grave crise économique dans l'intérêt des masses laborieuses en s'engageant dans la voie du socialisme.

— A bas la sale guerre de l'impérialisme britannique contre l'Argentine !

— Retrait immédiat et inconditionnel des forces armées britanniques de l'Atlantique-Sud !

— A bas la solidarité internationale du grand capital avec la City de Londres !

— A bas le boycott économique impérialiste contre l'Argentine !

— Non à l'arbitrage des USA et à l'intervention des Nations Unies !

— Washington, bas les pattes devant les Malouines !

— Vive la solidarité internationale des travailleurs avec les travailleurs et la nation argentine ! ■

Le Bureau du Secrétariat unifié (SU)  
de la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
Vendredi 30 avril 1982.

## Nouvelle récession : vers un chômage record

L'AMERIQUE a terminé l'année 1981 en plein marasme économique. Ce n'est pas là un phénomène totalement nouveau pour les Etats-Unis qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, ont connu une croissance beaucoup moins régulière que celle des pays capitalistes européens.

Mais la récession actuelle — la neuvième depuis 1945 — est remarquable par bien des aspects : elle ne survient qu'une année après la précédente, celle du deuxième trimestre 1980 ;

elle survient six mois après l'élection de Ronald Reagan, qui a juré de ramener la prospérité économique, grâce à ses diminutions d'impôts et à ses coupes dans le budget ; elle survient à la veille des plus importantes négociations de contrats collectifs depuis trente-cinq ans, intéressant 4,5 millions de travailleurs, et les entreprises auront beau jeu de pleurer misère et de brandir la menace du chômage pour obtenir des concessions des syndicats.

Michel NOYER

La baisse de l'activité économique générale se lit dans l'évolution du produit national brut (PNB) pour l'année 1981, qui a décliné de 1,6 % — en taux annuel — au deuxième trimestre, a remonté de 1,4 % au troisième (ce sursaut ne doit pas faire illusion, il correspond à l'augmentation des stocks et des profits réalisés à l'étranger) et a baissé de 4,7 % au quatrième trimestre. La production industrielle, elle, a connu une chute de 9,7 % entre juillet 1981 et janvier 1982. La baisse de plus en plus rapide des indicateurs de croissance économique montre que la tendance n'est pas sur le point de s'inverser.

### UNE RECESSION SEVERE

Pour se convaincre qu'il s'agit bien là d'une crise de surproduction, telle que le capitalisme en a connu depuis son apparition, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'évolution des stocks des entreprises, qui se sont rapidement accrus depuis l'été 1981, annonçant de nouvelles réductions de la production dans le but d'écouler les marchandises déjà accumulées, ou pour suivre l'évolution du degré d'utilisation des capacités de production. En novembre 1981, l'industrie manufacturière ne travaillait qu'à 75 % de ses possibilités, alors que le taux normal — en période de croissance — est supérieur à 84 %.

A cette baisse de la production correspond un ralentissement de la demande. Les secteurs les plus touchés sont la consommation de biens durables, qui s'est effondrée de 23 % — en taux annuel — au deuxième trimestre 1981, pour remonter au troisième, et la construction qui a suivi une courbe comparable au deuxième trimestre, mais dont la chute s'est encore accélérée au troisième trimestre avec un taux de 33 %. L'investissement en capital fixe est aussi à la baisse, dans des proportions moindres, de même que les exportations et les dépenses du gouvernement. Pour ce qui est de ce dernier, seules les

dépenses militaires connaissent une croissance réelle positive.

On retrouve également une des caractéristiques du capitalisme du 3e âge : la persistance de l'inflation. Après les taux records de 1979 et 1980 — la hausse des prix était alors respectivement de 11,2 % et 13,5 % par an —, la récession a ramené l'inflation à des taux plus habituels de 5 à 6 % à la fin 1981, mais cela reste élevé, car il est à peu près certain que les prix vont à nouveau augmenter avec la reprise.

Piquets de grève. (DR)



Le marché financier connaît également un déséquilibre important, lié à des taux d'intérêt exceptionnellement élevés, qui ont joué un rôle de détonateur dans le déclenchement de la récession. En effet, ils ont imposé un coût prohibitif à la consommation à crédit. Cette évolution des taux d'intérêt est étroitement liée à la politique monétaire et budgétaire du gouvernement. Cette persistance de taux d'intérêt élevés est indiscutablement un obstacle à la reprise de l'économie.

Les chiffres qui précèdent donnent l'idée d'une récession sévère, plus grave

bien que moins brutale que celle de 1980, parce qu'elle dure plus longtemps. Il n'est pas certain toutefois qu'elle atteigne l'importance de celle de 1974-1975, qui a été la plus grave de l'après-guerre.

### LES INDUSTRIES DE BASE SONT GRAVEMENT TOUCHEES

Ces chiffres globaux ne révèlent qu'en partie la gravité de la situation pour les industries de base, celles qui ont assuré la prospérité de l'économie américaine au cours des trois dernières décennies.

Dans l'automobile, l'année 1981 a été celle des plus mauvaises ventes depuis 1961 : 6,2 millions de voitures vendues contre 9,3 en 1978, la meilleure année. Aujourd'hui, cette branche ne travaille qu'à 50 % de ses capacités, ce qui entraîne de sévères pertes financières pour l'ensemble de la branche. En 1980 déjà, Chrysler était au bord de la faillite et n'a pu être sauvé que par un prêt du gouvernement, conditionné à d'importantes concessions des syndicats.

Avec l'automobile, la construction est la grande victime des taux d'intérêt élevés, personne ne songeant actuellement à s'endetter pour construire une maison.

La crise s'est aussi transmise en amont, aux industries qui fournissent des matières premières et des produits semi-finis à ces deux secteurs. Cela est vrai, en premier lieu, pour la sidérurgie qui connaît une crise de surcapacité analogue à celle de la sidérurgie européenne. Circonstance aggravante, les tubes d'acier nécessaires à l'extraction du pétrole, qui ont contribué à la diversification des débouchés de la sidérurgie au début de la récession, vont connaître probablement une baisse dans la demande de près de 25 % en 1982. En effet, l'industrie du pétrole, en plein boom à la suite de l'augmentation des prix, est en train de saturer le marché et de ralentir ses investissements qui ont connu une croissance de 150 % entre 1978 et 1981.

La contraction de la demande ne fait que relancer la guerre commerciale entre

Américains, Japonais et Européens. Il est vrai que, normalement, un cinquième du marché intérieur de l'acier est couvert par les importations et que ce taux est passé à plus d'un quart en novembre 1981. Les Américains se plaignent amèrement des pratiques commerciales de leurs concurrents japonais et européens, les accusant de vendre leurs produits à des tarifs anormalement bas. Une négociation avec les fabricants européens vient par ailleurs d'échouer.

La chimie de base est également affectée par la contraction des débouchés en direction de l'automobile et de la construction. Le problème de rentabilité qui est, d'une manière ou d'une autre, à l'origine de toute récession capitaliste, est parfaitement décrit par un dirigeant de l'industrie chimique : « Vous ne faites de bien ni à vous-mêmes ni à la branche en répétant mécaniquement que vous devez produire davantage à n'importe quel prix. Maintenant, tout le monde fait beaucoup plus d'analyse coût-bénéfice, en comparant coût d'exploitation et prix de vente. » (*Business Week*, janvier 1982).

L'industrie des machines est directement affectée par la stagnation de l'investissement dans l'ensemble de l'industrie, même si elle peut espérer profiter des investissements de rationalisation qui suivront la récession. Le secteur de la machine-outil est particulièrement exposé à la concurrence étrangère qui contrôle déjà près du quart du marché américain.

Les industries les moins touchées par la crise et celles qui promettent de rapporter les plus gros profits à l'avenir sont les industries de pointe, à haute technologie, telles que l'électronique, l'informatique, les produits pharmaceutiques et la santé. Mais ces industries sont loin d'être assez importantes pour induire, à moyen terme, une croissance accélérée dans l'ensemble de l'économie.

La récession ne se traduit pas seulement par une baisse de l'activité économique, mais aussi par une réorganisation et par une concentration du capital. On assiste aujourd'hui à de fantastiques opérations financières qui portent parfois sur plusieurs milliards de dollars. Une partie d'entre elles ont une nature nettement spéculative, les sociétés préférant utiliser leurs liquidités dans des opérations à court terme plutôt que d'investir dans un avenir incertain, d'autres cherchant à différencier leur champ d'activité.

C'est le cas d'US Steel, le géant de l'acier, qui a pris le contrôle de la compagnie pétrolière Marathon Oil Company, pour la modeste somme de 6,3 milliards de dollars, payés *cash*, après une bataille homérique contre Mobil. US Steel n'hésite pas, par ailleurs, à fermer des hauts fourneaux et à licencier des milliers de travailleurs qui ne sont plus rentables ...

### LA RECESSION ET L'OFFENSIVE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La volonté de remettre en cause les acquis de la classe ouvrière n'est pas nouvelle, elle date de l'apparition des dif-



Manifestation contre les « Reaganomics » à Indianapolis. (DR)

ficultés du capitalisme au début des années 1970. Mais la récession actuelle aggrave notablement le chômage, rogne le niveau de vie de la classe ouvrière et va fournir l'occasion aux capitalistes d'essayer de signer des conventions collectives qui entérinent un recul pour les travailleurs.

Depuis une quinzaine d'années, chaque récession aggrave quelque peu le chômage, dans ce sens que, même lorsque ce dernier diminue avec la reprise suivant la crise, il ne revient jamais au niveau précédent la récession. C'est ainsi qu'après avoir atteint 7,6 % de la population active en octobre 1980, il n'est redescendu qu'à 7 % en juillet 1981, à la veille de la récession, et qu'il vient d'atteindre 8,9 % à fin 1981. Le taux de chômage est presque parvenu au record de 9 % enregistré en mai 1975, au plus fort de la crise. Il ne fait aucun doute qu'il va crever ce plafond dans les prochains mois de 1982.

Le chiffre de 8,5 % publié pour janvier 1982 doit être interprété avec précaution. Il est largement tributaire de la méthode statistique utilisée pour éliminer l'effet des variations saisonnières et n'a fait l'objet d'aucun commentaire triomphaliste de la part des autorités. Plus significatif est le fait qu'en janvier 1982 l'emploi total est inférieur à ce qu'il était en décembre 1981.

Le pourcentage actuel représente 9,5 millions de personnes, auxquelles il convient d'ajouter 1,2 million de personnes « découragées de chercher un emploi » et qui, dans les statistiques américaines, ne sont plus comptées ni dans la population active ni parmi les chômeurs. Les syndicats relèvent, en outre, que 5,4 millions de travailleurs qui désireraient un emploi à plein temps doivent se contenter d'un emploi à temps partiel. On arrive ainsi à 12 % de chômeurs complets ou partiels ...

Seul un tiers d'entre les 9,5 millions touchent des indemnités de chômage, alors qu'en 1975, la proportion s'élevait à deux tiers. Depuis lors, Jimmy Carter,

puis Ronald Reagan ont modifié la loi, rendant l'obtention d'indemnités plus difficile. La hausse du taux de chômage est due à l'augmentation de la population active (les nouveaux venus sur le marché du travail) et à la diminution du nombre d'emplois disponibles, effective depuis le mois d'août. Les licenciements ont particulièrement augmenté depuis le mois d'octobre 1981.

Le chômage frappe les travailleurs avec une grande diversité du point de vue social, selon le type d'industrie et la région. Du point de vue social, les plus atteints par le chômage sont les jeunes entre 16 et 19 ans, avec 21,7 % de chômeurs, et les Noirs et les autres minorités avec 16,1 %, tandis que, pour les jeunes de couleur, le taux dramatique de 42 % est avancé par le Bureau des statistiques du travail. Il est également à noter que les travailleurs des bureaux, les « cols blancs », commencent à être touchés par les licenciements.

Les industries les plus affectées par la récession ont, bien entendu, un taux de chômage supérieur : l'automobile, 21,7 % ; la construction, 18,1 % ; l'acier, 13,2 % ; le textile, 13,9 % ; le caoutchouc et le plastique, 11,5 %.

La région la plus atteinte est l'Est industriel, la région des Grands Lacs. L'Etat de l'Ohio, par exemple, affiche 12,5 % de chômeurs en décembre 1981 ; le Michigan, 15,1 %. Les Etats du Middle West, traditionnellement agricoles, sont moins touchés.

Ces différences sont importantes, car elles sont une base objective pour la division de la classe ouvrière, mais aussi parce qu'elles peuvent être à l'origine de révoltes brutales des catégories les plus défavorisées.

En reconstituant l'armée de réserve industrielle, la crise a, entre autres, pour effet de faire pression sur les salaires. Ce processus risque d'avoir des conséquences d'autant plus graves que le pouvoir d'achat des travailleurs est en

constante diminution depuis 1978. En tenant compte du coût de la vie, le salaire hebdomadaire moyen a baissé de 3,3 % entre 1978 et 1979, de 5,8 % entre 1979 et 1980 et de 0,9 % au cours des huit premiers mois de 1981. Les impôts accentuent encore cette tendance : le revenu disponible après impôts d'un salarié avec trois personnes à charge a connu l'évolution suivante : 1978-1979, - 3,4 % ; 1979-1980, - 6,5 % ; 1981 (huit premiers mois), - 1,9 %.

Lorsque de toutes parts on entend que, pour combattre l'inflation, il faut modérer les hausses de salaires, on comprend aisément que le but poursuivi est en fait de poursuivre la diminution des salaires réels dans les années à venir.

Un nombre exceptionnel de contrats collectifs arrive à échéance en 1982. Pour les dirigeants d'entreprises, l'objectif est clair : signer des conventions qui remettent en question des acquis des travailleurs et n'assurent pas la compensation de l'augmentation du coût de la vie. De nombreuses branches sont concernées. Parmi elles, le pétrole, les transports, l'industrie des pneumatiques, l'équipement électrique, la construction et les employés des Etats et des communes ; en tout près de 4,5 millions de travailleurs. Mais la négociation que tout le monde considère comme la plus importante, parce que servant de référence aux autres branches, doit avoir lieu dans l'automobile.

Il faut dire que l'affaire prend une dimension nationale et que les pressions exercées sur les travailleurs sont très fortes. Le bruit court, dans les milieux financiers de New York, que les géants de l'automobile exagèrent leurs difficultés actuelles pour gagner le plus possible sur les contrats. Il ne se passe guère de jours sans que les journaux ne publient des interviews de travailleurs effrayés par le chômage et favorables à des concessions, et ne fassent apparaître les opposants comme égoïstes et surtout minoritaires.

La situation dans l'automobile est significative de ce qui se passe dans les autres secteurs. Partout, le patronat essaie d'obtenir des avantages matériels, se disant prêt à associer d'une manière ou d'une autre les syndicats à la gestion des entreprises ou, mieux encore, certaines sociétés déficitaires n'hésitent pas à négocier des participations aux bénéfices pour les employés ...

Le gouvernement, fidèle à ses principes de libéralisme, n'est pas partie prenante des négociations, ce qui ne l'empêche nullement de prêcher la « modération » aux salariés, afin de lutter contre l'inflation, son objectif (avoué) numéro un.

### LE GOUVERNEMENT EST-IL RESPONSABLE DE LA RECESSION ?

De nombreux commentateurs reprochent à la politique économique du gouvernement d'avoir précipité, puis aggravé, la récession. Certes, la banque centrale américaine, le Federal Reserve Board (FED), mène une sévère politique de restriction monétaire qui conduit à une

hausse vertigineuse des taux d'intérêt. Cela a entraîné, dès le printemps 1981, une baisse de la construction, financée par des hypothèques, et de la consommation à crédit, ce qui touche les biens durables et particulièrement les voitures. De là, la récession s'est étendue aux autres secteurs. L'investissement a lui aussi été directement affecté par les taux d'intérêt élevés.

Contrairement à ce qui s'était produit lors des précédentes récessions, le FED refuse toujours obstinément de relâcher le carcan monétaire, rendant ainsi la reprise plus difficile. La discussion de la politique budgétaire est plus complexe, car il faut distinguer les intentions de la pratique réelle.

L'intention initiale était de réduire le déficit budgétaire afin de parvenir à l'équilibre en 1984. Dans cette perspective, le budget était clairement déflationniste. Les coupes sombres dans les crédits de fonctionnement et les dépenses sociales représentent une attaque directe contre les employés de la fonction publique et surtout une brutale réduction du salaire indirect de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire des prestations sociales en argent et des services gratuits ou à bas prix qu'ils reçoivent de l'Etat.

La réalité est que l'augmentation des dépenses militaires, combinée avec la réduction des impôts, conduit à un déficit record de 100 milliards de dollars pour 1982, et des montants équivalents sont prévus pour les années suivantes. Si ces projets se réalisaient, cela représenterait une politique de relance classique par les dépenses d'armement, combinée avec un transfert de revenus des pauvres vers les riches. Ce qui ne manquerait pas de relancer l'inflation. Mais, tant les dépenses militaires que les diminutions d'impôts sont échelonnées dans le temps et n'ont pas encore joué un rôle stimulant important. Aucun projet de relance à court terme destiné à combattre les difficultés de l'heure n'a, jusqu'à présent, été évoqué.

Il est donc certain que la politique suivie par Ronald Reagan a joué un rôle de détonateur dans la récession et que son administration n'a rien fait pour freiner le déroulement. Il serait toutefois faux de ne voir les causes de la crise que dans la politique économique du gouvernement. Le système capitaliste engendre lui-même les déséquilibres qui conduisent périodiquement à des récessions.

Au cours de la dernière décennie, ces contradictions ont atteint un niveau tel qu'elles ont compromis la croissance pour longtemps. Elles ont également rapproché et aggravé les phases de récession. Sans analyser de façon plus détaillée les difficultés structurelles du capitalisme américain, nous nous bornerons à citer les difficultés de rentabilité du capital, qui sont apparues dès la seconde moitié des années 1960, la faiblesse de l'investissement, le poids des activités tertiaires improductives, un développement inégal à l'intérieur même du pays, où subsistent d'importantes poches de misère qui nécessitent de coûteux programmes de lutte contre la pauvreté afin de prévenir les

explosions sociales. Tous ces facteurs ont contribué à ébranler l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde capitaliste. L'émergence de la concurrence européenne et japonaise a aggravé en retour ces déséquilibres internes.

Actuellement, les experts prévoient la reprise de la conjoncture pour l'été 1982. Fort peu d'entre eux estiment qu'elle sera vigoureuse. Il est difficile de dire dans quelle mesure le chômage massif va déprimer la consommation. Le système de crédit continue à se détériorer et n'est pas à l'abri d'un effondrement brutal, même si les autorités monétaires et les grandes banques feront tout pour l'éviter.

L'inflation va augmenter à nouveau dès la reprise venue et le chômage va s'accroître dans les mois à venir, sans pour autant diminuer immédiatement après le retournement conjoncturel, car les entreprises attendent toujours que la croissance se confirme avant de réengager du personnel.

Le gouvernement va sans doute infléchir sa politique et prendre quelques mesures de relance. En effet, l'élection de l'ensemble de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat, en novembre 1982, l'oblige à obtenir des résultats économiques positifs, sous peine de conduire le Parti républicain (GOP) à la défaite.

Il est malheureusement prévisible que la riposte syndicale ne sera pas à la mesure de l'attaque contre les travailleurs, même si des batailles sectorielles sont probables. Dans l'ensemble, les directions syndicales continueront à appuyer le Parti démocrate (DP) en guise de lutte contre le programme de Ronald Reagan.

Ce sera l'occasion pour les partisans d'une réelle défense des intérêts des travailleurs de montrer qu'il existe une alternative possible à la ligne des directions syndicales. Une telle opposition s'est déjà manifestée publiquement dans le syndicat des transporteurs, par une conférence de presse et une pétition appuyée par 10 000 signatures exprimant leur désaccord avec les concessions salariales (*New York Times*, 18 décembre 1981). La gigantesque manifestation qui, à l'appel des syndicats, a rassemblé plus de 500 000 personnes opposées à la politique de Ronald Reagan, à Washington en septembre 1981, ou l'échec, le 28 janvier, des négociations ouvertes à la General Motors à la demande de la direction, montrent qu'un potentiel de mobilisation existe et qu'il pourrait ne pas se limiter à faire pression sur le Congrès, mais être dirigé vers des objectifs plus conformes aux intérêts des travailleurs.

La diminution radicale des dépenses sociales et la flambée du chômage pourraient entraîner dans les mois qui viennent de violentes explosions de colère, analogues à celles qu'a connues la Grande-Bretagne dans un passé récent. Dans ce cadre, la nécessité d'un mouvement ouvrier anticapitaliste, politiquement indépendant de la bourgeoisie, se fait plus que jamais sentir aux Etats-Unis. ■

Michel NOYER  
27 février 1982.

# Le credo des "Reaganomics"

Ou la cruelle farce de "l'économie de l'offre"

**C'**EST enroulés dans le drapeau de la théorie de « l'économie de l'offre » (*supply side*) que Ronald Reagan et ses sbires ont lancé leur programme de « réarmement de l'Amérique ».

Selon cette théorie, si le capitalisme peut fonctionner librement, la production (l'offre) engendrera des revenus (salaires, profits et rentes diverses) qui, dépensés, absorberont les marchandises produites sur le marché. Deux propositions dérivent directement de cette affirmation.

Tout d'abord, une croissance de la production (offre) éliminera le chômage et les capacités productrices non utilisées dans les entreprises.

Charles-André UDRY

L'administration républicaine a mis en pratique ces principes : réduction des impôts avant tout pour les riches-qui-investissent (ceux dont le revenu dépasse les 80 000 dollars annuels épargnent ainsi 15 000 dollars ; ceux dont le revenu oscille entre 10 000 et 20 000 dollars épargnent 220 dollars) ; réduction sévère des dépenses du côté de la demande improductive (dépenses sociales toutes catégories) ; accroissement des dépenses du côté de l'offre (commandes militaires, subsides aux investissements dans la région de la Caraïbe ...) ; libération des entreprises de divers contrôles (pour exploiter sans entraves). En résumé : transfert en direction des riches sur le dos des pauvres.

L'ineptie de cette théorie se révèle déjà au niveau le plus général. Rien n'assure que l'accroissement de la production par un ou des capitalistes créera un volume correspondant de demande ou une structure de demande adéquate à la production. Si c'était le cas, pourquoi les capitalistes ne relancent-ils pas la production à chaque signe de déclin ? Pourquoi n'appliquent-ils pas la « théorie de l'offre » ? En fait, ils attendent des signes de réactivation de la demande — conjointement à l'amélioration des profits — avant d'augmenter la production. Ils l'ont toujours fait, ils le feront encore. Sinon, pourquoi y aurait-il des cycles et des récessions ?

Mais, au-delà de ces évidences et du démenti têté infligé par l'évolution même du capitalisme américain, deux raisons concrètes expliquent l'échec de cette théorie et de cette politique, mesuré à l'échelle des promesses électorales.

Premièrement, mettre de l'argent (aide directe ou indirecte) dans le tiroir-caisse des grands trusts aurait encore un sens si ces derniers étaient à court d'argent. Mais, pour nombre d'entre eux, ce n'est

Ensuite, la politique de relance ne doit viser qu'un but : éliminer tous les obstacles à la production et la soutenir. Tout ce qui concerne la demande (par exemple : dépenses sociales, allocations chômage ...) et qui répondrait à un accroissement de l'offre doit être négligé. L'ajustement offre-demande se fera automatiquement.

Si cette recette est appliquée, tout devrait marcher parfaitement : production, profits, emplois, productivité. Voilà le credo de la « reaganomics ».

Dès lors, de quel remède les monopoles (ceux qui déterminent l'offre) ont-ils besoin ? Selon Ronald Reagan, d'argent d'abord ; ne pas être entravés par les règlements ensuite.

pas le cas. L'argent qu'ils détiennent, ils ne l'investissent pas productivement. En effet, des opérations plus profitables et plus sûres sont à faire dans le domaine des placements financiers à court terme.

Deuxièmement, étant donné les capacités de production non utilisées, avec l'effet escompté sur le taux de profit, les capitalistes ne sont pas enclins à se lancer dans de gigantesques investissements d'élargissement de la base productive. Sous l'effet de la concurrence internationale, ils peuvent rationaliser, mais avec les effets négatifs sur l'emploi. Par contre, ils veulent bien voir leurs impôts être réduits fortement. Spécialement les entreprises

qui sont « dans le rouge », endettées jusqu'au cou ... alors que les taux d'intérêt sont élevés.

## LA GUERRE CONTRE LES PAUVRES

En 1981, 29,3 millions d'Américains étaient recensés comme pauvres. Sont considérés comme tels ceux dont le revenu annuel est inférieur à 8 414 dollars (environ 50 000 francs français) pour une famille de quatre personnes. 50 % des familles pauvres ont à leur tête une femme seule ; 30 % des pauvres sont des Noirs. Ce chiffre de 29 millions sera lar-

Prendre aux pauvres pour donner aux riches, la politique de Reagan vue par Granma. (DR)



gement dépassé en 1982 sous l'effet de la récession et du chômage. Fred Crawford, chercheur en sciences sociales, indique que « l'on assiste à la création d'une nouvelle classe de pauvres. Ce sont des gens qui avaient un revenu, qui disposaient d'une maison, entretenaient une famille et ont perdu leur travail » (*Newsweek*, 5 avril 1982). La part de ceux qui restent en permanence en deçà du seuil fatidique de pauvreté ne cesse de croître.

Or, en suivant son credo, Ronald Reagan opère des coupes sombres avant tout dans les dépenses sociales destinées aux pauvres. La liste des « économies » proposées par Ronald Reagan parle d'elle-même :

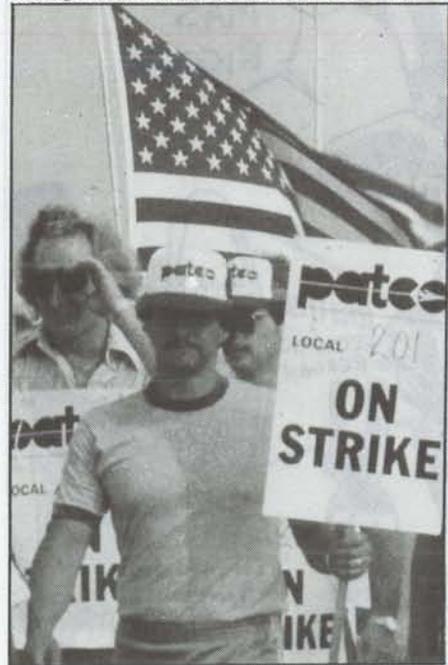
— *Bons pour l'alimentation.* Pour économiser 2 milliards de dollars pour l'année fiscale 1982, 2 millions de pauvres vont être rayés des listes.

— *Aide médicale.* Les 22 millions de bénéficiaires devront payer une part accrue de leurs dépenses de santé. Ils se soigneront moins : « l'économie » sera de 1,9 milliard de dollars.

— *Programme pour l'emploi et la formation.* Le chômage frappe de plus en plus, mais 2 milliards de dollars seront « économisés ». La situation financière des Etats qui doivent prendre en charge ces dépenses (« nouveau fédéralisme ») les empêchera d'y faire face. Nouvelle « économie ». Pour mieux saisir la dimension des coupes demandées, il suffit de mettre côte à côte les chiffres suivants : Ronald Reagan demande pour la formation une enveloppe de 1,8 milliard de dollars, le Sénat en demande 3,8 milliards, tandis que le House Labor Committee en demande 5,1 milliards ...

— *Aide au logement.* Les salariés ne peuvent plus honorer les intérêts des prêts hypothécaires et payer les factures de gaz et d'électricité dont les prix s'envolent. Pourtant, une économie de 428 millions de dollars est prévue pour l'année fiscale 1982.

Les aiguilleuses du ciel licenciés par Reagan. (DR)



— *Programme de nutrition.* Dans le budget de 1982, l'aide aux repas scolaires est réduite de 30 à 50 %. L'aide pour la nutrition des enfants en bas âge de familles pauvres est réduite. Et tant pis pour la mortalité infantile.

— *Aide aux familles nombreuses.* En 1982, 1,2 milliard de dollars seront économisés sur le dos, essentiellement, des familles à charge d'une femme seule.

Pour « assainir » le capitalisme on passe de la « guerre contre la pauvreté » — des années 1950 et 1960 du boom de l'économie impérialiste — à la guerre contre les pauvres. Voilà comment se concrétise l'aide au secteur productif aux dépens du secteur improductif. Evidemment, le nouveau char de combat américain Abrams, au coût d'1,5 million de dollars la pièce, est comptabilisé dans le secteur productif. (*The Economist*, 13 mars 1982).

### LICENCIEMENTS EN MASSE

Pour compléter ces mesures gouvernementales, les capitalistes licencient à tour de bras. En mars 1982, sur les 110 millions de travailleurs américains, 9,9 millions étaient officiellement au chômage. La statistique sous-évalue la réalité. Dans la sidérurgie, il y a eu 100 000 licenciés ; dans l'automobile, 240 000. Cela n'empêche pas le gouvernement de limiter les dépenses publiques, et les municipalités en crise financière de licencier le personnel des services publics.

Certains proclament pourtant que les salariés sont gagnants... puisque l'inflation a baissé. Voici ce que pense d'une telle imposture un hebdomadaire au-dessus de tout soupçon, *Business Week* : « La contraction dans les offres d'emploi combinée avec le plus grand risque de perdre son emploi, mine le bénéfice dérivé de la diminution du taux d'inflation... » (*Business Week*, 12 avril 1982). De plus, le virus de l'inflation bien installé dans l'organisme de l'économie capitaliste manifestera à nouveau ses effets pervers aussitôt passé le premier moment d'une future relance.

Les mesures de restructuration vont bon train. Cela conduit le sous-secrétaire d'Etat au Commerce à déclarer : « Même s'il y a une reprise industrielle, il y aura 500 000 postes de travail de moins qu'il y a cinq ans. » (*New York Times*, 14 janvier 1982). Les conditions de travail se dégradent sous l'impact de la recherche de plus-value : « Les risques d'accidents du travail ont atteint les niveaux les plus élevés depuis l'époque des "sweatshops" (ateliers d'immigrés du début du siècle) et la période des "speedups" (travail à la chaîne des années 1920 et 1930). » (*New York Times*, 23 décembre 1981).

Sous l'effet du chômage, la pression à la baisse sur les salaires est très forte : de 4 à 5 % en termes réels dans de nombreux cas. Par contre, pour ce qui est des dépenses d'armement, tout va pour le mieux. Jusqu'en 1987, elles croîtront de 16 % par an. Au plus fort moment de la guerre du Vietnam, la hausse a été de



L'envers du « miracle » américain. (DR)

14 % (*Time*, 22 mars 1981). Au premier trimestre 1982, les commandes d'armement à l'industrie ont augmenté de 50 % par rapport à la même période de 1981. Ailleurs, les commandes stagnent ou reculent (*Business Week*, 5 avril 1982). Or, pour financer de telles dépenses, il faut beaucoup emprunter. Le déficit budgétaire pour l'année fiscale 1983 est estimé à 124 milliards de dollars (36 milliards de plus que les prévisions faites en février 1982). Ces emprunts massifs de l'Etat réduisent le crédit pour les autres et poussent les intérêts à la hausse, d'autant plus que la politique monétaire est restrictive (anti-inflationniste). De là découle une contraction de la demande d'automobiles, de biens ménagers, de maisons, etc. (achats à crédit). Les dépenses d'armement mettent du beurre sur la tartine de Chrysler, Boeing (qui a quand même licencié des milliers d'ouvriers à Seattle), Lockheed, mais elles n'ont pas, dans la situation actuelle, d'effets d'entraînement sur toute l'économie et accroissent toutes les contradictions productives et financières.

Pourtant, une étude récente indique qu'« un milliard de dollars investi pour des missiles crée 14 000 emplois, alors que la même somme consacrée à des hôpitaux en créerait 48 000 » (*Time*, 22 mars 1982). C'est là une condamnation radicale des partisans du « moins d'Etat » et du plus d'armes. C'est là une condamnation du capitalisme en tant que tel.

Cette condamnation commence à se manifester, embryonnairement, aux Etats-Unis. Les mobilisations contre l'intervention au Salvador ou contre la guerre l'indiquent. Le chemin sera long. ■

Charles-André UDRY  
« La Brèche » numéro 274  
Lausanne, 17 avril 1982.

# Mobilisations contre l'escalade US en Amérique centrale

Les mois de mai et juin sont une période d'intense mobilisation internationale en défense de la révolution centro-américaine et contre le déploiement des missiles nucléaires américains en Europe.

Pendant tout le mois de mai, une « Caravane européenne contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale » parcourt l'Europe. Elle est organisée unitairement par les organisations révolutionnaires du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. A chacune de ses étapes, des meetings de solidarité sont organisés autour d'Alexandre Perez du Front sandiniste (FSLN) du Nicaragua, de Baltazar Lopez du Front Farabundo Martí (FMLN) du Salvador, et d'un représentant de l'Union révolutionnaire nationale (URNG) du Guatemala. Son passage doit être l'occasion de faire signer massivement et par le plus d'organisations représentatives possibles une pétition qui doit être remise au Parlement européen de Strasbourg le 5 juin.

Le circuit de la caravane est le suivant : le 29 avril à Hull et Sheffield ; le 30 à Felix Town et Göteborg ; le 2 mai à Oslo ; le 3 à Stockholm ; le 4 à Malmö ; le 5 à Copenhague, les 6, 7 et 8 à Hambourg ; le 9 à Amsterdam ; le 10 à Bruxelles, le 11 à Luxembourg ; le 12 à Reims et Paris ; le 13 à Tours et Nantes ; le 14 à La Roche-sur-Yon ; le 15 à Bilbao ; le 17 à Madrid ; le 19 à Barcelone ; le 20 à Montpellier et Marseille ; le 21 à Nice et Gênes ; le 22 à Rome ; le 23 à Milan ; le 25 à Vienne ; le 26 à Salzbourg ; le 27 à Zürich, le 29 à Genève ; le 1er juin à Tübingen ; le 2 à Francfort et le 3 à Strasbourg.

Elle atteindra donc la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, l'Allemagne fédérale, le Luxembourg, le Danemark, la France, l'Etat espagnol, l'Italie, l'Autriche et la Suisse.

## PARTOUT CONTRE REAGAN-LA-GUERRE

Aussitôt après, les premiers jours de juin seront marqués par une série de manifestations monstres à l'occasion du voyage de Ronald Reagan en Europe.

● En France, le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PCF), qui accueilleront Ronald Reagan à Versailles au nom du gouvernement, font de leur mieux pour éviter toute mobilisation. Malgré cela, une cinquantaine d'organisations ont



Le Forum de Mexico de mars dernier a appelé à la construction d'un Front anti-interventionniste mondial. (DR)

d'ores et déjà lancé un appel à manifester à Paris le 5 juin. Parmi elles, le PSU, la LCR (section française de la IVe Internationale), les JCR, Lutte Ouvrière, le CEDETIM, la Maison des travailleurs immigrés (MTI) regroupant 8 associations, la Coordination des Comités Amérique latine, l'Union des comités pour le développement des peuples et le Comité pour le désarmement nucléaire (CODENE) qui regroupe 37 associations. Dans les villes de province, la montée nationale se prépare. Un appel signé par de nombreuses personnalités va être rendu public.

● Le lendemain, 6 juin, la Campaign for Nuclear Disarmement (CND), qui avait organisé les grandes manifestations contre l'armement nucléaire de l'automne 1981, appelle à manifester à Londres. Des « Comités pour accueillir Reagan » sont également mis sur pied.

● En Italie, le 5 juin à Rome, la manifestation sera sans doute importante, vu l'appui probable du Parti communiste (PCI) à cette initiative. Des comités de préparation à cette mobilisation sont en cours de constitution.

● En Allemagne fédérale, les 800 organisations qui avaient rassemblé 300 000 personnes contre le déploiement des missiles, à Bonn, le 10 octobre 1981, convoquent une nouvelle manifestation le

10 à Bonn, au moment même où Ronald Reagan participera au Sommet de l'OTAN. Bien qu'appelant le même jour au même endroit, elles se sont cependant divisées sur les termes de l'appel. Un courant qui semble majoritaire s'est regroupé autour du refus du déploiement des missiles prévu pour 1983. Un autre courant, autour des « verts » (écologistes), met en avant les mots d'ordre de désarmement bilatéral et d'une Europe dénucléarisée.

● Aux Etats-Unis enfin, on attend une manifestation monstre à Washington le 12 juin (voir dans ce numéro d'*Inprecor* p. 12).

Ces grandes mobilisations contre le réarmement impérialiste seront aussi l'occasion d'affirmer la présence des comités et du mouvement de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale. En Europe notamment, ce sera l'occasion d'entreprendre et de concrétiser une large campagne d'affiliation des organisations politiques, des associations diverses, des organisations syndicales (de la section d'entreprise aux confédérations) au Front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador, qui a été mis sur pied à Mexico le 28 mars dernier (voir *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982).

# "Hé, Hé, oncle Sam nous n'oublions pas le Vietnam"

Discours de Mary Alice Waters du SWP  
sur la mobilisation anti-guerre aux USA

Le discours qui suit a été prononcé par la camarade Mary Alice Waters, présidente nationale du Socialist Workers Party (SWP) des USA, à l'occasion d'un meeting tenu le 3 avril dernier à New York contre l'intervention américaine en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Organisé par le Militant

Labor Forum et la revue *Perspectiva Mundial*, ce meeting était soutenu par le mouvement Mobilisation for Survival, par la Maison du Nicaragua, par le Mouvement indien américain et par le Comité de solidarité avec le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Mary Alice WATERS

Quand le commandant Daniel Ortega, l'un des principaux dirigeants du gouvernement nicaraguayen, a pris la parole devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 25 mars, il a affirmé que l'intervention de Washington en Amérique centrale était déjà en marche.

Il a fourni des informations détaillées qui ne lui ont attiré aucune sorte de démenti de la part du gouvernement américain concernant l'armement et l'entraînement des unités contre-révolutionnaires d'ex-somozistes, les anciens bérets verts, les commandos de l'armée argentine et autres, concentrés dans les camps d'entraînement du Honduras, le long de la frontière avec le Nicaragua.

Le commandant Daniel Ortega a détaillé les attaques croissantes menées contre son pays : attaques terrestres, maritimes et aériennes. Il a énuméré les actes de sabotage, les destructions de ponts, les bombardements de ports et d'aéroports, les provocations auxquelles se livrent les forces armées honduriennes.

Il a dit : « Nos ressources militaires sont les plus modestes de la région. Nous n'avons pas de force aérienne et, pourtant, c'est le Nicaragua qui est assiégé... Nous sommes le seul Etat d'Amérique centrale sur lequel pèse la menace permanente de la puissance militaire mondiale des Etats-Unis... »

« Il est inconcevable, a-t-il expliqué, que le pays qui est engagé dans le plus grand programme d'armement et dans les plus importantes dépenses militaires de toute l'histoire de l'humanité nous demande de renoncer aux mesures élémentaires de défense de notre nation. »

Il est très révélateur de la politique américaine que les USA aient opposé leur veto à la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le Nicaragua. Cette résolution ne dénonçait personne nominalement et ne portait aucune accusation ; elle se contentait de répéter les termes de la Charte des principes de l'ONU s'opposant à l'intervention dans les affaires d'un autre pays et à l'usage de la force.

Le délégué américain à l'ONU a prétendu qu'une telle résolution nourrissait

le « cynisme », qu'elle nuisait aux Nations Unies et, ce qui est plus important, qu'elle minait le « système inter-américain ».

Il n'était donc pas possible d'avouer plus crûment que le principe de non-intervention dans les affaires d'un autre pays mine le prétendu système inter-américain aux yeux du gouvernement des Etats-Unis.

## UN SYSTEME D'INTERVENTION

Le système inter-américain est fondé sur le droit pour l'impérialisme américain d'intervenir dans les affaires de tout autre pays de cet hémisphère, à tout moment, pour défendre les investissements et les profits américains.

Et c'est précisément de ce système inter-américain que le Nicaragua s'est retiré avec la victoire révolutionnaire du 19 juillet 1979. C'est précisément pour s'extirper du système inter-américain que le Salvador lutte aujourd'hui ; c'est pour s'en extirper que le Guatemala combat.

C'est du système inter-américain que Grenade s'est retiré avec sa révolution du 13 mars 1979, et que Cuba s'en est retiré il y a déjà plus de vingt-deux ans. Les Cubains ont montré la voie et l'exemple de ce qui peut être fait quand un peuple, qui a été appauvri par des siècles d'exploitation colonialiste et impérialiste, se met à reconstruire la société pour satisfaire les besoins humains, et non plus pour garantir les profits des riches et des super-riches.

## LA GRANDE SUBVERSION

Quand Fidel Castro écrivait depuis sa prison, bien des années avant l'entrée du Mouvement du 26 juillet dans La Havane, il affirmait : « Notre but est de construire une société où chaque homme, chaque femme, chaque enfant de Cuba soit heureux. »

Cela apparaît comme un objectif très simple. Mais c'est là la grande subversion qui secoue l'Amérique centrale : le désir de millions de gens de se libérer de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, du racisme, de la guerre et de la tyrannie ; le désir de contrôler leurs propres capaci-

tés productives et celles du reste de l'humanité ; le désir d'abolir l'arsenal nucléaire que Washington menace d'utiliser pour nous anéantir tous.

Les militaires de l'administration Reagan parlent de rendre la guerre « gagnable ». Ils élaborent des programmes de défense civile pour assurer « notre survie » en cas de guerre nucléaire.

Tout cela vise à nous préparer à l'éventualité de l'utilisation de leurs armes nucléaires contre les peuples d'Amérique centrale, contre les peuples de la Caraïbe, contre les peuples du monde.

Les peuples d'Amérique centrale luttent pour un objectif opposé, pour pouvoir utiliser leurs capacités productives afin d'assurer une nourriture suffisante à leurs enfants, pour construire des écoles, des hôpitaux et des maisons. Et c'est pour cela que la confrontation avec l'impérialisme américain a été engagée.

La guerre se poursuit au Salvador. La guerre civile se développe au Guatemala. Et le Nicaragua est soumis tous les jours aux incursions des contre-révolutionnaires.

## LE NICARAGUA MOBILISE

Les Nicaraguayens sont convaincus qu'ils sont au bord d'un affrontement généralisé. Ces jours derniers, ils ont justement annulé les traditionnelles vacances de Pâques. Pâques, au Nicaragua, c'est la plus grande fête de l'année ; c'est Noël chez nous. Les Nicaraguayens ont décidé que, cette année, il n'y aurait pas de jours fériés à cause des questions urgentes posées par la défense du pays, par les attaques qui se multiplient à la frontière avec le Honduras.

Cette escalade en Amérique centrale n'est pas une erreur commise par une quelconque star de cinéma hébergée à la Maison-Blanche. Ronald Reagan applique la politique intérieure et étrangère décidée non par lui personnellement, mais par les plus puissants intérêts financiers et commerciaux de ce pays.

Et quelles que soient les différences qui peuvent exister au sein de la classe dominante américaine sur la meilleure tactique à utiliser pour parvenir à ce but, elle est unie dans la conviction que l'avancée de la révolution socialiste en Améri-

que centrale et dans la Caraïbe doit être stoppée.

Parce qu'elle sait très bien que la simple existence de ces révolutions constitue une menace mortelle pour ce qu'elle considère être l'american way of life.

Et il ne s'agit pas d'un choix. Ce n'est pas une question qui prête à discussion pour les maîtres des Etats-Unis. Ils se doivent d'essayer de stopper les progrès de la révolution dans notre hémisphère. Ils doivent montrer à ceux qui osent lutter pour arracher leur vie des griffes de l'impérialisme qu'ils seront punis, qu'ils le paieront, afin que cela serve de leçon à tous ceux qui oseraient suivre le même exemple héroïque.

Il y a un autre aspect fondamental de la lutte en Amérique centrale aujourd'hui. Pour paraphraser Augusto Cesar Sandino, c'est le fait que les travailleurs et les paysans du Nicaragua sont prêts à aller jusqu'au bout. Et de même pour le peuple du Salvador.

Ils ne veulent pas la guerre. Ils veulent parler à tout le monde pour essayer de l'éviter. Mais ils sont prêts à mourir pour préserver ce qu'ils ont gagné. Ils disent « non » à l'ennemi yankee de l'humanité.

Et derrière les héritiers d'Augusto Cesar Sandino, il y a les travailleurs et les paysans de Grenade. Et derrière eux, il y a le peuple de Cuba. C'est là un autre élément décisif. L'existence de la révolution cubaine retient la main de l'impérialisme. Elle représente le fait que les chances d'étendre la révolution en Amérique centrale et dans la Caraïbe sont plus grandes et que le coût en sera moindre.

Mais il y a une autre force puissante qui a un rôle crucial et, par bien des aspects, décisif à jouer. C'est de ce facteur dont nous avons le plus à parler aujourd'hui, et pour lequel nous avons la plus grande responsabilité.

## UN NOUVEAU MOUVEMENT ANTI-GUERRE

C'est ce qui est symbolisé par les dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs de ce pays qui sont descendus dans les rues de Washington, le 27 mars, pour dire : « Hé, oncle Sam, nous n'oublions pas le Vietnam ! »

C'est ce qui est symbolisé par les centaines de milliers de jeunes ayant atteint l'âge de la conscription qui ont refusé de s'enregistrer.

C'est ce qui est symbolisé par les millions de gens à travers le pays, qui ont signé des pétitions parce qu'ils veulent arracher les armes nucléaires des mains de ces fous de Washington.

Tout cela fait partie d'un nouveau mouvement anti-guerre dans ce pays. Ces actions ont lieu avant que les troupes américaines ne soient envoyées combattre en Amérique centrale, avant que la moindre bombe ne soit lâchée. Elles montrent le potentiel énorme de ce nouveau mouvement.

Ce nouveau mouvement en est bien sûr à ses débuts. Il a encore à montrer sa pleine force. Il a beaucoup de problèmes

politiques et organisationnels à résoudre, des problèmes que rencontre tout mouvement à ses débuts.

Il est facile de passer à côté des événements, d'avoir l'impression qu'il y a beaucoup de luttes différentes et en apparence séparées. Il y a les nombreux mouvements de solidarité : avec le peuple du Salvador, avec le Guatemala, avec Grenade, Cuba et le Nicaragua. Il y a le mouvement contre la conscription. Il y a le mouvement contre les persécutions et les déportations de l'immigration par la police.

Mais l'impression qu'il s'agirait de mouvements séparés est unilatérale et fautive. Il est vrai qu'il y a beaucoup de gens qui sont particulièrement concernés par l'une ou l'autre de ces questions. Mais ce à quoi nous assistons, c'est à la naissance d'un nouveau mouvement anti-guerre. Toutes ces luttes se nourrissent à la même source : la conscience croissante chez des millions de gens de ce pays que le gouvernement américain nous mène à la guerre.

## PAS NOTRE GUERRE

Ils nous conduisent une fois de plus à la guerre, contre notre volonté, contre

*Solidarité contre les restrictions budgétaires, la guerre et les attaques anti-syndicales. (DR)*



L'exigence qui monte d'un désarmement nucléaire américain, contre l'intervention américaine en Amérique centrale, contre la conscription, est enracinée dans la résistance à la politique de la classe dominante américaine aux Etats-Unis mêmes.

Et il y a une compréhension croissante du fait que notre tâche est en tout premier lieu d'arrêter la main de l'impérialisme américain, de bloquer son intervention, de stopper sa course à la guerre, afin que les peuples du monde puissent résoudre leurs problèmes sans avoir aussitôt le gouvernement américain sur le dos. C'est une tâche que nous, et seulement nous, ici, aux Etats-Unis, pouvons mener à bien.

## HERITAGE DU VIETNAM

Ce qui est différent dans ce qui se passe aux Etats-Unis aujourd'hui est lié à l'héritage de la guerre du Vietnam.

Cet héritage a deux aspects. Il y a l'aspect économique. La récession actuelle ne vient pas simplement de la guerre du Vietnam, mais elle a été exacerbée par la politique militaire à long terme et par son impact sur l'économie.

nos besoins et contre nos intérêts. La réponse n'est pas seulement notre solidarité avec les luttes des peuples d'Amérique centrale, mais aussi notre opposition à ce qu'entreprend le gouvernement américain pour nous impliquer dans une guerre contre l'essor de ces révolutions.

Ce n'est pas seulement notre opposition à la loi sur l'enregistrement des conscrits (*draft*), c'est notre compréhension que cette loi nous prépare à la guerre en Amérique centrale.

Ce n'est pas seulement notre opposition aux armes nucléaires, c'est notre compréhension du fait que nous marchons à la guerre et que c'est pour cette guerre que notre gouvernement entend utiliser ces armes.

Les menées bellicistes de Washington ne constituent pas une aberration. Elles font partie intégrante de la même politique qui est appliquée ici même à l'intérieur des Etats-Unis. Elles sont un prolongement de cette politique, et font partie de la guerre qui est menée contre nos droits et notre niveau de vie. Tout, des restrictions budgétaires aux attaques contre les droits des Noirs et des femmes, aux mesures antisyndicales, aux fermetures d'entreprises et à la pollution de l'environnement.

Nous allons vers le développement de ce mouvement anti-guerre au moment même où le chômage dans ce pays est le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, au moment où l'inflation et les taux d'intérêt sont les plus hauts sur une aussi longue période, où le nombre des faillites est le plus élevé depuis la grande dépression de 1929, et où des millions de personnes comprennent que la guerre et la satisfaction des besoins humains sont incompatibles.

## PAS DE « GRANDE SOCIÉTÉ »

Il n'y a pas cette fois de promesses, comme c'était le cas au milieu des années 1960, que nous aurions la « Grande Société » en même temps que la « grande » guerre.

Il y a seulement la promesse de trous de plus en plus béants dans le prétendu réseau de défense, au fur et à mesure que bombes et missiles le transperceront.

Mais là intervient le second aspect de l'héritage vietnamien. C'est la conscience du besoin d'unité pour nous opposer aux plans de guerre du gouvernement américain, la conscience de notre capacité à la réaliser.

Cette fois, il y a trois forts contingents de forces organisées contre la guerre qui méritent d'être soulignés.

Le premier, c'est l'existence des forces organisées du mouvement noir, de forces telles que le Parti politique national noir indépendant (NBIPP), le Front unique noir national (NBUF), et d'autres qui sont résolues à mener la lutte contre l'intervention américaine en Amérique centrale et dans la Caraïbe, à mener la lutte contre le projet nucléaire de la classe dominante américaine. C'est un nouveau facteur, qui fait partie du développement de la prise de conscience contre l'impérialisme américain dans ce pays.

Le second facteur, c'est la présence dans ce pays d'une population croissante provenant d'Amérique centrale et de la Caraïbe. Ces travailleurs s'identifient avec les luttes qui se déroulent aussi bien en Amérique centrale et dans la Caraïbe qu'aux Etats-Unis mêmes, et ils en sont partie prenante. Et ces forces aussi ont un grand rôle à jouer pour éduquer et mobiliser les forces anti-guerre dans notre pays. Il n'y avait pas de population vietnamienne ou du Sud-Est asiatique d'une ampleur comparable dans ce pays au début de la guerre du Vietnam, susceptible de jouer le rôle que les travailleurs d'Amérique centrale et de la Caraïbe y jouent aujourd'hui.

Le troisième facteur, c'est l'existence d'une classe ouvrière plus consciente et plus radicalisée. Cette classe est déjà profondément touchée par la crise économique du capitalisme. Le mouvement ouvrier organisé peut être et sera un élément déterminant dans l'évolution de ce nouveau mouvement anti-guerre. Quiconque a participé aux manifestations de Washington la semaine dernière a été frappé par le caractère jeune de ces manifestations, et par le fait que c'est toute une nouvelle génération de combattants anti-guerre qui entrait en scène.

Bientôt, ce sera le 1er Mai dans les rues de Washington, ainsi que l'occasion de mobilisations d'urgence pour faire face à tout ce qui peut arriver. Le 12 juin, nous allons voir ce nouveau mouvement descendre dans la rue en de nombreux endroits. En effet, le moment et le lieu où cette nouvelle force se rassemblera le plus massivement, avec d'ores et déjà des forces élargies, ce sera certainement à cette date, devant l'immeuble des Nations Unies à New York, pour demander le désarmement du gouvernement américain qui se met en travers des progrès de l'humanité dans le monde entier.

Le 12 juin sera l'occasion d'une initiative que le monde entier observera. Quiconque comprend ce que sont les enjeux, où sont les véritables ennemis de l'humanité, se mobilisera ce jour-là pour dire « non » au danger de guerre nucléaire dont Washington porte la responsabilité et pour dire « non » à la guerre qui est déjà commencée aujourd'hui en Amérique centrale.

Mary Alice WATERS  
New York, 3 avril 1982.

## NICARAGUA

# N'est pas le "Che" qui veut

## A propos du retournement d'Eden Pastora

LORSQUE Ernesto « Che » Guevara a quitté Cuba en 1966 pour poursuivre en Amérique latine une politique révolutionnaire comme il la concevait, il l'a fait jusqu'à ses ultimes conséquences, payant de sa vie son engagement aux côtés de la guérilla bolivienne.

La trajectoire d'Eden Pastora, le « commandant Zéro », a été tout autre. Parti en juin 1981 pour combattre « l'opresseur partout où il se trouve » en Amérique centrale, le commandant sandiniste Eden Pastora, ancien vice-ministre de la Défense du Nicaragua et responsable des Milices populaires sandinistes (MPS), n'a rien trouvé de plus utile à faire que de convoquer une conférence de presse dans un luxueux hôtel de San José de Costa-Rica, le 15 avril, pour dénoncer le gouvernement sandiniste.

N'hésitant pas à appeler « le peuple armé à expulser du pouvoir » les dirigeants « traîtres et assassins » du Nicaragua, Eden Pastora a dénoncé pêle-mêle « le régime de terreur » que le gouvernement de Managua aurait imposé aux Indiens Miskitos, la présence militaire soviétique et cubaine dans le pays et la corruption des commandants sandinistes qui roulent en Mercedes. Il a même affirmé qu'il était prêt à chasser « les dirigeants sandinistes de leurs châteaux et de leurs Mercedes à coups de feu ».

Qu'il développe une analyse qui peut aujourd'hui être utilisée par l'administration Reagan, dont l'ambassadrice aux Nations Unies, Jane Kirkpatrick, affirmait récemment que le gouvernement sandiniste était « de tous ceux qu'elle connaissait en Amérique centrale aujourd'hui, celui qui a le plus massivement violé les droits de l'homme » (*International Herald Tribune*, 3 avril 1982), n'a pas empêché Eden Pastora de se prétendre toujours un « révolutionnaire ».

Cette attitude n'est pas nouvelle. Plusieurs figures de la bourgeoisie antisozialiste ont déjà pris leurs distances d'avec la révolution sandiniste lorsqu'ils n'ont pas, comme Alfonso Robelo et d'autres, rallié la contre-révolution pour tenter d'endiguer la marche en avant du processus révolutionnaire au Nicaragua. Ce qui est nouveau, par contre, c'est qu'un commandant du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), subissant les mêmes pressions de classe, agisse de la sorte. En ce sens, les propos d'Eden Pastora ne sont pas seulement des critiques à la direction sandiniste ; elles constituent aussi une attaque contre la révolution nicaraguayenne elle-même.

L'impérialisme US ne s'y est d'ailleurs pas trompé, et Eden Pastora se trouve aujourd'hui encouragé dans sa campagne de dénigrement. En effet, du point de vue de l'impérialisme, cette « confession » ne pouvait pas mieux tomber. Après le fiasco de la campagne de propagande US tendant à prouver que le Nicaragua apportait une aide militaire au Salvador, et le retournement spectaculaire devant les télévisions américaines du jeune combattant sandiniste Orlando Tardencilla, l'impérialisme US vient de voir sa propagande confortée par les déclarations d'un des plus prestigieux commandants du FSLN. Cela va sans aucun doute permettre à Washington de redoubler sa campagne idéologique et même d'accroître en toute impunité ses pressions économiques et militaires contre la révolution sandiniste.

A plus long terme, c'est l'approfondissement de la marche en avant de la révolution nicaraguayenne, la défense et l'extension de ses acquis démocratiques, qui viendront répondre aux calomnies d'Eden Pastora.

Comme tout retournement politique, ces événements sont en fait moins surprenants qu'il n'y paraît à première vue. Ainsi, les révolutionnaires guatémaltèques réunis au sein de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) viennent de rappeler leur déconvenue avec Eden Pastora qui avait demandé de participer à leur combat. La demande d'Eden Pastora avait été, semble-t-il, accueillie assez favorablement mais, rappelle le communiqué de l'URNG, « son prétendu engagement internationaliste ne s'est jamais concrétisé, et il a continuellement refusé de se joindre véritablement à notre lutte à l'intérieur du pays. (...) Au lieu de cela, poursuit cette mise au point de l'URNG, pendant dix mois, il a démontré une surprenante immaturité et une inconsistance idéologique et politique, et un profond manque d'engagement révolutionnaire ».

Nous publions ci-après l'intégralité du document adopté par la Direction nationale du FSLN du Nicaragua, le 16 avril dernier, pour répondre aux attaques d'Eden Pastora.

Vincent KERMELE  
5 mai 1982.

## La réponse du FSLN au commandant "Zero"

La profonde et vaste conspiration du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Nicaragua s'est encore approfondie ces mois derniers pour préparer les conditions nécessaires à une agression militaire contre notre patrie.

La dernière carte abattue par l'actuelle administration nord-américaine est constituée par les déclarations d'Eden Pastora, qui a répété les arguments et les attaques déjà lancées par le président Ronald Reagan, le secrétaire d'Etat Alexander Haig, l'ambassadrice US à l'ONU Jane Kirkpatrick et d'autres fonctionnaires de ce gouvernement.

Entre-temps, notre territoire a été attaqué par les bandes contre-révolutionnaires somozistes dès le triomphe de notre révolution ; des dizaines de travailleurs, d'instituteurs, de jeunes, de miliciens et de soldats ont été victimes de brutales tortures puis assassinés par ces bandes.

Le plastiquage de ponts, les bombes posées dans des avions civils et des aéroports, les attaques navales et aériennes contre des bateaux de pêche nicaraguayens, les avions espions nord-américains qui survolent notre territoire, les navires de guerre des Etats-Unis qui violent ouvertement nos eaux territoriales et guettent au large de nos côtes, les milliers de gardes somozistes qui se regroupent dans des campements militaires hors de notre territoire et qui sont soutenus par la fourniture d'armes, de munitions, de victuailles et le paiement de soldes à partir des Etats-Unis par la CIA, les agressions économiques et financières qui imposent à notre peuple les plus grandes restrictions, ont pour objectif de mener à son paroxysme un climat de déstabilisation visant à préparer les conditions pour une guerre d'agression contre le Nicaragua.

Le peuple de Sandino, qui participe jour après jour à la bataille pour la reconstruction et à la défense de la patrie, voit avec indignation que quelqu'un comme Eden Pastora, qui s'est battu contre la dictature en rejoignant le FSLN lorsque celui-ci l'invita à rejoindre ses rangs, devient aujourd'hui, par une attitude qui se qualifie d'elle-même, l'instrument aveugle de ceux qui haïssent ce pouvoir populaire. Les déclarations faites le 15 avril 1982 à San José de Costa-Rica par Eden Pastora viennent s'ajouter comme un pion de plus aux plans d'agression, de déstabilisation et de menace approuvés contre notre révolution par l'actuel gouvernement nord-américain.

La Direction nationale et beaucoup de militants héroïques, ceux qui sont tombés dans la lutte et ceux qui ont sur-

vécu à la guerre, ont vu de près l'impérialisme et la pseudo-opposition bourgeoise contester le FSLN dès le moment même de sa fondation, cherchant avec leur idéologie défaitiste et *vendepatria* (bradeur de la patrie) à nier le sandinisme en tant que véritable alternative pour les pauvres.

Le sacrifice, la clandestinité, la prison, la torture et la mort des meilleurs fils du peuple devaient, le temps aidant, affirmer la seule alternative historique révolutionnaire de notre peuple. L'alternative des ouvriers, des paysans, celle des exploités, qui rejetait et rejette les solutions historiques libéralo-conservatrices de la classe des exploités, parce qu'elle refusait et refuse l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans cette dure et longue lutte du FSLN, peut-être a-t-il été plus dur de combattre la tiédeur et les faiblesses idéologiques que la terreur somoziste. Ainsi, en 1969, Fausto Amador, jusqu'alors militant du FSLN, quittait nos rangs en trahissant la cause du peuple. Fausto Amador, frère de sang du fondateur du FSLN Carlos Fonseca, cédant aux avances des ennemis du peuple, renia lâchement le sandinisme. A l'époque, Carlos Fonseca, interrogé par des journalistes au sujet de la désertion de son frère Fausto, répondit : « *Mes seuls frères se trouvent dans le Front sandiniste !* »

Dans la longue lutte contre la dictature somoziste, ces actes de désertion ont été le propre de ceux qui, au fond, s'identifiaient aux intérêts de classe des exploités ; et quand notre peuple a décuplé sa vigueur combative, au cours des dernières années de la dictature somoziste, quelques hésitants ont soutenu la lutte dirigée par le FSLN. Cela explique que, lors de la consolidation et de l'approfondissement de notre processus révolutionnaire, dans la mesure où nous confisquions les biens des somozistes et des complices du somozisme, dans la mesure où nous nationalisons la banque et le commerce d'exportation, dans la mesure où nous faisons payer des impôts aux riches, dans la mesure où nous prenions la terre aux latifundistes pour la remettre aux paysans, dans la mesure où nous remettons, avec des titres de propriété, les terres occupées aux pauvres qui y vivaient déjà, dans la mesure où nous poursuivions les spéculateurs, dans la mesure où nous limitons le montant des loyers des logements, dans la mesure où nous jetions en prison les bourreaux de notre peuple et les voleurs, dans la mesure où nous apprenions à lire au peuple et lui donnions la santé et l'accès à l'éducation, dans la mesure, enfin, où nous étions conséquents avec les principes du FSLN

qui exigeaient de réaliser une révolution des humbles, des pauvres, des exploités, dans cette même mesure, les hésitants et les traîtres se sont peu à peu éloignés de notre processus révolutionnaire.

Aujourd'hui, un déserteur de plus vient de rejoindre les rangs de la contre-révolution : Eden Pastora, comme une preuve certaine qu'il s'agit ici d'une véritable révolution et qu'il n'y a guère de place dans les rangs sandinistes pour ceux qui voudraient dévoyer notre processus, qui voudraient le livrer à l'impérialisme, qui défendent ceux qui ont encouru la confiscation ; et Eden Pastora a cessé d'être un sandiniste dès l'instant où il a commencé à penser comme les exploités et comme l'impérialisme, devenant ainsi un symbole de ces courants de droite, anti-populaires, vendus au maître impérialiste.

Lorsque l'ex-sandiniste Eden Pastora a annoncé sa décision de quitter le pays pour se joindre à la lutte du peuple guatémaltèque, il était déjà guetté, soumis à des avances et à des pressions de la part de l'ennemi impérialiste qui s'efforçait d'avoir un pion à lui dans les rangs du sandinisme. Mais la Direction nationale s'est forcée à croire aux idées exprimées par Eden Pastora dans la lettre qu'il a adressée au commandant Humberto Ortega.

Pendant tout ce temps, cette crédibilité et cette foi lui furent maintenues malgré les informations de plus en plus inquiétantes qui nous parvenaient sur le type de personnes, aux qualités morales douteuses, et sur les forces, ennemies des intérêts du peuple du Nicaragua et de sa révolution, dont il commençait à s'entourer de plus en plus étroitement.

De grands efforts furent faits, lors de quelques occasions que nous avons eues de communiquer avec lui, pour le dissuader d'adopter des attitudes comme celle qu'il vient de prendre et pour éviter qu'il ne tombe dans les griffes de l'ennemi et qu'il ne serve aux manœuvres obscures et néfastes qui conspirent contre notre patrie. Nous devons reconnaître que nos efforts ont échoué. Devant l'évidence, nous ne pouvons que constater qu'un homme, jadis reconnu par notre peuple pour sa participation à la lutte, est à présent devenu, par son manque de solidité révolutionnaire et de fermeté dans ses convictions, un pauvre instrument de répétition des calomnies, des mensonges et des poncifs les plus grossiers contre le Nicaragua et sa révolution.

L'objectif central que visent par cette manœuvre l'impérialisme et la contre-révolution, c'est d'utiliser l'image d'Eden Pastora, qui devant le peuple apparaît

comme liée au sandinisme, pour obtenir une division au sein des rangs bien serrés de la révolution sandiniste et rendre ainsi plus facile une agression armée contre la révolution et contre toutes ses conquêtes.

Après les cuisants échecs qu'il a rencontrés dans ses tentatives de calomnier et de déformer notre processus révolutionnaire, il nous faut reconnaître que, cette fois, l'impérialisme a su choisir son homme, à un moment extrêmement névralgique, pour présenter sa manœuvre. Après l'humiliation que leur a fait subir un jeune et courageux Nicaraguayen, Orlando José Tardencillas, un véritable internationaliste, lui, dans les bureaux mêmes du département d'Etat ; après le succès remporté par le Nicaragua au Conseil de sécurité des Nations Unies par l'obtention d'un soutien unanime à sa demande de respect de son intégrité nationale et de sa souveraineté ; après l'échec des élections montées par les Etats-Unis au Salvador, notre révolution, malgré toutes les menaces, a consolidé son prestige dans le monde. Et cette manœuvre est lancée en ce moment pour tenter d'entamer l'intégrité et le courage d'un peuple qui, comme le nôtre, résiste avec énergie et sagesse aux machinations de l'impérialisme.

Aux arguments utilisés par Eden Pastora, le Nicaragua a déjà répondu avec justesse lorsque, devant le Conseil de sécurité et dans les différentes tribunes internationales, il a répondu aux mêmes calomnies provenant de la Maison-Blanche, du département d'Etat et de la CIA, répétées aujourd'hui comme un écho par Eden Pastora dans un hôtel de San José du Costa-Rica.

La prétendue influence cubano-soviétique dans le pays, la présence de soldats étrangers sur notre territoire, la course aux armements dont on nous accuse, le caractère prétendument offensif et menaçant de notre armée, les allégations sur une répression et des assassinats contre les Indiens Miskitos, les confiscations abusives, les critiques et les offenses faites à l'hymne de notre avant-garde et l'appui mal dissimulé d'Eden Pastora au génocide au Salvador constituent l'essence de ce qui a été dit à San José du Costa-Rica.

L'impérialisme s'est acquis par là un nouveau gosier dans son concert de voix éraillées qui s'élève, cherchant à humilier un peuple pauvre et simple et à préparer l'agression militaire.

La plus grande erreur commise par l'impérialisme, répétée aujourd'hui par Eden Pastora dans son aveuglement, c'est d'avoir sous-estimé le degré de conscience et de maturité du peuple héroïque de Sandino, de Rigoberto et de Carlos Fonseca.

C'est ce degré de conscience et de maturité qui permet à notre peuple de reconnaître facilement ses ennemis ; et, dans le cas présent, ce n'est pas par hasard que des porte-parole du département d'Etat viennent d'affirmer à Washington qu'ils seront désormais plus prudents dans leurs négociations avec la Junte de gouvernement du Nicaragua après les rudes accusations lancées contre la direction

sandiniste par Eden Pastora, et ils ajoutent que ces dénonciations viennent renforcer la crédibilité des griefs déjà portés par le gouvernement nord-américain contre les dirigeants du Nicaragua, ce qui peut limiter sérieusement la portée des engagements que Washington comptait prendre vis-à-vis du régime sandiniste.

Ces porte-parole ajoutent que maintenant l'administration du président Ronald Reagan a une position incontestablement plus forte dans la négociation non seulement vis-à-vis du Nicaragua mais aussi, ce qui est encore plus important, vis-à-vis du Congrès des Etats-Unis car, poursuivent les porte-parole de Washington, nous ne sommes plus les seuls à parler, et Eden Pastora lui-même répète ce que nous soutenons depuis longtemps, à savoir que le Nicaragua est en train de devenir un pion de Cuba et de l'Union soviétique, que le Nicaragua réprime la liberté et foule aux pieds les droits de l'homme ainsi que, désormais, l'initiative privée.

Le peuple du Nicaragua a déjà connu au cours de son histoire d'autres cas où, dans les moments cruciaux où le patriotisme et la décision étaient mis à l'épreuve devant les interventions yankees, ont surgi d'une part les Sandino, les Umazor, les Estrada, les généraux du peuple, et d'autre part les José Maria Moncada, les Somoza, les généraux qui avaient eux aussi avaient pris les armes, mais qui ont tremblé à l'Espino Negro devant les interventionnistes yankees et qui ont préféré s'allier à l'ennemi agresseur, sans se soucier de la souveraineté nationale du Nicaragua.

Eden Pastora nous menace à présent de balles et de sang, annonçant une guerre qui ne peut se faire qu'avec le soutien de l'impérialisme, avec pour combattants des mercenaires et les bandes somozistes qui, de l'autre côté de la frontière, attendent l'ordre de passer à une attaque qui sera inévitablement écrasée par notre peuple en armes.

Le FSLN, qui a conquis le pouvoir populaire après vingt années de lutte, grâce au sacrifice généreux de milliers de Nicaraguayens humbles et anonymes et grâce à l'exemple héroïque de ses meilleurs dirigeants, dont la plupart sont morts dans la lutte, qui a ensuite conduit ce peuple au cours de ces trois dernières années en accomplissant la prouesse historique de consolider une révolution populaire triomphante contre la volonté des Etats-Unis, renouvelle son serment que les Nicaraguayens simples et travailleurs, que les hommes honnêtes de ce pays qui ont déjà vu les flibustiers et les *marines* yankees mordre la poussière de la défaite, sauront déjouer toutes ces manœuvres agressives et défendre avec leur sang les principes inébranlables de notre révolution populaire sandiniste.

Nous jurons de ne pas changer notre hymne, de rester solidaires des peuples opprimés en lutte, de continuer à exercer notre droit souverain de nous armer pour nous défendre, de ne pas rendre les biens confisqués, de ne pas rendre aux latifundistes les terres récupérées par nos paysans qui les travaillent aujourd'hui, de ne

pas mettre un terme au châtement des contre-révolutionnaires et de leurs complices, de ne jamais rendre les banques à leurs anciens propriétaires, de poursuivre nos plans d'éducation, de santé et de logement pour le peuple travailleur ; nous jurons que cette révolution populaire sandiniste, celle des ouvriers, des paysans, des travailleurs et des pauvres, ne sera jamais trahie, et que ceux qui nous menacent et nous agressent *ne passeront pas*.

La Direction nationale du FSLN tient à exprimer une fois de plus son ferme attachement aux principes qui ont inspiré ce processus révolutionnaire, principes que nous avons défendus malgré la complexité, les difficultés, les menaces, les agressions et les conspirations. Il faut souligner le fait que, dans la mesure où l'impérialisme et la contre-révolution mettront en œuvre des actions agressives et déstabilisatrices, ce projet court un grave danger ; mais, dans de telles circonstances, nous sommes certains que les forces politiques démocratiques d'Amérique latine et du monde sauront soutenir le droit d'un peuple pauvre, sous-développé, historiquement opprimé par l'impérialisme, de réaliser les pressants changements sociaux, économiques et politiques qui lui sont nécessaires.

Notre peuple, dont la sereine et responsable confiance dans la Direction nationale en tant que direction de la révolution populaire sandiniste s'est vue si souvent justifiée, doit être conscient que cet épisode n'est aucunement la passe la plus difficile parmi celles que nous avons déjà traversées ou qui nous restent encore à surmonter. La liberté ne se gagne pas avec des fleurs, et le chemin qui mène au bonheur du peuple est encore pavé de sacrifices, de douleurs et de dangers. Mais nous avançons jour après jour, d'un pas sûr parce que nous marchons avec l'histoire, la vérité et la justice, et nous allons de l'avant avec fermeté et décision, même parmi les dangers, même devant l'ennemi aux abois, jusqu'à cette issue qu'entrevoit déjà notre général Sandino : celle de la construction d'une société sans exploités ni exploités. Et, dans la lutte difficile pour la construction de cette société, « *les hésitants, les timides, de par la tournure que prend la lutte, nous lâchent ; seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout, seule leur force organisée remportera la victoire.* » Ainsi parlait notre général Sandino, père de la révolution populaire et anti-impérialiste, au mois de mars 1928.

- Nous luttons pour vaincre !
- Ils ne passeront pas !
- La patrie libre ou la mort !

Direction nationale du  
FRONT SANDINISTE  
DE LIBERATION NATIONALE (FSLN)  
Tomas Borge, Victor Tirado, Daniel  
Ortega, Humberto Ortega, Henry  
Ruiz, Jaime Wheelock, Bayardo  
Arce, Carlos Nunez, Luis Carrion.  
Managua, 16 avril 1982,  
Année de l'Unité devant l'agression.

# Nouvelles victoires dans la construction du Parti des travailleurs

## Des candidats du PT sur une orientation lutte de classe

**D**EPUIS 1981, le Brésil subit la récession (1). En 1982, il devra déboursier 26 milliards de dollars pour le service de la dette : 10 milliards d'intérêts, 9 milliards d'amortissements de prêts et 7 milliards de déficit de la balance. En 1974, le revenu de l'exportation de café couvrait encore 84 % du service de la dette ; en 1982, il n'en couvrira plus que 12 %.

La récession a déjà entraîné une forte augmentation du chômage. Dans les grandes villes, près de 23 % de la population active se trouve au chômage ou dans une situation de sous-emploi (8,4 % dans le premier cas et 14,4 % dans le second). En 1981, 140 000 travailleurs de l'industrie automobile ont perdu leur emploi et, à Sao Bernardo, phare de la lutte de classe dans la banlieue de Sao Paulo, le nombre de métallurgistes est passé de 130 000 au moment de la grande grève de 1980 à 105 000 au début de l'année 1982.

Il semble maintenant assuré que la récession se poursuivra

Daniel JEBRAC

La vie peut se révéler plus nuancée que tous ces scénarios, qui donnent cependant le ton. Les états d'âme de Tancredo Neves, leader du Parti populaire (PP), qui vient de fusionner avec le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB) pour contourner les obstacles de la législation électorale, vont dans le même sens : « *Le processus d'ouverture a connu trois phases sous le gouvernement Figueredo. La première commence avec son serment de "faire de ce pays une démocratie", et va jusqu'à la mort de Petronio Portella. La seconde va de la mort de Petronio Portella à la démission de Gold-*

*bery. Et la troisième, qui est sa phase d'agonie, a commencé avec la démission de Goldbery et va jusqu'à la publication du pacote ... L' "ouverture" est tombée dans le coma ... Le pacotao a démontré une fois pour toutes que le gouvernement d' "ouverture" a mis fin à ses activités. Ou du moins qu'il s'est mis en congé. (2) »*

Le fait est qu'en interdisant les coalitions entre partis et en imposant un vote bloqué, sur une même liste, pour les élections de sénateurs, de gouverneurs, de députés et de conseillers municipaux, le gouvernement a obligé le PP à fusionner avec le PMDB. Cette fusion, consommée en février 1982, ne fait que mettre en évidence le caractère bourgeois du nouveau

parti unifié : les militants du Parti communiste brésilien (PCB) — qui participait au PMDB — s'y retrouvent désormais au côté des banquiers et des instigateurs directs du coup d'Etat de 1964.

en 1982, avec un taux de croissance de 2 % dans le meilleur des cas et une inflation mensuelle de 8 % en moyenne. C'est dans ce contexte difficile qu'auront lieu à l'automne 1982 les élections municipales, sénatoriales et législatives. Tous les instituts de sondage s'ingénient à peser l'avenir de l'« ouverture ». Dans leurs études, la « fermeture » apparaît de loin comme l'hypothèse la plus probable : renforcement de la répression, mise en place d'un exécutif musclé appuyé sur les forces de sécurité, réduction des importations, blocage des salaires et croissance minimum pour maîtriser l'inflation.

L'effet en retour a évidemment été de renforcer l'image du Parti des travailleurs (PT) comme seul parti de classe réellement indépendant de la bourgeoisie. Ainsi, des regroupements de syndicalistes connus, comme celui de la municipalité de Monlevade, qui restaient dans la mouvance du PMDB, se sont-ils décidés à rallier le PT.

De son côté, le PT lui-même a répondu à la nouvelle situation en renforçant l'affirmation de son caractère de classe et en réfutant vigoureusement les pressions sur le thème du « vote utile » et celles pour « l'unité des oppositions » auxquelles il a été soumis.

« **DONNER A DES MILLIERS DE GENS LA CONSCIENCE QU'ILS FORMENT UNE CLASSE** »

Ainsi, le sociologue Francisco Wefort, membre de la Direction nationale du PT, écrivait dès janvier 1982 dans une tribune pour le quotidien *Folha de Sao Paulo* : « *Il serait temps de reconnaître qu'il y a plus d'une manière d'être contre le gouvernement ... Il serait temps de reconnaître qu'il y a deux droites dans le pays, une primitive avec le Parti démocrate-social (PDS) et une autre un peu plus moderne sous la conduite du PP et du*

Ainsi, le sociologue Francisco Wefort, membre de la Direction nationale du PT, écrivait dès janvier 1982 dans une tribune pour le quotidien *Folha de Sao Paulo* : « *Il serait temps de reconnaître qu'il y a plus d'une manière d'être contre le gouvernement ... Il serait temps de reconnaître qu'il y a deux droites dans le pays, une primitive avec le Parti démocrate-social (PDS) et une autre un peu plus moderne sous la conduite du PP et du*

1. Lire A. Jos, « Brésil, l'heure des huisiers », *Inprecor* spécial économique, numéro 94-95, du 16 février 1981 ; et A. Jos, « Brésil, le grand malade des Amériques », *Inprecor* spécial économique, numéro 124, du 23 avril 1982.

2. *Istoe*, 16 décembre 1981.



PMDB. Et il faut reconnaître aussi qu'il y a au moins deux gauches, une avec le PMDB, qui reste attachée aux vieilles politiques de subordination de classe, et une autre qui, en construisant le PT, cherche la voie de l'indépendance politique des travailleurs. (3) »

De même, après sa désignation comme candidat gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, Luis Inacio da Silva, « Lula », le populaire dirigeant des métallurgistes de Sao Bernardo et président du PT, déclarait dans une interview à la revue *Em Tempo* : « Maintenant, ce que je pense — et je l'ai dit à beaucoup de camarades — c'est que le ton de notre campagne ici, à Sao Paulo, doit exprimer la profonde et criante différence de classe qui existe dans le pays : c'est le salarié contre le patron ! Notre campagne, ça doit être cela : les humbles contre les privilégiés, les paysans contre les latifundistes, les travailleurs contre les patrons. Bref, les exploités contre les exploités. Nous devons donner au peuple, aux millions et millions de gens qui sont la majorité des Brésiliens, la conscience qu'ils forment une classe sociale distincte. (4) »

Cette affirmation générale s'est concrétisée par la décision du PT de présenter ses propres candidats, indépendants des partis bourgeois, à tous les niveaux et à toutes les charges électives. Cette décision, amplement soutenue par les congrès régionaux du parti qui se sont déroulés entre janvier et mars pour préparer la Convention nationale du 28 mars, a finalement été ratifiée par cette réunion suprême du parti. Mais elle figurait déjà

dans le manifeste « Pour l'unité des travailleurs ! », approuvé par la Direction nationale du parti dès le 30 janvier : « Il y a une division de la société, et ce n'est pas nous qui l'avons inventée. La maison de maître du grand propriétaire terrien n'est pas la case du journalier agricole. Le festin de l'industriel n'est pas le casse-croûte de l'ouvrier. Le bénéfice du banquier n'est pas le salaire de l'employé de banque. Le quartier riche du grand commerçant n'est pas la banlieue périphérique où vit l'employé de banque. Si nous sommes séparés socialement et économiquement, comment pourrions-nous être unis politiquement ? Pour nous, au PT, il ne suffit pas que quelqu'un se proclame dans l'opposition. Le banquier, le propriétaire terrien, le latifundiste, le grand commerçant, indépendamment du parti auquel ils appartiennent, exploitent le travailleur. Pour nous, être dans l'opposition, c'est lutter pour changer de régime politique et en même temps lutter pour changer la situation sociale et économique qui opprime la majorité du peuple. Il ne suffit donc pas de remplacer une figure au gouvernement par une autre. Ce n'est pas seulement celui qui les exploite qui est contre les travailleurs, mais aussi celui qui les trompe. Du côté des travailleurs se trouvent ceux qui luttent pour la transformation de la structure politique et en même temps pour la transformation des structures sociales et économiques qui maintiennent la majorité dans une grande misère... Travailleur, vote pour un travailleur ! Gagner les élections, c'est voter PT ! (5) »

### UNE TENTATION REFORMISTE SOUS COUVERT D'ANTI-ELECTORALISME ...

La Convention nationale du PT a rassemblé, les 27 et 28 mars à Sao Paulo, environ 300 délégués venus de tout le Brésil et représentant plus de 300 000 affiliés. L'ordre du jour était des plus chargés, allant de l'élaboration de revendications particulières à l'organisation concrète de la campagne électorale, en passant par les problèmes de recrutement et de pres-

se. La question de la tactique électorale (la présentation de candidats indépendants) était largement acquise avant même l'ouverture de la Convention.

En revanche, les discussions sur la plate-forme nationale du PT pour la campagne électorale avaient été des plus animées dans les congrès régionaux. La plupart de ces congrès avaient en effet adop-

té un projet de plate-forme de leur cru, et la Direction nationale avait pour tâche de parvenir à une synthèse.

Il ne s'agissait pas d'une simple formalité. Le congrès régional de Sao Paulo, réunissant le 23 janvier quelque 1 000 délégués représentant environ 100 000 adhérents, avait en effet été le théâtre d'une vive polémique.

Le document soumis par la direction régionale et qui obtint une majorité dans le congrès était en effet bâti sur une argumentation boiteuse. Sous prétexte qu'on ne peut conquérir le pouvoir par les élections, les défenseurs du texte concluaient qu'il ne fallait pas poser la question du pouvoir à l'occasion des élections. C'étaient les termes mêmes de leur projet de plate-forme : « Travailleurs, en ce moment, le renversement de la dictature qui nous opprime et garantit notre exploitation n'est pas à l'ordre du jour. Nous devons donc la laisser de côté et ne pas nous préoccuper de la lutte pour son renversement. Nous devons emprunter pour le moment un autre chemin : renforcer notre organisation à la base, présenter nos revendications à l'Etat et exercer sur lui une pression à travers nos syndicats et associations, revendiquer un contrôle populaire sur tout. En même temps, tout en laissant la dictature où elle est, nous construirons un nouveau gouvernement pas à pas, de la base au sommet. Dans l'avenir, nous lutterons pour le socialisme. » Il s'agissait donc de couvrir, par une argumentation de gauche anti-électorale (on ne prend pas le pouvoir par les urnes...), une campagne strictement revendicative, économiste et apolitique, ne posant même pas la nécessité du renversement de la dictature.

De nombreux délégués soulignèrent que cette démarche était en contradiction avec les documents antérieurs du PT, et surtout que la plate-forme restait bien en deçà des résolutions adoptées en août 1981 par le Congrès national de la classe travailleuse (CONCLAT), dans une conférence préfigurant la formation d'une Centrale unique des travailleurs (CUT). Le CONCLAT avait en effet approuvé non seulement des mots d'ordre politiques, tel que « Renversement de la dictature ! » et « Convocation d'une Assemblée constituante libre et souveraine ! », mais il avait aussi défini des moyens de lutte, en lançant notamment une campagne d'agitation sur le thème de la grève générale. La plate-forme présentée par la direction au cours du congrès régional de Sao Paulo obtint cependant 60 % des suffrages contre 40 % aux différentes motions d'opposition.

Ce vote majoritaire exprimait fondamentalement deux choses. D'abord, de la part de nombreux délégués syndicalistes indépendants, ce vote exprimait un soutien à la direction locale du parti face à une opposition fragmentée, apparaissant davantage comme une somme de groupes politiques constitués au sein du parti que

La dictature brésilienne n'a pas rompu avec la répression. (DR)



3. *Folha de Sao Paulo*, 24 janvier 1982.

4. *Em Tempo*, 3 mars 1982.

5. *Em Tempo*, 11 février 1982.

comme une tendance organique au parti, née de ses structures et appuyée sur ses noyaux de base.

Ensuite, ce vote exprimait une méfiance envers les mots d'ordre politiques (en particulier la Constituante) perçus comme des préoccupations politiques et modérées. Cette réserve était d'autant plus vive que, parallèlement, le PMDB utilise aussi le mot d'ordre de Constituante, sans lier sa convocation au renversement de la dictature : c'est la revendication de « Constituante avec Figueredo »... Ces mêmes délégués se sont montrés par ailleurs sensibles à la définition d'une plateforme reprenant une somme de revendications concrètes sur le logement, les transports, la santé, les conditions de travail, qui sont leurs préoccupations quotidiennes.

Pour critiquer de manière convaincante l'« économisme » de la proposition majoritaire à ce congrès régional, l'opposition aurait donc dû faire un effort particulier d'explication sur le sens des revendications démocratiques et transitoires, pour ne pas apparaître comme un mauvais symétrique de la position majoritaire : une opposition « politiste », surtout préoccupée des institutions et des grandes questions gouvernementales.

Fait positif cependant, la plupart des délégués qui avaient exprimé des critiques convergentes de la plateforme majoritaire se retrouvaient à la fin du congrès pour signer en commun une lettre, lue à la tribune par Gilson Menezes, dirigeant syndical (suspendu) de Sao Bernardo et président du PT de la banlieue ouvrière de Diademe. Cette lettre reprenait les principales critiques adressées à la plateforme et condamnait en outre les modalités dépolitisantes d'organisation du débat.

## DOUBLE VICTOIRE

Le déroulement des autres congrès régionaux, jusqu'à la Convention nationale elle-même, devait confirmer une fois de plus que Sao Paulo, au sein du PT, est l'exception et non la règle : ce n'est pas la première fois que la direction régionale de



Dessin de soutien au PT extrait d'Em Tempo. (DR)

Sao Paulo se trouve à la droite de la majorité du parti.

Ainsi, le congrès du PT du Rio Grande do Sul réunissait-il, le 9 janvier à Porto Alegre, 176 délégués représentant environ 20 000 adhérents. Ce congrès approuvait sans problème la perspective d'un gouvernement des travailleurs et décidait à une large majorité, de 99 délégués contre 43, d'incorporer le mot d'ordre d'Assemblée constituante libre et souveraine à la plateforme électorale. Après avoir désigné Olivio Dutra, vice-président national du PT, comme candidat au poste de gouverneur, et Raul Pont, animateur du journal *Em Tempo*, comme candidat sénateur, le congrès était levé après qu'il ait adopté par acclamations une motion de solidarité avec les travailleurs polonais de Solidarnosc dans leur lutte contre le coup de force militaire de la bureaucratie.

La plateforme proposée par la direction régionale du PT du Minas Gerais introduisait sous la formule « *Fin de la dictature militaire !* » les mots d'ordre de « *Constituante libre et souveraine !* », de « *Gouvernement des travailleurs !* » et de « *Grève générale nationale !* »

Enfin, le congrès régional de Rio de Janeiro rassemblait, le 6 février, 519 délégués représentant 42 000 affiliés. A la différence de la plateforme proposée par la direction de Sao Paulo, celle proposée par la direction de Rio de Janeiro mettait l'accent sur le renversement de la dictature : « *Nous luttons pour que les travailleurs soient la force motrice du renversement de la dictature et pour que soit jeté à terre, non seulement le gouvernement militaire, mais aussi ses lois et sa justice, et aussi la base économique qui le soutient.* » Le congrès décidait de ne pas se prononcer sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante, faute de discussion suffisante, et d'organiser une telle discussion.

Nous publions ci-dessous pratiquement l'intégralité de la plateforme natio-

nale finalement adoptée par la Convention nationale des 27 et 28 mars. On remarquera que cette plateforme constitue une amélioration qualitative par rapport à la plateforme de Sao Paulo. Toute la plateforme est orientée, dès le premier point, par la nécessité du renversement de la dictature. C'est ce qui lui permet de lier les revendications démocratiques et économiques immédiates à des perspectives politiques d'ensemble. La plateforme marque également un pas en avant dans la définition du PT en faveur du socialisme et dans l'affirmation de positions internationalistes.

Le refus d'intégrer un mot d'ordre tel que l'Assemblée constituante souveraine témoigne cependant d'une confusion persistante sur le rôle des mots d'ordre démocratiques. Il laisse au PMDB le monopole de ce slogan et prive le PT d'une réponse concrète à la question inévitable : renverser la dictature par la grève générale, oui, mais par quoi la remplacer ? Il est vrai que le cours même de la lutte de classe peut bouleverser les termes de la question. Mais, pour l'heure, il n'existe pas de conseils ouvriers, et la seule alternative démocratique d'ensemble qui puisse être avancée est bien celle d'une Assemblée souveraine élue au suffrage universel.

Il n'en demeure pas moins, cette faiblesse mise à part, que la décision de présenter aux élections de cette fin d'année des candidats indépendants de la bourgeoisie, et l'adoption d'une plateforme de lutte de classe solide, constituent deux nouvelles victoires d'envergure sur la voie de la conquête de l'indépendance de classe au Brésil, deux nouvelles victoires à l'actif du PT, trois ans à peine après ses premiers pas. ■

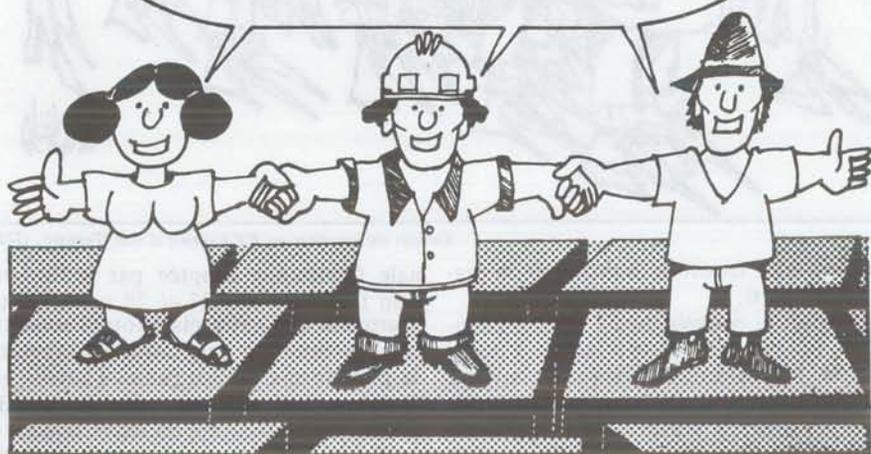
Daniel JEBRAC  
27 avril 1982.

ABONNEZ-  
VOUS  
A  
INPRECOR



# Travail, terre et liberté

Plate-forme nationale  
du Parti des travailleurs  
pour les élections de 1982



La campagne électorale du Parti des travailleurs (PT) est bien différente de toutes celles auxquelles nous, travailleurs, avons participé jusqu'à ce jour. Elle est différente parce que nous avons maintenant notre propre parti et que nous choisissons nos propres candidats. Parce que le PT combat l'achat des voix, le clientélisme et les promesses démagogiques.

La campagne électorale du PT est différente parce qu'elle est, avant tout, une grande campagne de mobilisation et d'organisation des travailleurs à partir des principales revendications du mouvement populaire.

La campagne électorale du PT est une campagne de lutte, c'est-à-dire une campagne qui s'engage aux côtés de toutes les luttes des travailleurs.

Notre drapeau national est : Travail, Terre et Liberté !

En défendant les principales revendications des travailleurs des villes et des campagnes, nous luttons pour en finir avec la faim et le chômage, pour de meilleurs salaires et pour une terre pour semer et se loger, pour que nos droits soient respectés, pour sortir de l'oppression des requins.

**1) En finir avec la dictature : sans liberté la vie ne va pas changer !**

Aujourd'hui, les puissants disent que la dictature est déjà terminée et que tout a changé avec l'ouverture octroyée par le gouvernement. Pourtant, la violence, la corruption et l'arrogance sont toujours le lot quotidien des travailleurs. (...)

Les généraux contrôlent toujours la vie du pays comme si nous étions en guerre et comme si les travailleurs des villes et des campagnes étaient les ennemis du Brésil. Les puissants disent que tout a changé pour que tout continue comme avant.

A toute heure du jour ou de la nuit, des travailleurs sont emprisonnés et soumis aux pires vexations policières. Les dirigeants syndicaux sont accusés de subversion s'ils luttent pour de meilleures conditions de travail et de salaire. Les Noirs sont traités comme des marginaux. (...)

Cela ne peut plus durer. Le PT sait que les véritables auteurs des crimes contre le pays, les pires voleurs et criminels ne prennent pas les autobus bondés, n'habitent pas dans les *favelas* et les quartiers populaires, ne sortent pas de chez eux à quatre ou cinq heures du matin. Ce sont des citoyens au-dessus de tout soupçon, dont la plupart circulent dans des voitures officielles. (...)

L'oppression qui pèse sur la vie des travailleurs brésiliens est directement liée au régime militaire qui nous gouverne encore et défend les intérêts des banquiers, des spéculateurs, des capitalistes et des grands propriétaires terriens. Nous ne voulons pas seulement des libertés contrôlées au compte-gouttes. Nous voulons supprimer tout ce système d'oppression et garantir des libertés réelles pour le peuple. Pour cela, nous sommes conscients qu'il faut avancer dans la construction, à partir de la base, de structures représentatives qui renforcent et unifient les luttes populaires contre la dictature. Dans la lutte pour une société où le pouvoir soit exercé

par les travailleurs, nous défendons dès à présent la liberté politique et syndicale complète pour le peuple. Il faut que la structure syndicale soit autonome de l'appareil d'Etat qui doit cesser de mettre son nez dans la vie syndicale et se contenter de reconnaître les structures représentatives comme la Centrale unique des travailleurs (CUT) et l'Union nationale des étudiants (UNE).

Il faut abroger immédiatement la Loi sur la grève, la Loi de sécurité nationale (LSN), le Code du travail, la Loi sur la presse, la Loi sur les étrangers, le Code des télécommunications et toutes les législations arbitraires. Il faut supprimer le Conseil de sécurité nationale, les organismes de renseignement et de police politique, le Conseil supérieur de la censure et tous les organismes mis en place pour réprimer le peuple tout en protégeant les requins.

Nous luttons pour la tenue d'élections libres et directes à tous les niveaux, avec droit de vote pour les soldats, les marins et les analphabètes qui sont des Brésiliens comme nous. (...)

Nous voulons en finir avec la dictature militaire.

Si tu es d'accord, allons ensemble de l'avant !

**2) Dans un pays aussi riche, il est possible d'en finir avec la faim**

Chaque fois que tu sors de chez toi pour faire des courses, tu es abasourdi par la hausse des prix. Un de ces jours, ton salaire ne suffira même plus pour un misérable kilo de haricots. (...) Et si tu es paysan, c'est tout aussi difficile. Tu te tues à planter et, quand tu vas vendre ce que tu as produit, il ne te reste pas de quoi couvrir tes dépenses. (...) Mais c'est encore pire si tu es un des innombrables chômeurs de ce pays. Tu as alors dépensé beaucoup de ta sueur pour un patron qui, un beau jour, t'a renvoyé. Maintenant, sans salaire, tu n'as même plus de quoi faire vivre la maison.

Le PT propose :

— un salaire minimum réel unifié garantissant une vie décente à la classe travailleuse, réajusté tous les trois mois en fonction de l'inflation ;

— la stabilité de l'emploi et une allocation chômage ;

— la création d'un panier de base d'aliments à prix fixes que l'Etat (et non les grands intermédiaires) serait chargé d'acheter à la campagne et de vendre à la ville ;

— la réduction de la semaine de travail à 40 heures sans réduction de salaires.

**3) Travailleurs des campagnes : la terre et de meilleurs salaires**

Une réforme agraire contrôlée par les travailleurs de la campagne eux-mêmes ne peut plus attendre. Il faut garantir la pro-

priété de la terre à ceux qui la travaillent et non aux grands propriétaires et aux profiteurs qui spéculent sur les titres de propriétés qu'ils n'ont même jamais visitées. (...)

Nous devons lutter pour la distribution de la terre aux petits producteurs et pour l'intervention dans les grandes entreprises agricoles afin d'orienter la politique agricole en fonction des intérêts des travailleurs. Nous devons garantir aux paysans un crédit bon marché pour l'achat de matériel et d'engrais. Les intermédiaires doivent être combattus par la mise sur pieds d'un réseau national de silos, de magasins et d'entrepôts frigorifiques à la charge du gouvernement. Nous devons assurer à tous les salariés de la campagne des conditions de rémunération, de transports et de soins dignes.

En bref, il nous faut un gouvernement qui se situe fermement du côté de ceux qui travaillent la terre et non ce gouvernement compromis avec les multinationales.

#### 4) Ce n'est pas faute de tuiles que les travailleurs n'ont pas de toit

Il faut d'urgence une réforme radicale de la politique et de la législation immobilières pour en finir avec la honteuse spéculation sur l'achat et la vente des terrains et des maisons dans nos villes. Nous devons promouvoir un vaste programme de construction d'habitations populaires. Il faut pour cela un impôt progressif frappant lourdement les terrains laissés en friche à des fins spéculatives.

Il faut choisir des lotissements urbains d'accès facile et les équiper d'infrastructures de santé et de loisirs. Il faut, pour rendre viable un tel programme, contrôler la production et la distribution des matériaux de construction pour les adapter à ces besoins. Il faut assurer la possession de la terre aux habitants des *favelas* et programmer la construction de lotissements populaires décentes. (...)

#### 5) Dans ce pays, il y a peu de santé et beaucoup de profits sur la maladie

La grande majorité de la population vit aujourd'hui dans des conditions sanitaires désastreuses. Cette situation ne pourra être dépassée par des mesures partielles. Il est vrai que l'assistance médicale est lamentable. Mais la santé n'est pas seulement le résultat d'une bonne assistance médicale. On éviterait des milliers de morts s'il existait un service de voirie dans les quartiers populaires. Si les eaux que le peuple boit n'étaient pas contaminées. Si la pollution était combattue. Si les travailleurs avaient voix au chapitre dans l'usine sur les accidents de travail. La maladie est aussi un produit de la mauvaise alimentation, des logements humides, du manque de loisirs.

Toute politique en la matière doit commencer par en finir avec le profit. Il n'est plus supportable que l'on gagne de l'argent sur le dos de la maladie. Les cliniques, hôpitaux, médicaments et équipements hospitaliers doivent être entre les

maines de l'Etat, qui doit contrôler les industries chimiques et pharmaceutiques. Ces services doivent être contrôlés directement par la population et les travailleurs du secteur.

La seule façon de garantir la même assistance à tout citoyen c'est d'offrir une assistance médicale publique et gratuite. (...) Cette assistance doit être prodiguée sur les lieux d'habitation et de travail.

#### 6) L'éducation et la culture sont un droit et non un privilège de classe

(...) L'éducation non plus ne peut être matière à profits. L'enseignement doit être public et gratuit à tous les niveaux. (...)

#### 7) Assez de discriminations : nous sommes tous égaux

Le Brésil que nous voulons, ce n'est pas seulement pour le peuple de quoi manger, se loger, se soigner, se vêtir et s'éduquer. La vie que nous souhaitons doit être avant tout fondée sur des rapports profondément humains, fraternels et égalitaires entre les personnes, sans aucune sorte de discrimination.

Les femmes sont traitées comme des êtres de seconde catégorie. Les pires emplois et les plus petits salaires sont pour elles, alors qu'elles sont soumises à la double journée de travail et supportent toutes les tâches ménagères. A tout moment, elles sont humiliées, non seulement comme travailleuses, mais aussi comme femmes.

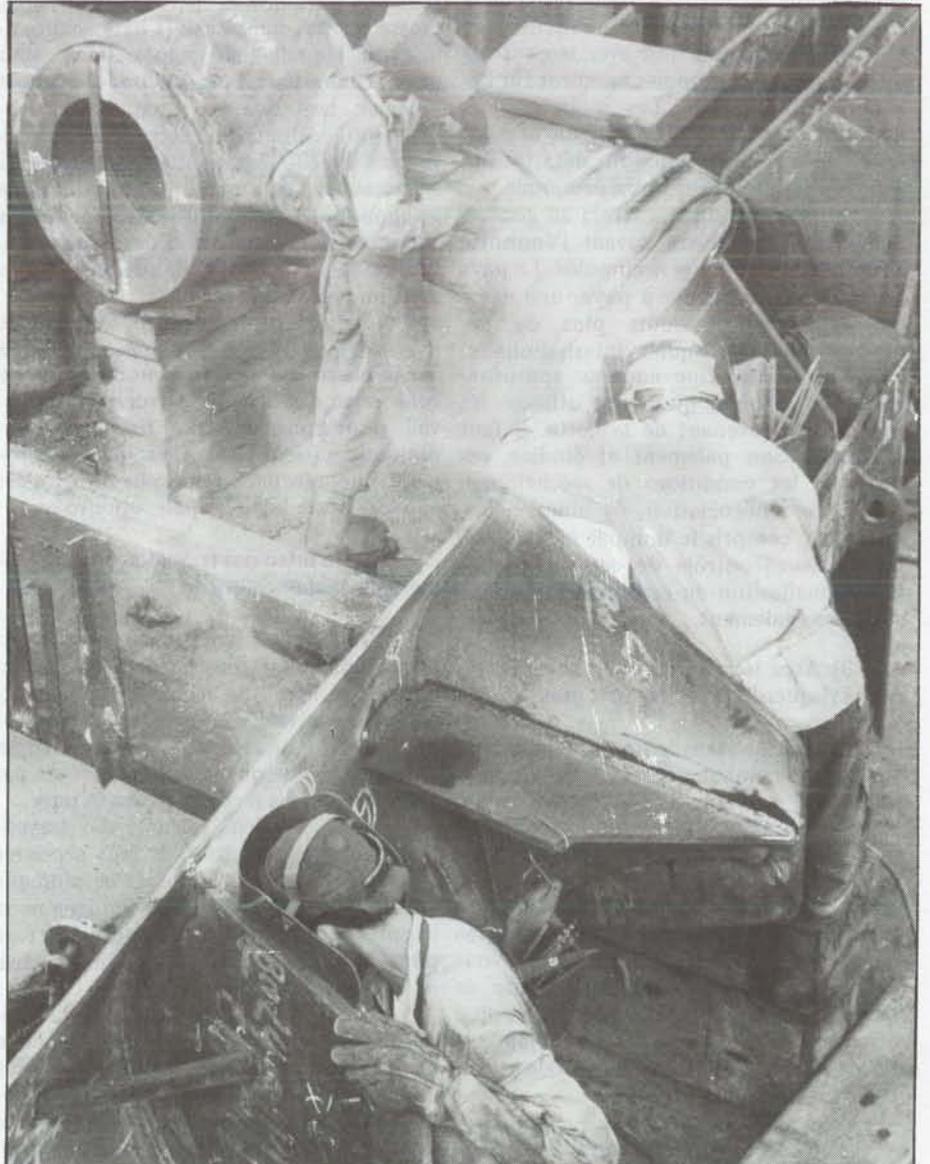
Les Noirs n'ont pas les mêmes droits que les Blancs et ils sont considérés comme suspects et marginaux. Les Indiens sont traités comme des débiles mentaux et massacrés, physiquement et culturellement, sans même respecter leurs réserves. Le préjugé de couleur est réel.

Les homosexuels sont humiliés et victimes de discriminations, traités comme des malades ou de cas relevant de la police.

Nous exigeons l'égalité dans les lois qui régissent la famille, le travail et la société. Le droit au travail, à la formation professionnelle et l'extension des droits du travail à toutes les travailleuses, comme les employées domestiques. Le respect du droit à un salaire égal pour un travail égal.

Les femmes doivent avoir les moyens de choisir si elles veulent ou non avoir des

*Chantier naval près de Rio de Janeiro. (DR)*



enfants, ce qui implique la reconnaissance de la fonction sociale de la maternité, la distribution de moyens contraceptifs sûrs et une assistance médicale permanente.

#### 8) Personne ne peut mettre la main sur l'argent du peuple

(...) Pour nous, la question de l'énergie ne sera pas résolue par le Plan alcool (carburant à base d'alcool de canne à sucre) et encore moins par la construction de centrales nucléaires. La priorité doit être donnée à l'utilisation immédiate des ressources hydrauliques. Il faut en plus encourager la recherche sur les énergies solaire et éolienne, et une meilleure utilisation du charbon national.

Pour mettre l'économie au service des travailleurs, il faut en finir avec cet empire d'agioteurs que devient le pays. Les banques, les agents de change, les assureurs, les parasites en tout genre, trafiquent sur les titres de la dette publique et font des bénéfices sur la simple circulation de l'argent. L'Etat doit prendre en charge le monopole de toutes les opérations financières et orienter les ressources de l'épargne populaire conformément aux intérêts de la majorité de la population et non en fonction du profit. C'est donc l'étatisation du système financier sous le contrôle des travailleurs qui s'impose.

Il faut aussi en finir avec le contrôle que les grands monopoles exercent sur l'économie brésilienne. Les intérêts de la majorité du peuple justifient un combat sans trêve contre l'action néfaste des grands monopoles sur notre économie.

Enfin, quiconque arrivera au gouvernement se retrouvera devant l'énormité de la dette extérieure accumulée. Le pays ne peut pas se saigner à payer une dette qui représente toujours plus de bénéfices pour les banquiers internationaux. Nous proposons une enquête approfondie pour savoir à quoi sont utilisées les ressources provenant de la dette. Il faut suspendre son paiement et étudier, cas par cas, les conditions de rééchelonnement, de renégociation, de blocage, jusques et y compris le non-paiement. Pour un meilleur contrôle de cette situation, la nationalisation du commerce extérieur s'impose également.

#### 9) Avec les contrats de risque, les riches risquent peu et gagnent gros

Nous proposons la fin des contrats de risque, un combat contre la dénationalisation du sous-sol, de l'industrie énergétique et minière. (...) Nous luttons pour que les municipalités et les gouvernements d'Etat aient l'autonomie pour décider de la fermeture des industries polluantes, attribution aujourd'hui réservée au président de la République. (...) Nous proposons l'interdiction de la vente de larges portions du territoire au capital étranger et l'annulation immédiate de l'accord entre l'Allemagne fédérale et Nuclear Brasil. (...)

#### 10) Le pouvoir aux travailleurs et au peuple

Mettre l'économie et l'administration publique au service du peuple est l'un des principaux buts du PT. Mais il ne sera pas atteint par la simple étatisation des activités productives. Cela, pris séparément, ne ferait que renforcer le pouvoir des technocrates et des bureaucrates.

Nous n'avons confiance que dans la mobilisation des travailleurs. Cette mobilisation doit créer les conditions pour que tous les problèmes d'intérêt public soient soumis au contrôle populaire.

Les écoles devront être contrôlées par les parents, les maîtres, les élèves et les fonctionnaires. Les dispensaires devront être contrôlés par la population, et les instances supérieures du système de santé devront être contrôlées par les syndicats et les associations.

Les travailleurs doivent s'assurer le droit de regard sur la comptabilité des entreprises et intervenir sur les décisions concernant l'emploi, les prix et les salaires. Les syndicats doivent pouvoir parler fort dans tout ce qui concerne la planification de l'économie nationale. Les commissariats de police doivent être surveillés et contrôlés par les associations et les conseils d'habitants.

Nous luttons pour que les travailleurs renversent la dictature militaire et mettent par terre non seulement ses lois et sa fausse justice, mais aussi la base économique sur laquelle elle repose. Il n'y aura pas de changements décisifs pour le peuple brésilien tant que les monopoles financiers (qui réalisent en pleine crise des bénéfices de 700 % par an !) continueront à commander l'économie du pays, tant que les monopoles commerciaux continueront à contrôler la circulation des marchandises, et les monopoles industriels la production nationale.

Nous réaffirmons notre engagement à construire un pouvoir nouveau, fondé sur la classe ouvrière et la mobilisation de tous ceux qui vivent de leur propre travail, pour construire une société sans exploités ni exploités. C'est de cette société que rêvent les travailleurs et c'est elle que notre lutte prépare aujourd'hui.

#### 11) La lutte des travailleurs est la même dans le monde entier

Au niveau international, nous sommes solidaires de tous les peuples qui luttent pour leur libération. Actuellement, cette lutte prend une importance particulière en Amérique centrale et en Afrique noire, de même que la lutte du peuple palestinien pour la reconquête de sa terre.

Le PT soutient la lutte des travailleurs du monde entier. Il faut accorder une attention particulière en ce moment à la lutte des travailleurs de Pologne pour l'approfondissement du socialisme et pour la démocratisation des mécanismes de décision dans ce pays.

Nous sommes conscients que la libération de notre peuple dépend aussi de la lutte internationale des travailleurs. Nous défendons une politique extérieure indépendante avec l'établissement de relations avec tous les pays socialistes. Nous sommes contre le fait que le Brésil maintien-

ne des relations diplomatiques avec un Etat raciste comme l'Afrique du Sud et comme la dictature du Salvador, et se refuse à entretenir des relations avec Cuba, l'Albanie, le Vietnam ou la Corée du Nord.

Les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier luttent contre l'oppression et l'exploitation. Pourtant, la libération ne sera effective que concrétisée par la construction du socialisme.

#### 12) Seul le socialisme résoudra pour de bon nos problèmes

Depuis sa fondation, le PT s'est engagé à construire une société sans exploités ni exploités. Cela veut dire un engagement à construire un Brésil socialiste. C'est ainsi parce que, né de la lutte des travailleurs, le PT a compris dès le commencement que les moyens de production devaient devenir propriété sociale, et non pas servir les intérêts individuels de tel ou tel propriétaire. Nous voulons une société dans laquelle les hommes aient une valeur et où il soit impossible à quiconque d'exploiter le travail d'un autre. Nous voulons une société où tous et chacun aient les mêmes chances de réaliser leurs potentialités et leurs aspirations.

Les mesures présentées ci-dessus ne sont toutefois pas suffisantes pour que notre peuple se développe dans cette direction et évolue ainsi vers un stade de civilisation supérieur. Mais elles constituent sans aucun doute un premier pas important vers le socialisme que nous voulons.

Les relations d'amitié que le Brésil doit entretenir avec tous les peuples qui luttent pour la démocratie et pour le socialisme ne signifient cependant pas que nous puissions importer de l'un de ces pays une formule de socialisme toute faite. Notre socialisme sera défini par tout le peuple. Il ne naîtra pas de décrets, ni de nous ni de personne : il se définira dans les luttes de chaque jour et sera synonyme d'émancipation des travailleurs et de tous les opprimés.

#### C'EST NOUS QUI DECIDONS !

Le PT est venu pour changer le Brésil. Commençons dès maintenant. Là où le PT peut emporter des municipalités ou des gouvernements d'Etat, ces postes seront mis au service de la mobilisation et de l'organisation des classes travailleuses. Face aux fonctions exécutives, le PT cherchera dès maintenant à créer les conditions d'une participation populaire organisée et autonome, avec pouvoir de décision sur son action politique et administrative. A cette fin, il aura recours à des référendums, à des assemblées populaires, à des conseils de quartier et de travailleurs, et à toute autre forme que pourra inventer le mouvement populaire.

Aie confiance en toi, vote pour le PT !

Convention nationale du  
PARTI DES TRAVAILLEURS (PT)  
Sao Paulo, 28 mars 1982.

# Imposantes manifestations à l'appel de Solidarité

**A**VARSOVIE, à Gdansk et dans plusieurs autres villes de Pologne, ce sont des milliers, des dizaines de milliers de travailleurs qui sont descendus dans la rue le 1er mai, défiant ouvertement la Junte militaire de salut national (WRON). C'est la première fois que Solidarité manifeste un 1er mai. Cette date symbolique, journée de lutte des travailleurs du monde entier, avait été confisquée, comme tant d'autres symboles de la classe ouvrière, par la bureaucratie. Celle-ci l'avait travestie et transformée en un morne défilé, à l'image de tant de messes officielles de son régime. En 1981, la direction de Solidarité s'était refusée à organiser des manifestations ce jour-là : nul ne voulait manifester aux côtés du défilé officiel des bureaucrates, certes, mais en même temps le mouvement était encore à la recherche des traditions auxquelles il se rattachait dans l'histoire.

Cette année, à Varsovie, c'est tout un débat qui a précédé la manifestation : des courants nationalistes étaient opposés à toute manifestation le 1er mai. Ils proposaient d'appeler au boycott des réjouissances officielles et de se concentrer sur la préparation du 3 mai, anniversaire de la première Constitution démocratique polonaise votée en 1791. Ces propositions se sont heurtées à l'attitude de Zbigniew Bujak (président de Solidarité de la région de Varsovie passé à la clandestinité) et à celle des représentants de la coordination des organisations de Solidarité des grandes entreprises de la capitale.

Ces derniers ont remporté la décision : il n'était pas question de céder à la dictature anti-ouvrière ce symbole de la lutte des travailleurs. « *La société a été privée de ses symboles* », a expliqué la veille Zbigniew Romaneszewski, un dirigeant régional du syndicat qui a pu échapper aux rafles, au cours d'une émission radio pirate diffusée le 30 avril dans la soirée. « *Tous ont été appropriés par le pouvoir. Le 1er Mai en est l'exemple. Nous avons décidé de le leur reprendre* », a-t-il poursuivi. Le choix de la date du 1er mai pour les premières manifestations de rue d'ampleur depuis le 13 décembre montre bien tout le chemin parcouru depuis près de deux ans par le mouvement ouvrier indépendant polonais. Il renoue aujourd'hui avec l'histoire des luttes ouvrières et décide massivement de marquer son entrée consciente dans le combat de la classe ouvrière mondiale, reprenant ses symboles comme il en avait repris spontanément les formes d'organisation.

À Varsovie, ce sont plusieurs dizaines de milliers de manifestants qui ont occupé, ce samedi 1er mai, le quartier de la vieille ville durant plusieurs heures. Aux cris de « *Solidarité vit et vivra ! A bas la junte ! Libérez Lech Walesa !* » ou encore « *Nous sommes 10 millions, nous finirons par vaincre !* », l'immense cortège a parcouru la ville, invitant au passage les soldats à le rejoindre par de tonitruants « *L'armée avec nous !* » Dispersés un moment par une tentative d'agression des unités anti-émeutes de la police, les ZOMO, les manifestants se sont regroupés sur les rives de la Vistule, où une courte prise de parole a eu lieu.

La police, mises à part quelques tentatives d'intimidation et quelques arrestations isolées après la dispersion, n'est pas intervenue. Sans doute le dispositif bureaucratique a-t-il été surpris par l'ampleur de la manifestation. Mais il faut surtout retenir le fait que la répression d'une manifestation ouvrière le jour du 1er Mai n'aurait pas manqué de constituer une gêne pour ceux qui, au sein du mouvement ouvrier international, soutiennent encore la junte. Et celle-ci ne pouvait se permettre d'accroître son isolement.

Le 3 mai — anniversaire de la proclamation de la première Constitution démocratique en Pologne, en 1791 —, Solidari-

té avait appelé de nouveau à manifester dans la plupart des grandes villes. À Varsovie, quelque 10 000 manifestants, selon les correspondants occidentaux, ont répondu à l'appel. De très importantes forces de police, usant de canons à eau et de gaz lacrymogènes, ont encerclé les manifestants et chargé dès que le cortège s'est formé. À la brutalité des flics, les manifestants ont répondu avec détermination, érigeant des barricades et chargeant à leur tour. Des échauffourées se sont poursuivies jusque tard dans la soirée. Plusieurs manifestants — sans qu'on en sache encore le nombre exact — ont été gravement blessés et de très nombreuses arrestations, plus de 1 300, ont été opérées. La junte a rétabli le couvre-feu et a interrompu les télécommunications de la capitale. Selon la télévision polonaise captée à Varsovie au soir du 3 mai, des heurts semblables se seraient produits « *à Gdansk et dans d'autres villes* », sans que l'on en connaisse le dénouement.

Tout en faisant la démonstration des progrès accomplis dans la restructuration de Solidarité et du soutien de masse dont le syndicat bénéficie toujours, les événements de ce début mai soulignent l'impasse de la dictature bureaucratique. Ni la répression massive ni les « ouvertures » limitées, comme la libération d'un millier d'internés à la veille du 1er mai et la levée du couvre-feu, ne lui ont permis de détruire Solidarité et de regagner un semblant de soutien au sein des entreprises. Les oscillations mêmes de sa politique — dont la levée du couvre-feu le 2 mai et son rétablissement le lendemain sont les exemples les plus spectaculaires — illustrent le manque de perspectives de la direction bureaucratique et ne peuvent que renforcer les divisions en son sein, déjà évidentes (cf. le document que nous publions ci-après). Confrontée au dilemme, soit réprimer plus fortement en éloignant chaque jour davantage la « normalisation » et en consolidant le mur de haine qui la sépare du reste de la société, soit jouer l'« ouverture », au risque de laisser se développer les mobilisations ouvrières qui l'affaibliront sans cesse davantage, la bureaucratie polonaise ne semble pas avoir trouvé une solution.

Le succès des premières mobilisations d'ampleur, coordonnées sur une partie importante du territoire national, ne pourra que favoriser l'extension des débats au sein de la résistance. D'ores et déjà, un appel circule massivement pour une grève nationale d'avertissement le 13 mai. Les divers courants du syndicat semblent d'accord pour proclamer une grève générale si la junte décidait de dissoudre Solidarité (qui n'est, rappelons-le, que « suspendu »...). Ces débats sur les moyens de poursuivre et de développer la mobilisation des travailleurs ne pourront que s'approfondir. Par ailleurs, si la répression brutale des manifestations du 3 mai ne va pas manquer de susciter des réactions défavorables à ce genre d'actions de rue, elle ne pourra qu'ouvrir le débat sur les moyens de défendre, à l'avenir, les apparitions publiques de Solidarité. Et de conforter les doutes sur la possibilité de réaliser un compromis à long terme avec la bureaucratie.

Aux abois en décembre, face à la très rapide politisation et radicalisation des masses, la bureaucratie a cherché à renverser le cours des événements. Quatre mois et demi après son coup de force, on peut dire que, si elle est parvenue à gagner du temps, elle s'est avérée incapable non seulement d'empêcher la radicalisation du mouvement, mais même son apparition publique massive. Les travailleurs polonais sont aujourd'hui en train de reprendre l'initiative. ■

Cyril SMUGA  
4 mai 1982.

# Les tensions au sein de la bureaucratie

Un article de Solidarité clandestine

**D**EPUIS février-mars, on note de plus en plus fréquemment, dans la multitude des écrits qui circulent clandestinement en Pologne, des articles consacrés à l'analyse de la situation politique. La très grande majorité de ces textes sont non signés ou signés de pseudonymes. Certains trouvent leur place dans des bulletins syndicaux — comme celui que nous avons publié récemment dans *Inprecor* sous le titre « Les quatre phases de l'évolution depuis le coup militaire (1) » ; d'autres, plus volumineux, sont publiés à part, dans de petites brochu-

res. C'est le cas de l'article dont nous publions des extraits ci-dessous.

Nous avons choisi de publier ce document, car il contient des éléments nouveaux par rapport à ceux contenus dans « Les quatre phases de l'évolution depuis le coup militaire », qui permettent de mieux appréhender les difficultés auxquelles se heurtent les tentatives de « normalisation » de la junte. Le titre, les intertitres et les notes sont de la rédaction de *Inprecor*.

Trois mois après l'introduction de l'état de guerre, il est désormais possible de tenter une analyse de la dynamique de la situation politique qui nous a été imposée et que l'on peut caractériser comme étant un système autoritaire bureaucratique appuyé sur l'armée. Il s'agit là d'une solution bien connue de par le monde, en particulier en Amérique latine, et qui fait l'objet d'analyses précises dans ce contexte. Il est intéressant de noter les différences entre la dynamique d'un tel système dans un contexte de propriété privée et dans celui de propriété étatique des moyens de production, comme c'est le cas chez nous. (...)

## LE CONFLIT ENTRE L'APPAREIL D'ETAT ET CELUI DU POUP

La désintégration de la machine de la terreur est perceptible à l'œil nu. Elle se manifeste à plusieurs niveaux. La coalition qui avait pris l'initiative du coup est en train de se désintégrer. Le conflit entre le groupe de l'appareil du parti et celui de l'armée, qui a Jaruzelski à sa tête, est en train de s'aiguiser. (...) Les conceptions de Jaruzelski et celles de l'appareil du parti diffèrent avant tout sur la question du rôle attribué au parti dans le système politique futur. Au sein du groupe de Jaruzelski, on observe de plus en plus clairement la tendance à développer un système autoritaire-bureaucratique, au sein duquel ce serait l'Etat et non le parti qui serait le centre de la prise des décisions. Et il s'agit en plus d'un Etat fondé sur l'armée. Cela signifierait bien sûr une large limitation du pouvoir de l'appareil du parti, comme c'est déjà le cas au niveau départemental et local, où les comités du parti ont déjà cessé d'être les centres de prise des décisions.

Au niveau central, où les deux groupes coexistent au sein d'une seule et même structure, cela se voit moins. On peut donc résumer le fond du conflit en affirmant que l'enjeu est de savoir si le parti sera une simple façade ou bien un organis-

me vivant, disposant de la plénitude du pouvoir.

Le conflit entre les deux groupes touche également à la politique répressive à mener. Le groupe de Jaruzelski s'imaginait qu'on pouvait répéter en Pologne une « solution à la hongroise », c'est-à-dire une forte répression au début, pour intimider la société, suivie de réformes. Il préfère donc mener une répression globale, qui ne tient pas compte des origines de classe des victimes, contrairement à ce que propose le groupe de l'appareil du parti. (...)

La variante de Jaruzelski consiste en une utilisation extensive non seulement de la répression politique, mais également de la répression économique, considérée comme la méthode la plus efficace pour intimider la population. Cela est très largement critiqué par l'appareil du parti, qui a entrepris la publication d'un journal prétendument clandestin, *Plate-forme ouvrière*, qui se présente comme voulant renouer avec la tradition de l'Opposition ouvrière russe des années 1920. Ce journal mène une violente attaque contre le Conseil militaire de salut national (WRON) dans ses derniers numéros. Jaruzelski en particulier a été attaqué ces tout derniers temps : il est accusé de revenir aux méthodes d'Edward Gierek dans la mesure où il divise la classe ouvrière en créant des conditions différentes pour les divers secteurs professionnels, et où il développe des îlots de tolérance en laissant publier, par exemple, certains livres bloqués par la censure. Ses contacts avec l'Eglise catholique sont également mis en cause. (...) Le groupe de l'appareil du parti, pour sa part, voudrait un syndicat épuré de tout contact avec l'opposition. Il s' imagine qu'il suffit d'écarter l'intelligentsia des milieux ouvriers, pour qu'une partie de l'appareil du POUP vienne occuper la place laissée vacante. Il est significatif que cette fraction de l'appareil, qui reconnaît en Kociolek (2) son dirigeant, ait recours à l'idéologie. Son point de vue rappelle la version du stalinisme des années 1948-1951 : la mise en avant des in-

térêts de la classe ouvrière, de l'égalitarisme, de l'anticléricalisme, la création d'une nouvelle culture, un verbiage antibureaucratique. Pour utiliser la même comparaison, le groupe de Jaruzelski peut être comparé au stalinisme de la seconde phase, celle des années 1951-1955, c'est-à-dire du stalinisme bureaucratique. (...)

Le manque de clarté de la situation actuelle vient du fait qu'on ne sait pas lequel des groupes est en position dominante. Les deux ont des soutiens dans différents groupes du pouvoir en URSS. Il semblerait que Jaruzelski bénéficie de plus de soutien, l'accueil que lui a fait Leonid Brejnev à Moscou en serait le témoignage. Mais on ne doit pas oublier qu'en URSS la lutte pour la succession de Leonid Brejnev est ouverte et on peut craindre que la position du groupe de l'appareil chez nous ne soit renforcée si ce même groupe venait à prendre le dessus là-bas.

Notre situation intérieure est également marquée par le fait que, si le groupe de l'appareil du parti est dans l'incapacité d'imposer ses vues, il peut par contre bloquer une série d'initiatives de Jaruzelski, et il ne se prive pas de le faire.

## TENSIONS AU SEIN DES FORCES RÉPRESSIVES

Le second aspect de la fragmentation et de la désintégration de la machine de la terreur est lié au rôle politique que joue l'armée et aux influences que cela exerce dans ses rangs. On peut le constater à tous les niveaux de la hiérarchie. Au sommet, la politisation et les divergences fractionnelles sont criantes. Au niveau intermédiaire, où sont recrutés les commissaires militaires, l'entrée de l'armée dans l'arène du pouvoir a été ressentie avec

1. Krzysztof Piotrowski, « Les quatre phases de l'évolution depuis le coup militaire », *Inprecor* numéro 125 du 3 mai 1982.

2. Secrétaire du POUP de la région de Varsovie, Kociolek est un des responsables directs de la répression des grèves de décembre 1970 à Gdansk.

force. Cela rappelle la situation de certains régimes militaires d'Afrique, où l'armée a pénétré directement dans les usines, lorsque la bourgeoisie autochtone était trop faible pour s'y opposer.

On a pu constater le traumatisme vécu par les officiers, confrontés de plein fouet à la réalité : la corruption de l'administration, son incapacité, la pauvreté, etc. Nos officiers de carrière, coupés de la vie durant des années et vivant dans les casernes dans des conditions de stabilité, ont vécu le même choc. Abreuvés par la propagande lénifiante du régime, ils n'imaginaient pas l'ampleur de la crise. C'est sur les simples soldats qu'on possède le moins d'informations. Mais on peut penser que leur moral est bas, si on considère la rapidité avec laquelle les patrouilles et les gardes se laissent corrompre, cherchent des liens informels avec la population et expriment leur fatigue psychique face au rôle qui leur a été imposé. Tout cela agit de façon négative sur les capacités opérationnelles de l'armée et fait l'objet de débats en son sein. Cela peut conduire le pouvoir à limiter autant que possible la durée de l'état de guerre, pour peu qu'il trouve une solution institutionnelle capable de faire office de substitut à l'actuelle militarisation des entreprises.

Les autorités ne veulent en aucun cas reculer sur ce point, d'autant que la crise économique s'approfondit et qu'on peut s'attendre à des explosions spontanées.

Le troisième aspect de la désintégration, ce sont les tensions existant entre l'armée et le ministère de l'Intérieur. Cela était manifeste dès les premières semaines qui ont suivi l'instauration de l'état de guerre. Par exemple, le fait qu'aient été publiées des listes d'internés où se trouvaient des noms de personnes depuis longtemps à l'étranger, a constitué une tentative évidente de ridiculiser les militaires. Le ministère de l'Intérieur aurait pu corriger ces listes, il ne l'a pas fait. Aujourd'hui, alors qu'on observe le remplacement de plus en plus général, sur le terrain, de l'armée par les ZOMO (3), qui comptent déjà plus de 80 000 hommes, ces tensions peuvent diminuer. (...)

### LES CHOIX ECONOMIQUES DE LA JUNTE

La recherche d'un équilibre entre la nécessité de maintenir la peur, les rigueurs de la loi martiale, les commissaires militaires d'une part, et la recherche d'une rationalisation de l'économie de l'autre, constitue un autre problème. (...)

et les autorités polonaises devront se contenter de la gestion de ce qui restera. (...)

Le second aspect de la politique économique décidée par les autorités actuelles est lié à la nécessité de résoudre le problème des crédits occidentaux. Les sanctions occidentales ont en fait supprimé toute possibilité d'obtention de crédits même limités. Pour cela, vu la dépendance de l'économie polonaise vis-à-vis des importations des pays capitalistes (près de 60 % des importations pour l'industrie proviennent de ces pays, d'où l'importance du potentiel économique actuellement bloqué), l'unique solution passe par l'obtention d'un solde positif des échanges extérieurs. La pratique bancaire prévoit dans ce cas la possibilité d'obtenir des crédits à court terme : de six semaines à deux mois. Etant donné qu'il est impossible, dans les conditions actuelles, d'augmenter les exportations, il a été décidé de réduire à nouveau les importations de 30 %. Cela permet de trouver des crédits, mais crée une situation impossible : la limitation des importations va réduire le revenu national de 20 %. (...)

Les divergences sont manifestes enfin en ce qui concerne la politique agricole. Le groupe de l'appareil du parti prévoit le contingentement et, en perspective, la collectivisation de l'agriculture. Le groupe de Jaruzelski se prononce pour une aide aux paysans individuels, bien que la Loi martiale ouvre la porte aux réquisitions.

Pour satisfaire les besoins actuels du pays, il faut environ 3,5 millions de tonnes de grain. 1,5 million de tonnes ont été achetées à l'heure actuelle. Les données officielles concernent seulement le grain acheté aux paysans individuels ; on ne sait rien des livraisons des secteurs étatisés et coopératifs (5). Les possibilités de s'approvisionner à l'extérieur sont limitées. L'introduction des sanctions administratives à l'encontre de la vente libre du grain et l'arrêt des importations de fourrages poussent les paysans à stocker. Il est possible que les USA lèvent leurs sanctions en ce qui concerne les livraisons de fourrages aux paysans individuels, ce qui limitera les tensions. Mais, l'année prochaine, la situation sera aussi grave sinon pire, car les paysans ne pourront obtenir des biens de production et de consommation, ce qui ne les poussera certainement pas à vendre leur production. Cela peut conduire au rationnement du pain et à une politique plus répressive à l'encontre de la paysannerie. (...)

Varsovie, mars 1982.



La milice en action après le 13 décembre dernier. (DR)

La solution trouvée est très mauvaise pour la Pologne et rend d'autant plus difficile toute solution à la crise ; mais elle apparaît aux yeux des autorités comme l'unique solution possible. L'économie a été divisée en deux secteurs, le premier devant travailler sur la base des matières premières fournies par le Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) et lui restituer toute la production. Cela concerne en particulier les entreprises et branches où la capacité de production n'était pas utilisée à plein, mais également certaines entreprises qui auparavant produisaient pour les besoins du pays. Ce secteur comprend près de 60 % de l'industrie légère, 40 % de l'industrie chimique, la construction navale, une partie de la sidérurgie et de la métallurgie. Ces entreprises vont devoir employer les matières premières soviétiques et exporter toute la production vers l'URSS. Pour le pays, elles ne produiront que l'inflation, car les salaires des travailleurs seront dépensés sur

le marché intérieur. Une partie substantielle des capacités de transport et de la production d'énergie sera mise au service de ce secteur. (...)

Le principal effet de cette solution est de créer une dépendance accrue de l'économie polonaise vis-à-vis de l'URSS, car la production de ce secteur ne doit pas simplement être exportée mais être intégrée au système soviétique de planification, dépendre de la gestion centrale soviétique et être coordonnée par elle. On peut donc parler à ce propos d'une assimilation de l'économie polonaise au système économique de l'URSS. Cela aura également des conséquences désastreuses sur les « programmes opérationnels (4) ». Car l'URSS non seulement réduit ses livraisons de matières premières d'environ 20 % par rapport à l'année 1981, mais encore se réserve le droit de décider de leur utilisation. Le secteur intégré à la gestion soviétique sera approvisionné en priorité,

3. Les ZOMO — réserves motorisées de la milice — sont les CRS polonais. Ils dépendent du ministère de l'Intérieur et non de celui de la Défense.

4. Il s'agit de priorités de production établies par la junte dès décembre 1981. La multiplication de ces priorités, au fur et à mesure des pressions de divers secteurs de la bureaucratie, a déjà conduit le gouvernement à instaurer des sortes de « super-priorités »...

5. Bien que minoritaire, le secteur collectivisé de l'agriculture occupe quand même près de 20 % des terres cultivables. Les rendements y sont inférieurs à ceux du secteur individuel et la production du grain est essentiellement réservée à son propre usage (élevage).

# Congrès du SPD: défaite sans combat de la gauche social-démocrate

Le Congrès du Parti social-démocrate allemand (SPD) qui est le plus fort parti de l'Internationale socialiste (avec plus d'un million de membres), était attendu avec grand intérêt en République fédérale allemande (RFA), en Europe occidentale, ainsi qu'à Moscou comme à Washington.

Mais ce qui s'est passé entre les 19 et 23 avril derniers à Munich n'a répondu ni à l'attente des uns ni à celle des autres.

Winfried WOLF

La veille du Congrès, trois questions centrales étaient posées :

— Le Congrès allait-il ébranler l'axe Washington-Bonn en matière de surarmement de l'OTAN, c'est-à-dire allait-il remettre sérieusement en cause l'appui le plus important de la politique de réarmement US en Europe occidentale ?

— Le Congrès allait-il contribuer à saper la coalition gouvernementale au pouvoir à Bonn entre le SPD et le Parti libéral FDP ? Le résultat du Congrès allait-il faciliter un renversement d'alliance des libéraux (avec les chrétiens-démocrates), et ouvrir la voie au retour au pouvoir de l'Union chrétienne-démocrate-Union chrétienne-sociale (CDU-CSU) « à froid » ?

— Quelle était la force réelle de la gauche social-démocrate regoupée au cours de ces derniers mois autour d'Erhard Eppler et de Oskar Lafontaine ? Pourrait-elle être intégrée au SPD ou bien assisterait-on à un « effritement permanent » du SPD sur sa gauche ?

Sur ces trois problèmes, la direction du parti, autour de Willy Brandt et de Helmut Schmidt, est parvenue à remporter une victoire provisoire. Les votes décisifs concernant la « double décision de l'OTAN » ont apporté une majorité en faveur de la position de Helmut Schmidt, selon laquelle le SPD s'en tient à cette décision de l'OTAN de négocier avec l'Union soviétique une réduction des missiles nucléaires à moyenne portée, tout en préparant simultanément l'installation de nouvelles fusées US en RFA à partir de 1983. Il est vrai que la décision du Congrès de Munich contient aussi une formule selon laquelle il n'y aurait pas de « stationnement automatique ». Un Congrès extraordinaire du SPD devra rediscuter la question en 1983 et la trancher... Mais le SPD sera-t-il encore au gouvernement à cette date ?

Une motion de l'organisation régionale du Schleswig-Holstein (KIEL), qui se situe généralement à la gauche du parti, et qui tendait à rejeter la « double décision de l'OTAN », a été battue. Une pro-

La majorité des délégués n'a pas apporté de réponses aux principaux problèmes posés — le chômage et le réarmement — et s'est efforcée d'élaborer des formules de compromis afin de conserver son statut de parti de gouvernement. Le chancelier Helmut Schmidt a remporté à cette occasion un succès, mais il s'agit d'un succès provisoire. ■

position plus générale de la gauche social-démocrate selon laquelle il fallait un « moratoire » de tous les préparatifs de stationnement de nouvelles fusées à moyenne portée en RFA pendant toute la période des négociations sur le désarmement avec l'URSS n'a pas non plus obtenu la majorité. Le résultat du premier vote semble avoir été de 70 % contre 30 %, le second de 60 % contre 40 %. Les résultats précis des votes n'ont pas été annoncés sur le moment et, selon plusieurs journalistes présents, la majorité dans le second vote aurait été en fait plus réduite que ne l'indiquent les chiffres publiés dans la presse.

Puisque la gauche du SPD a été battue également sur toutes les autres questions — notamment à une courte majorité sur la proposition d'un moratoire de deux ans pour la construction de nouvelles centrales nucléaires —, il n'y a en fait eu aucune décision du Congrès qui puisse alarmer le FDP. Les libéraux, ces derniers jours, examinent bien entendu à la loupe toutes les décisions du Congrès de Munich, mais tout le monde sait qu'il s'agit là d'une opération artificielle, et que le Congrès n'a en rien menacé la survie immédiate de l'actuelle coalition gouvernementale.

Finalement, la gauche du parti est restée largement représentée au sein de la direction du SPD. Son intégration s'est donc poursuivie. Malgré toutes les divergences, souvent exprimées de manière véhémente, aucun indice de différenciation organisationnelle ne se manifeste.

La nouvelle formation qui a pris pour dénomination « Socialistes démocratiques », constituée au cours des derniers mois autour de deux députés ex-SPD Coppel et Harsen, n'a pesé en aucune manière sur les débats du Congrès. Au contraire, lorsqu'au cours de son allocution d'ouverture, Willy Brandt, le président du SPD, fit une brève allusion à ce groupement, et affirma qu'un parti à la gauche du SPD n'avait aucune chance, et que ceux qui s'en occupaient n'avaient pas leur place dans le SPD, il fut salué par les applaudissements enthousiastes de tout le Congrès, y compris par ceux de la gauche. Willy Brandt, jusqu'en 1938 membre de

la formation centriste SAP, souligna ce thème en rappelant une anecdote de sa vie personnelle : « En 1931, j'étais dans une minorité (du SPD), puis j'ai eu en poche la carte de membre d'un autre parti. Politiquement, je ne renie rien, mais la façon que j'en ai tiré, c'est qu'une autre organisation (que le SPD) ne conduit à rien. »

## LE CONGRES DU SPD ET LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Le dernier Congrès du SPD en 1979, celui de Berlin-Ouest, avait approuvé à une très forte majorité une proposition de Helmut Schmidt visant à négocier, d'une part avec l'URSS une limitation du stationnement des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe, mais d'autre part à acquérir ces armes d'un type nouveau au cas où les négociations Est-Ouest ne mèneraient pas à un « équilibre des forces » entre les deux camps dans ce domaine.

Une semaine après ce Congrès du SPD, les ministres de l'OTAN avaient pris la fameuse « double décision » qui comportait une formulation fort différente de celle du SPD. L'installation des missiles américains à moyenne portée en Europe n'y était plus subordonnée aux résultats des négociations de désarmement. Il y était clairement dit : « Les ministres ont décidé de moderniser le potentiel de l'OTAN dans le domaine des missiles à moyenne portée par l'établissement en Europe de systèmes américains de défense au sol. Ces systèmes comportent 108 installations de lancement pour les fusées Pershing-II et 464 corps de vol en marche de défense au sol GLMC (missiles Cruise) ... »

Une nouvelle situation était aussi née du fait que le Congrès du SPD de 1979 était parti de l'hypothèse que des concessions faites à la poussée militariste aux USA pourraient arracher la ratification des accords SALT-II. Mais c'est le contraire qui s'est produit : la nouvelle administration US de Ronald Reagan a refusé de ratifier ce traité, pourtant fort modeste en matière de freinage de la course aux armements. Cette même administration



Le chancelier Schmidt, son ministre des Affaires étrangères Genscher et le général Haig lors de la tournée diplomatique de ce dernier en Europe en avril 1981. (DR)

s'est lancée dans un programme de réarmement comportant des dépenses de centaines de milliards de dollars centrées autour de nouvelles générations d'armes de destruction nucléaire.

Mais le changement décisif qui s'est produit entre le Congrès de 1979 et celui de 1982, a été l'apparition d'un Mouvement de la paix mobilisant des centaines de milliers de personnes en RFA et à l'échelle internationale. Un parti comme le SPD ne pouvait pas ne pas être influencé par ce développement.

Lors du Congrès du SPD à Berlin-Ouest en 1979, il y eut une manifestation de 20 000 personnes pour dénoncer les positions du SPD en matière de construction de centrales nucléaires et pour réclamer qu'elles soient modifiées. Mais, au cours de l'année 1981, ce sont trois énormes manifestations pour la paix qui ont été organisées, la première à l'occasion de la Journée de l'Eglise protestante à Hambourg, qui a rassemblé 100 000 personnes, la seconde lors de la visite du secrétaire d'Etat américain à Berlin-Ouest qui a réuni 50 000 personnes et la troisième, le 10 octobre à Bonn, regroupant dans l'unité plus de mille groupements divers, à laquelle ont participé 300 000 personnes.

Une semaine avant le Congrès de Munich, des « marches de Pâques » contre le réarmement et pour la paix se sont déroulées dans toutes les grandes villes et dans de nombreuses localités de la RFA, avec au total quelque 400 000 participants. La manifestation directement liée au Congrès du SPD, qui a eu lieu à Munich le 17 avril, a été relativement modeste : elle a rassemblé 50 000 personnes pour protester contre la « double décision de l'OTAN » et réclamer un changement de la position du SPD en matière de réarmement. A la fin du rassemblement qui a clôturé cette manifestation, une énorme banderole portée par des ballons est montée vers le ciel avec le mot d'ordre « *Au revoir, le 10 juin à Bonn !* » (date de la visite de Ronald Reagan dans la capitale de la RFA). Elle avait été lancée par les « Taupes rouges », l'organisation de jeunesse proche du Groupe Internationale Marxisten (GIM), la section allemande de la IVe Internationale. On peut être sûr qu'il y aura de nou-

veau des centaines de milliers de manifestants, ce jour-là, à Bonn.

La raison pour laquelle le Mouvement pour la paix jouit d'un tel soutien de masse en RFA, contrastant avec une conscience de classe nettement en retard sur celle de la plupart des autres pays d'Europe occidentale, est évidente. Les désastres et ruines de la Seconde Guerre mondiale restent encore profondément ancrés dans la conscience des masses populaires allemandes. Cette guerre déclenchée par l'Allemagne nazie a coûté 10 millions de morts à l'Allemagne, la destruction de toutes les grandes villes et la partition du pays. Par ailleurs, les deux Etats allemands, la RFA et la République démocratique allemande (RDA), comptent sur leurs territoires respectifs la plus grande concentration d'ogives nucléaires en Europe et constituent, de ce fait, l'objectif privilégié sur lequel sont pointés les missiles nucléaires américains, soviétiques, français et britanniques. S'il est possible de faire une seule prédiction sûre concernant l'éventualité d'une troisième guerre mondiale, c'est bien celle qu'il ne subsistera plus rien des deux Allemagnes, à l'exception d'une poignée de survivants qui regretteront de ne pas être morts.

Le nouveau programme de réarmement américain, et les discussions cyniques concernant un « *conflit nucléaire limité* » — ce qui veut dire en clair une guerre atomique limitée en gros à la RFA et à la RDA — ainsi que l'apparition des nouvelles fusées SS-20 stationnées en URSS et pointées avant tout sur la RFA, ont provoqué une nette prise de conscience de ce danger chez des millions d'Allemands et amené des centaines de milliers de personnes à manifester leur opposition dans la rue. Le 14 février 1982, 5 000 personnes ont manifesté dans le même but à Dresde en RDA, ce qui confirme que ce mouvement est en train de se répercuter dans ce pays. Il pourra même y trouver un développement surprenant et même explosif.

Au cours des préparatifs du Congrès de Munich, il était apparu que la majorité des membres du SPD ne soutenait pas l'orientation Schmidt-Brandt sur la question du réarmement, mais penchait plutôt vers

les positions de la gauche du SPD. Cela s'est d'ailleurs exprimé dans les votes des organisations régionales du parti, qui ont en majorité opté en faveur d'un « *moratoire sur les missiles* », c'est-à-dire pour l'arrêt de tous les préparatifs tendant à l'installation en Europe des nouveaux missiles américains à moyenne portée pendant les négociations sur le désarmement. Ces votes ont également exigé de l'URSS qu'elle réduise l'implantation de ses fusées SS-20 au niveau de 1978 (1). Le fait que cette gauche n'ait obtenu « que » 40 % des mandats au Congrès de Munich est dû à plusieurs facteurs.

Il y a tout d'abord le manque de coordination de la gauche et le cadre formellement « ultra démocratique » du Congrès du SPD. On peut tout y discuter, y compris en opposition avec la direction du parti, y compris participer à des manifestations publiques à l'extérieur du parti, comme les dirigeants de la gauche Erhard Eppler et Oskar Lafontaine l'ont fait en participant aux « marches de Pâques pour la paix » à la veille du Congrès. Les organismes locaux et régionaux du parti peuvent soumettre leurs propositions au Congrès, et ne manquent pas de le faire. Le résultat, c'est un livre de 700 pages grand format, contenant plus de 1 000 propositions de résolutions, et qui est communiqué aux délégués trois ou quatre semaines avant le Congrès. Comme ces résolutions ne sont pas coordonnées entre elles, et se recoupent souvent en tout ou en partie, il est dans ces conditions pratiquement impossible d'arriver au Congrès avec des idées claires sur la manière de voter.

Il y a eu des réunions autorisées de la gauche. Mais il s'agissait de regroupements strictement informels. Ils n'ont pas donné de résultats concrets. Ils n'ont pas abouti à une plate-forme commune. Et ils ont encore moins élaboré une tactique commune d'intervention dans le Congrès. Ce manque de coordination est allé si loin que même la motion décisive, celle en faveur d'un « moratoire sur les missiles » (la seule qui pouvait obtenir une majorité contre l'aile Helmut Schmidt), ne fut pas rédigée avant le Congrès, mais seulement au cours de son déroulement, la veille du vote. Cette résolution était en conséquence si faible et pleine d'ambiguïtés, que la droite put l'effeuiller comme un artichaut avant le vote et lamener ce qui restait des bastions de la gauche.

La seconde raison de la défaite de la gauche, c'est l'attitude très « professionnelle » de la direction du parti. Elle a été la seule force bien préparée pour cette oc-

1. En 1978, Leonid Brejnev a déclaré que, dans cette zone, le nombre des missiles à moyenne portée était « plus ou moins équilibré ». Le mouvement pacifiste et la gauche du SPD se sont emparés d'une certaine manière de cette déclaration et ont commencé à demander le retrait des SS-20 mis en place pour renforcer le potentiel du Pacte de Varsovie, tout en s'opposant au déploiement de nouveaux missiles à moyenne portée de la part de l'OTAN et des USA. La direction soviétique a donné de nouvelles indications selon lesquelles elle considérait possible une telle réduction de son propre armement nucléaire.

casation. Elle a présenté des « résolutions principales » sur les trois questions majeures de l'armement, de la politique énergétique, du chômage, toutes enrobées de verbiage progressiste, et évitant en même temps de dire quoi que ce soit de concret qui puisse troubler la politique gouvernementale et la coalition avec les libéraux bourgeois.

La direction du parti a joué sur la fibre émotionnelle et démagogique pour influencer les délégués. En fait, il n'est pas vrai du tout que les 400 délégués avaient une position dure et étaient à l'abri des pressions. En vérité, la préparation du Congrès par la direction présupposait l'existence d'un nombre significatif de délégués ouverts à ce type de manœuvre.

## LA FAILLITE DE LA GAUCHE DU SPD

D'autres facteurs ont joué un rôle aussi important que le manque de cohésion de l'aile gauche et le fractionnalisme professionnel de la direction.

Dans son éditorial sur l'ouverture du Congrès, *Was Tun*, l'organe du GIM, section allemande de la IVe Internationale, soulignait la politique dont avait besoin la gauche du SPD : « Nous avons dit et nous continuons à dire que nous défendons le SPD contre les attaques de la droite, en même temps que nous combattons la politique de Helmut Schmidt. En 1980, nous avons appelé à voter pour le SPD contre Franz Josef Strauss (2). Ce qui peut paraître aujourd'hui opportun à des centaines de milliers d'anciens électeurs du SPD, à savoir éviter de prendre une position claire, serait tout simplement opportuniste de la part d'une organisation révolutionnaire. Une politique alternative à celle du SPD, que devrait avancer la gauche, devrait s'articuler comme suit :

— Rejet par le Congrès de Munich de la course aux armements et refus de faire payer par les travailleurs le coût de la crise capitaliste ;

— Soutien à un programme de création d'emplois dans le secteur public, défense des conquêtes sociales, introduction de la semaine de travail de 35 heures sans réduction de salaires et mobilisation aux côtés des syndicats pour obtenir tout cela ;

— Réorientation stratégique dans la perspective d'un gouvernement SPD homogène en luttant pour gagner le soutien des "verts" (écologistes) et des courants "alternatifs" à une telle perspective.

« Avec ce type d'orientation, des victoires électorales dans le Land de Hesse (Wiesbaden) et à Hambourg seraient tout aussi probables que les défaites sont aujourd'hui certaines. De plus, en cas de retrait du FDP de la coalition, le gouvernement de Bonn pourrait appeler à de nouvelles élections et faire campagne contre un changement de gouvernement « à froid ». En tout cas, seule une telle orientation donnerait au SPD une chance de gagner les élections au Bundestag (Parlement) en 1984. »

C'est précisément sur ce terrain que

la gauche du SPD a failli. Elle n'a pas pris en charge la question du chômage et s'est concentrée sur la seule question de l'armement et de la paix. Le lien étroit entre la politique d'armement et les restrictions budgétaires n'a même pas été mis en évidence.

La direction du parti a exploité cette dérobade de manière froide et précise. C'est la direction qui s'est présentée, elle-même et « son SPD », comme un « parti ouvrier » au Congrès de Munich. Elle a fait de l'emploi la question centrale du Congrès. Le caractère démagogique de cette démarche est mis en lumière par le terme même de « politique de l'emploi », alors que la politique du gouvernement a conduit à 2 millions de chômeurs. C'est parce que la gauche lui a littéralement abandonné ce terrain que la direction a pu rendre son orientation un tant soit peu crédible et attirer l'attention des médias sur ce point.

Le mardi 20 avril, le Congrès s'est divisé en deux groupes de travail, le premier traitant de la « politique de l'emploi » et le second de la « politique de paix ». L'ensemble de la gauche du SPD s'est regroupée dans la commission sur la paix alors que celle sur l'emploi se réunissait dans la salle principale. Elle comprenait tous les délégués de l'aile droite et du marais, ainsi que des dizaines de dirigeants syndicaux des plus droitières et membres des conseils d'usine de cogestion invités pour la circonstance. Ils y étaient tout à fait chez eux et entre eux.

Le sérieux avec lequel la direction du parti, autour de Helmut Schmidt et de Willy Brandt, a abordé cette question du chômage a bien été illustrée par le fait qu'ils n'étaient pas personnellement présents à cette réunion. A l'évidence, ils ont consacré tout leur temps à leurs manœuvres et marchandages pour préparer les votes décisifs du jour suivant.

Comme la gauche du SPD abandonnait la question du chômage à la droite, il n'y a eu ni réponse ni alternative sur la question de la direction du parti. La gauche a accepté Helmut Schmidt comme chancelier et en même temps la coalition avec le FDP comme une alliance à long terme pour le SPD. Les dirigeants de la gauche ne se sont pas lassés de réaffirmer leur loyauté envers Helmut Schmidt. La coalition SPD-FDP a été présentée comme la « seule solution parlementaire concevable pour le moment », ou bien la question a tout simplement été évitée avec élégance.

Dans la période précédant le Congrès, il y avait pourtant eu des déclarations de certains éléments de la gauche du SPD

2. Lors des élections parlementaires de 1980, le candidat CDU-CSU au poste de chancelier, Franz Josef Strauss, un homme de droite éclaboussé par la corruption et les scandales, a été capable de mobiliser un nombre considérable de suffrages pour le CDU-CSU, qui est resté le parti le plus fort pris isolément. D'autre part, sa candidature a rejeté les électeurs ouvriers vers le SPD et rendu possible la formation d'un nouveau gouvernement de coalition SPD-FDP.

3. *Konkret*, numéro 4, 1982.

4. Ces changements électoraux ne peuvent en aucun cas être interprétés comme une question de « personnalités ». Willy Brandt s'est pré-



commençant à dénoncer l'alliance gouvernementale. Par exemple, Oskar Lafontaine, dirigeant du SPD de la Sarre (Sarrebruck), qui se situe à l'extrême-gauche du parti, a déclaré dans une interview : « Si la course aux armements est le prix à payer pour la coalition, alors elle n'en vaut pas la peine. Nous ne pouvons pas faire de compromis sur ce point. (3) »

## LE SPD A-T-IL ÉTÉ REMIS AU PAS ?

La question qui se pose est de savoir si le processus de différenciation au sein du SPD a été bloqué à Munich, et si le Congrès a été un Congrès pour Willy Brandt et Helmut Schmidt. Un tel bilan serait pour le moins hâtif. De telles conclusions ont pu être tirées aux échelons supérieurs du parti, les premiers jours après le Congrès.

Pourtant, même au sommet, les dirigeants doivent avoir quelques motifs d'inquiétude. Ainsi, Helmut Schmidt ne doit pas être très heureux de n'avoir obtenu que 84 % des votes pour son élection à la direction, alors que Willy Brandt en a obtenu 91 %. Il y a deux ans, Helmut Schmidt arrivait encore devant Willy Brandt (4). En fait, ce Congrès n'a pas donné de résultats définitifs. Les développements qui se sont produits à la veille du Congrès vont connaître des prolongements.

senté lui-même à ce Congrès comme quelqu'un qui voulait s'identifier avec les éléments fondamentaux de la politique de réforme suivie par le SPD de 1969 à 1972. Il a souligné à plusieurs reprises que le « renouveau du parti » était nécessaire. Helmut Schmidt, au contraire, représentait un cours pragmatique : celui de la politique de son gouvernement. La différence par rapport aux années antérieures, c'est que la foi dans les effets régulateurs du marché, et en conséquence dans la capacité de Helmut Schmidt de contrôler ou de dépasser la crise, est en train de disparaître.



Manifestation à Bonn. (DR)

Il existe aujourd'hui une gauche du SPD avec une influence appréciable. Sur la question de l'OTAN et de la politique d'armement — très importante pour le gouvernement Helmut Schmidt — elle a derrière elle la majorité des membres du parti. Cette gauche est prête à se battre dans le parti et partiellement dans le cadre du mouvement de masse. Le fait qu'elle se soit concentrée ou limitée à la question de la paix et de la course aux armements, en évitant la question de l'emploi, montre sa faiblesse. C'est aussi ce qu'illustre son incapacité à présenter une alternative à la direction Helmut Schmidt-Willy Brandt. Mais ce type de faiblesse est caractéristique des courants de gauche dans les partis réformistes de masse de ce type. Concernant l'Allemagne fédérale, l'existence de cette gauche, quelles que soient ses limites, constitue un nouveau facteur.

La dernière fois qu'une aile gauche a existé dans le parti, c'était en 1959 contre le programme de Bad-Godesberg, qui a marqué le ralliement du SPD à l'économie de marché. A l'époque, la gauche était sur une position défensive. Aujourd'hui, elle est à l'offensive. De plus, la différenciation interne sur les lois d'exception proposées par le SPD au Parlement fédéral en 1968, lors de la Grande Coalition CDU-CSU, était loin d'atteindre le niveau actuel. En particulier, aucun dirigeant significatif du parti n'était alors impliqué dans le développement de tendances d'opposition.

Aujourd'hui, c'est bien différent. Il existe toute une série de dirigeants dans la gauche. Il y a Erhard Eppler, dirigeant du parti du Land de Bade-Wurtemberg (Stuttgart) ; Oskar Lafontaine, dirigeant du Land de Sarre ; Mattiesen et Jansen, dirigeants de l'organisation du Schleswig-Holstein, et Ulrich Klose, dirigeant de l'organisation de Hambourg.

Deuxièmement, il y a un mouvement de masse contre la course aux armements et pour la paix. L'idéologie essentiellement pacifiste de ce mouvement fait qu'il est ouvert aux positions de la gauche et qu'il l'influence en retour. Cela représente une importante différence par rapport à la période 1969-1972, quand le SPD réussissait à étendre sa base de masse de façon significative et à capter la révolte de la jeunesse et des étudiants. L'idéologie radicale et partiellement révolutionnaire de « l'opposition extra-parlementaire » et de son noyau (le SDS) était à cette époque opposée au regain de réformisme du SPD sous Willy Brandt. Le SPD fut capable de réussir son opération de recrutement seulement sur la base de la défaite du SDS et de sa décomposition en 1968.

Aujourd'hui, il y a une seule barrière qui puisse empêcher la gauche du SPD, y compris des secteurs de la direction du parti, de converger avec le mouvement pacifiste. Le SPD est au gouvernement, et il partage en conséquence la responsabilité de sa politique et de sa course aux armements. Même en laissant de côté la question du gouvernement, le mouvement pacifiste en Allemagne de l'Ouest va se développer. Il va vers de nouvelles mobilisations de masse qui donneront une impulsion nouvelle au processus de différenciation dans le SPD et renforceront son aile gauche.

Troisièmement, les jours du gouvernement à hégémonie social-démocrate semblent comptés. Le Congrès de Munich n'a pas changé grand chose à ce propos. Les facteurs objectifs sont en train de miner de plus en plus la coalition SPD-FDP.

Les exigences d'une politique de restrictions budgétaires, c'est-à-dire d'une austérité renforcée, deviennent plus pressantes. En raison du chômage, le budget de 1983 atteindra un déficit de 10 à 15 milliards de marks (DM). Le FDP a annoncé avec insistance qu'il ne prendrait aucune responsabilité dans un nouvel accroissement du déficit budgétaire. Ainsi, puisque les dépenses militaires sont sacro-saintes, il faudra procéder à de nouvelles coupes sombres dans les dépenses sociales. C'est le meilleur chemin pour conduire le SPD à la défaite dans les élections au Parlement de Hambourg en juin 1982, et à celui de Hesse en septembre, tout comme il a perdu les précédentes au Schleswig-Holstein et en Basse-Saxe (Hanovre) en mars dernier, avec une perte de voix d'environ 6 %.

Si le SPD perd aussi ces deux prochaines élections, cela impliquerait, d'une façon ou d'une autre, la chute du gouvernement de Bonn. Cela pourra prendre la forme d'une rupture de la coalition à l'initiative du FDP et de son ralliement à une coalition avec le CDU-CSU, ou encore de nouvelles élections, dans lesquelles le SPD serait acculé à la défaite.

Il est à coup sûr prématuré d'enviesager comment le SPD pourrait se comporter dans l'opposition. Il est certain que l'idée selon laquelle cela provoquerait de sa part un virage est hors de proportion. D'autre part, il semble probable que l'op-

position dans le SPD pencherait probablement vers la gauche et serait en mesure d'attirer davantage de courants de gauche et d'élargir sa base parmi les travailleurs. Mais ce serait à l'issue d'une phase de régénérescence marquée par des affrontements de fractions et de personnes dans le parti.

Enfin, la dynamique de la crise capitaliste est bien connue. En Allemagne fédérale aussi, ces facteurs ne sont pas du seul domaine de la théorie pure. Ils sont ressentis de la manière la plus directe. Les 2 millions de chômeurs officiellement recensés en sont la preuve. Un déclin sensible du salaire réel est intervenu en 1980-1981 et de nouveaux reculs sont prévisibles pour l'année en cours. Enfin, il y a eu des réductions radicales des budgets sociaux. Tous ces développements ont laissé une première trace dans la conscience de la classe ouvrière allemande.

En même temps, il y a un réel danger de voir la réaction des travailleurs partiellement canalisée dans un sens réactionnaire au cours de la période qui vient. C'est particulièrement sensible en ce qui concerne l'apparition de sentiments anti-immigrés. Il y a 4,5 millions d'étrangers en Allemagne fédérale, dont 2 millions de salariés. Lors des élections du Schleswig-Holstein, dans la capitale régionale de Kiel, une liste ouvertement xénophobe a obtenu un résultat relativement élevé, atteignant jusqu'à 6 % dans certains quartiers ouvriers. Une liste raciste du même type est constituée pour les prochaines élections de Hambourg.

Des conflits plus aigus entre le capital et le travail sont inévitables et se développent déjà, en particulier au niveau des entreprises, et ils prennent la forme de réponses plus vigoureuses des travailleurs aux licenciements et aux fermetures d'usines. Ce processus aura aussi des effets au sein du SPD, et il n'est en aucun cas joué d'avance, dans ce cas, que la gauche du SPD s'en tiendra aux limites actuelles de son action.

En tout cas, les facteurs objectifs favorisent les conditions de futures différenciations dans le SPD et le mouvement contre la course aux armements, dans le sens de la construction d'une alternative au réformisme et au stalinisme. Ils favorisent également les conditions d'une campagne de propagande centrale sur la nature de classe de la société bourgeoise, dans la mesure où il sera de plus en plus difficile pour la direction du SPD de détourner l'attention de ce fait comme elle est parvenue à le faire au Congrès de Munich. Dans ses thèses pour le Congrès, Helmut Schmidt pouvait encore s'en tirer en affirmant : « Depuis que l'être humain existe, il a vécu de l'exploitation des plantes et des animaux. De quoi d'autre aurait-il pu vivre ? (5) » ■

Winfried WOLF  
Francfort, 1er mai 1982.

5. Vorwärts, 8 avril 1982. Vorwärts est le seul journal de parti encore publié par le SPD. Il est hebdomadaire et a une diffusion de 60 000 exemplaires pour un parti d'un million de membres.

# Féminisme et syndicalisme

## Premier bilan des Etats généraux des femmes et de l'emploi

LES « Etats généraux sur le travail des femmes et les femmes dans le travail » se sont tenus les 24 et 25 avril à Paris. Organisés à l'initiative du mouvement des femmes, et notamment de la Coordination des groupes femmes et de courants féministes qui avaient organisé des Assises sur le même thème les 14 et 15 novembre 1981, ils étaient appelés également par d'autres organisations — Mouvement français pour le planning familial (MFPF), l'Union région parisienne URPCFD, plusieurs syndicats de l'Education surveillée (SNEPS-FEN) de la région parisienne — soutenues par le Parti socialiste unifié (PSU), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), les Comités communistes pour l'autogestion (CCA), les Jeunes communistes révolutionnaires (JCR), L'UNEF-Indépendante et démocratique (ID), la Ligue des droits de l'homme, les Jeunes Femmes.

Bien que la direction de la confédération syndicale CGT n'ait pas appelé à cette initiative, de nombreuses militantes et

responsables CGT ont participé à ces Etats généraux. Enfin, Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, est venue saluer la rencontre.

Pendant deux jours, féminisme et syndicalisme se sont confrontés, principalement dans le cadre des travaux de commissions. Le débat, très riche malgré les divergences, principalement sur la réduction du temps de travail, a permis de cerner les principales revendications des femmes. La rencontre s'est terminée par un appel à la mobilisation dans les entreprises sur quelques axes prioritaires : réduction du temps de travail, lutte contre les discriminations sexistes, équipements collectifs, droit pour toutes de décider et de choisir leur maternité.

L'appel issu de ces Etats généraux n'est pas le point final, mais au contraire le point de départ d'une mobilisation élargie contre les attaques de plus en plus brutales contre le droit des femmes à l'emploi.

Elsa DUROY

Le samedi 24 avril après-midi, les Etats généraux se sont ouverts par une déclaration d'une militante du groupe femmes de l'usine Renault de Billancourt au nom de la Coordination des groupes femmes. Cette introduction rappelait comment cette rencontre s'inscrivait dans une campagne à long terme sur le travail et l'emploi des femmes :

« C'est une campagne de longue haleine et difficile que nous avons démarrée :

— car elle recouvre de fait tous les aspects de notre vie quotidienne (difficultés de trouver et de conserver un emploi, travail domestique, discriminations et inégalités que nous subissons au travail) ;

— car la dégradation de la situation économique rend la situation des femmes au travail encore plus dramatique et alarmante, et accentue encore notre statut d'inégalité (...);

Dans cette campagne, nous contestons le rôle traditionnellement dévolu aux femmes dans le monde du travail, qui est la conséquence d'une société capitaliste qui reste profondément patriarcale. »

D'emblée, l'introduction des Etats généraux donnait sa double dimension à cette rencontre, à la fois résolument féministe en luttant contre l'oppression, et s'inscrivant en même temps dans la lutte quotidienne de la classe ouvrière contre son exploitation.

Cette compréhension de l'importance et du rôle des Etats généraux n'était pas partagée par l'ensemble des courants féministes, puisque quelques femmes diffusaient, à l'entrée de la Sorbonne où se tenait la rencontre, un tract dénonçant le

caractère mixte des Etats généraux. Cette minorité accuse les femmes qui ont préparé les Etats généraux de vouloir brader le mouvement autonome des femmes et de l'exposer aux récupérations politiques, syndicales et gouvernementales.

### BRADER LE MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES ... ?

Les objectifs des Etats généraux, précisés clairement en introduction comme tout au long du week-end, étaient au contraire d'affirmer et de réaffirmer l'existence du mouvement autonome des femmes par une initiative publique de dimension nationale : « Nous souhaitons affirmer et développer un mouvement de lutte, un mouvement qui veut réellement changer de société, qui est inquiet des choix qui sont faits et qui entend ne pas assister passif et impuissant à la dégradation de la situation des femmes. »

Ces dernières années démontrent comment les idées féministes ont fait leur chemin au sein du mouvement ouvrier. C'est grâce au mouvement des femmes que les syndicats ont été contraints de prendre en compte plus activement les revendications des femmes ainsi que leur désir de s'organiser dans des structures spécifiques : commissions syndicales femmes, groupes femmes. L'ensemble du mouvement ouvrier a été bousculé, puisque des courants féministes se sont développés y compris au sein des partis politiques. Alors, fallait-il garder une attitude frileuse en refusant toute initiative mixte ou au contraire passer à l'offensive ? Les femmes favorables aux Etats généraux avaient opté pour la deuxième attitude. « Nous avons, en tant que femmes travailleuses, dont la plupart militent

dans des syndicats et des partis ouvriers, des critiques à formuler contre nos organisations syndicales et politiques, mais nous ne renonçons pas à ce que le mouvement ouvrier prenne en charge réellement les revendications des femmes et surtout qu'il se transforme ... »

En ce qui concerne les risques de ralliement et de caution apportée à la politique gouvernementale, l'attitude de la salle au moment de la prise de parole d'Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, a été la meilleure réponse. Si le début de son discours, rappelant les réalisations et les projets de son ministère, a été écouté dans un calme poli, lorsqu'elle a abordé le problème du travail à temps partiel, la forme de dialogue qui s'est instauré entre la salle et Yvette Roudy manifestait que les femmes ne se contentaient pas de promesses mais jugeaient sur des actes. Yvette Roudy dut justifier comment, de déclarations affirmant « le travail à temps partiel est un chômage partiel », elle en était arrivée à soutenir les ordonnances gouvernementales organisant et réglementant le travail à temps partiel.

Cette question de l'ordonnance sur le travail à temps partiel, considérée par les groupes femmes comme un prolongement de la loi votée sous Valéry Giscard d'Estaing, a suscité des remous dans la salle, faisant dire à Yvette Roudy : « Je vois que nous avons encore du chemin à faire pour nous comprendre. » La ministre a essayé de montrer en quoi la tâche du gouvernement était plus ardue que son auditoire ne pouvait le penser. « La gauche a gagné politiquement, mais pas économiquement et pas institutionnellement, a-t-elle déclaré, indiquant qu'il y a encore des gens hostiles au changement

dans les postes clés qui peuvent encore être très puissants. Les forces de la droite se remobilisent et nous allons entrer dans une zone de turbulences considérables. »

Yvette Roudy a souhaité que des propositions concrètes et pratiques soient formulées. Pour elle, la réflexion du mouvement des femmes est très avancée, mais la mobilisation n'est pas encore à la hauteur de l'apport théorique. La ministre a indiqué qu'elle considérait les groupes femmes comme un « partenaire social » et que les organisatrices des Etats généraux seraient consultées dans le cadre de la préparation des lois anti-sexistes qui doivent être examinées au Parlement à l'automne 1982.

## RICHESSSE ET SÉRIEUX DES DÉBATS

Les moments les plus importants de la rencontre ont été sans conteste les travaux en commissions qui se sont déroulés samedi 24 en fin d'après-midi et toute la matinée du dimanche 25. C'est en effet dans le cadre de ces commissions que l'échange et la confrontation des idées et des expériences a pu se faire le plus intensément.

Les différentes commissions avaient pour thèmes : discriminations sexistes, avortement, restructuration, équipements collectifs, temps de travail, organisation et droits nouveaux des femmes dans les entreprises, santé et conditions de travail, violences sexistes, droits sociaux, immigrées. Certaines commissions, peu nombreuses, telles celles sur les violences sexistes et les immigrées, ont rejoint d'autres commissions le deuxième jour. A l'inverse, une commission jeunes s'est constituée le dimanche matin, à la demande de lycéennes et d'étudiantes, pour aborder l'aspect spécifique de l'oppression des jeunes femmes.

La commission sur le temps de travail était la plus nombreuse. Cela s'explique par le fait que c'est là un domaine où l'offensive patronale se fait le plus sentir, mais aussi parce que c'était un des points les plus litigieux pour les organisations présentes, notamment autour de la question du temps partiel. Si la Coordination des groupes femmes se prononçait fermement contre le travail à temps partiel et pour l'abrogation de l'ordonnance, la CFDT était favorable à son aménagement. Les différentes formules d'aménagement du temps de travail, sous prétexte de répondre à l'aspiration d'avoir « plus de temps pour vivre », marginalisent les femmes du monde du travail et encouragent les hommes à se décharger totalement de toutes les tâches ménagères. D'un point de vue féministe, seule une réduction importante du temps de travail, pour tous et toutes, immédiate et sans perte de salaire, peut amener le plein emploi et éviter de renforcer le rôle traditionnel des femmes.

Finalement, devant la majorité hostile au temps partiel, la CFDT reculait sur ce point, mais refusait de se prononcer sur les 35 heures de travail hebdomadaires, menaçant de quitter la salle si figurait



dans l'appel final la moindre référence à une revendication qui n'est plus dans la ligne confédérale... Toutes les commissions ne présentaient pas de sujets aussi épineux et les axes de mobilisation proposés par les commissions équipements collectifs, avortement et restructuration, rencontraient une approbation unanime.

La question de l'organisation des femmes dans les entreprises et des droits nouveaux qu'elles pouvaient y conquérir a aussi été un point sensible.

Les groupes femmes, en s'organisant en dehors de toute tutelle des syndicats ou de comités d'entreprise, en demandant des heures de franchise, un local, le droit d'expression et de réunion dans l'entreprise, ne risquaient-ils pas de se poser de manière concurrentielle aux syndicats ? Les directions syndicales, tout juste prêtes à accepter l'existence de commissions syndicales féminines, les tolérant dans la mesure où elles sont rentables pour un recrutement au syndicat, voient d'un mauvais œil le développement de groupes femmes autonomes sur un terrain qu'elles considéraient comme réservé.

Des militantes de la CFDT tentaient de démontrer que la seule organisation sérieuse et efficace était le syndicat, et lançaient un appel vibrant à la syndicalisation. Appel superflu, puisque la quasi-totalité des femmes participant à cette commission étaient syndiquées (près des deux tiers à la CFDT, un tiers à la CGT et quelques-unes à la FEN).

Quant à l'efficacité, les nombreuses interventions racontant les difficultés rencontrées par les militantes tant dans le syndicat que dans les commissions syndicales, témoignaient de quel énorme gâchis d'énergie et d'enthousiasme étaient responsables les directions syndicales.

Sans vouloir fuir la bataille féministe à l'intérieur des instances syndicales, toutes reconnaissaient l'importance d'un mouvement autonome faisant pression sur les syndicats. La plupart insistait sur l'aspect unitaire et non sectaire de groupes rassemblant sur l'entreprise des femmes syndiquées (CGT, CFDT ...) et des non-syndiquées.

En ce qui concerne les droits nouveaux pour les femmes dans l'entreprise, l'ensemble des intervenantes refusent la création d'un « syndicat de femmes » avec tous les droits afférents (représentativité, élection de déléguées), mais par contre revendiquent la reconnaissance des

groupes avec les droits que réclament les mouvements associatifs (heures de franchise, droit d'expression, local ...).

Afin de rendre compte et de prolonger les Etats généraux, une brochure reprenant tous les rapports et les débats en commissions sera éditée rapidement.

Un appel à élargir la mobilisation et définissant les axes de luttes prioritaires est sorti de ces Etats généraux, l'actualité elle-même poussant à prendre des décisions urgentes :

— L'annonce d'une manifestation réactionnaire le 15 mai contre le remboursement de l'avortement (le remboursement a été annoncé par Yvette Roudy et sera discuté à la rentrée parlementaire) exige une réponse commune sans perte de temps ;

— Le soutien à la tenue d'Etats généraux nationaux sur les équipements collectifs, à l'appel des associations de parents, prévus pour les 14 et 15 juin, a été adopté ;

— Il est également envisagé de développer la mobilisation au rythme des échéances parlementaires concernant les droits des femmes, notamment lors de la discussion du projet de loi contre les discriminations sexistes.

L'avenir dira si l'objectif des Etats généraux pour l'élargissement de la mobilisation sur les revendications féministes a été atteint. Par contre, pour ce qui est du dialogue entre mouvement de femmes et syndicats, c'est une réussite : sur la base des contacts pris, soutenu par la brochure et les initiatives d'ores et déjà envisagées, il devrait se continuer et s'approfondir dans les entreprises.

Il est urgent de construire une force des femmes capable de mettre en échec les offensives patronales contre leur emploi et capable de mener une lutte prolongée contre toutes les discriminations sexistes ; de construire un mouvement autonome de femmes capable de faire progresser le féminisme au sein du mouvement ouvrier.

— Pas de socialisme sans libération des femmes !

— Pas de libération des femmes sans socialisme ! ■

Elsa DUROY  
Paris, le 6 mai 1982.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### SAINT DOMINGUE

#### Deux coalitions de gauche pour les élections

Les élections présidentielles, législatives et municipales en République Dominicaine devaient avoir lieu le 16 mai. Pour la première fois, tous les courants de la gauche et du mouvement ouvrier — à quelques exceptions marginales près — y étaient représentés.

Toutefois, les chances de la gauche demeuraient limitées et, en fait, les deux principaux partis bourgeois ont attiré les voix de la majorité des électeurs.

Le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), au pouvoir depuis 1978, est un parti populiste de masse traditionnel qui est entré en 1976 dans l'Internationale socialiste sans pour autant devenir un parti ouvrier. Son candidat présidentiel est Salvador Jorge Blanco qui, pendant ces quatre dernières années, a dirigé la tendance d'opposition du parti en s'opposant au gouvernement d'Antonio Guzman.

Le deuxième parti est le Parti réformiste (PR), qui a été l'instrument du régime bonapartiste de Joaquín Balaguer, au pouvoir depuis 1966, à la suite de l'intervention US d'avril 1965. C'est un parti conservateur-réactionnaire classique qui maintient des liens avec la Démocratie chrétienne internationale, notamment par l'intermédiaire du COPEI du Venezuela et de la Fondation Konrad-Adenauer d'Allemagne fédérale. Joaquín Balaguer en est cette fois encore le candidat présidentiel.

Il y a ensuite Juan Bosch, candidat du Parti de la libération dominicaine (PLD), qui a été le fondateur et, pendant toute une période, le leader du PRD et qui prône maintenant une orientation nationaliste. Il jouit de la sympathie des dirigeants cubains.

Finalement, il y a l'ancien général Elias Wessin y Wessin, candidat du Parti quisquyen démocratique (PQD), formation d'extrême droite qui a partie liée avec les cercles ultra-conservateurs et impérialistes.

La gauche est divisée en deux fronts. Il y a avant tout la Izquierda Unida (IU). Elle est composée du Bloque socialista (Bloc socialiste) qui représente la convergence de trois organisations de la gauche révolutionnaire — le Mouvement socialiste des travailleurs (MST), le Noyau communiste des travailleurs (NCT) et le Parti socialiste (PS) —, et du Parti des travailleurs dominicains — Union patriotique anti-impérialiste (PTD-UPA), le PTD étant un parti de formation maoïste et l'UPA son appareil « démocratique anti-impérialiste » légal. Le Mouvement populaire dominicain (MPD) a adhéré dans un premier temps à la IU, mais s'en est retiré par la suite, et il a subi une grave scission qui a réduit davantage ses forces déjà limitées (la majorité de son Comité central est cependant restée dans la IU). La constitution de la IU a incontestablement représenté un pas important et un effort sérieux pour surmonter le sectarisme qui a fait rage dans le passé au sein de la gauche dominicaine.

Le deuxième front — l'Unité socialiste (US) — est composé du PCD (Parti communiste dominicain) et de deux petites organisations socialistes, le Mouvement pour le socialisme (MPS) et le Mouvement d'unité socialiste (MUS).

Les organisations qui se réclament du trotskysme soutiennent toutes la IU. Il s'agit de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), devenue ensuite le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), deux organisations sympathisantes de la IV<sup>e</sup> Internationale, et de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), qui a participé au Comité international (CI), mais est restée indépendante après la rupture entre morénistes du PST argentin et lambertistes de l'OCI-PCI française à l'échelle internationale.

L'IU — dont le candidat présidentiel est Rafael Fafa Taveras, militant du NCT — a présenté un programme axé sur des revendications démocratiques et anti-impérialistes avançant en même temps d'importantes mesures de nationalisations.

« Nous revendiquons l'instauration d'un nouvel Etat de caractère démocratique, populaire et révolutionnaire, affir-

me le chapitre sur « Les transformations sur le terrain politique ». Le nouvel Etat sera le résultat de l'action des masses populaires, dirigées par la classe ouvrière qui est l'avant-garde historique des transformations exigées par notre peuple. (...) L'objectif de ce nouvel Etat est de créer les conditions qui rendent possible une démocratie véritable et réelle sur le terrain politique, économique et social, en faveur des grandes majorités. Dans ce but, les mesures qu'il faudra réaliser viseront à assurer et à garantir le plein exercice des libertés politiques à tous les Dominicains, leur participation réelle à la prise des décisions essentielles pour la société, et à permettre que le travail productif national soit basé sur la propriété sociale progressive des moyens de production et comporte l'amélioration du niveau de vie. L'Etat révolutionnaire en tant qu'expression du pouvoir des masses populaires, sous la direction de la classe ouvrière, fondera sur l'organisation des masses ses instruments de représentation, d'unité et de défense de leurs intérêts. Cette réalité nouvelle sera sanctionnée par une nouvelle Constitution. »

Sur le terrain économique, le programme comporte les mesures suivantes :

a) Tout le capital impérialiste du secteur industriel sera nationalisé et étatisé, et les grandes entreprises industrielles du capital national, de même que toutes les entreprises industrielles d'intérêt stratégique pour l'économie nationale, passeront aux mains de l'Etat ;

b) toute la législation favorisant le capital étranger et le grand capital national et celle qui concerne les zones franches seront abrogées ;

c) les petites et moyennes entreprises industrielles contrôlées par des personnes privées jouiront de la protection de l'Etat et leurs activités seront coordonnées avec les plans économiques de l'Etat. »

En ce qui concerne les campagnes, le programme parle d'une législation qui « fixera les limites de la propriété agraire en fonction de sa qualité, de l'infrastructure productive et de la proximité des marchés ». Il prévoit la suppression de la vente et de l'achat de la terre et le transfert à l'Etat des terres inexploitées, qui pourront soit devenir des fermes étatiques ou collectives, soit être distribuées aux paysans individuellement. Il prévoit également le transfert de la propriété des terres exploitées sous le régime du métayage à ceux qui y travaillent.

Finalement, le programme explique que tout le commerce extérieur — aussi bien en ce qui concerne les exportations que les importations — devra passer sous le contrôle de l'Etat. ■

Réunion de la coalition « Izquierda Unida ». (DR)



## COLOMBIE

### Socorro Ramirez menacée de mort par le MAS

Le groupe paramilitaire MAS (Muerte a los secuestradores - Mort aux kidnappeurs), qui est financé par la mafia colombienne pour s'opposer aux enlèvements de personnalités et qui entretient d'étroits rapports avec la police, vient de lancer une nouvelle vague de menaces de mort contre un certain nombre de dirigeants ouvriers ou populaires. Le MAS a récemment revendiqué l'assassinat de Luis Enrique Cipaguata Galvez, un avocat ayant défendu les prisonniers politiques. C'est dire si les menaces de mort qu'il vient de proférer contre notre camarade Socorro Ramirez, dirigeante du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVE Internationale et récente candidate pour l'assemblée régionale de Bogota sur la liste de l'Union démocratique (cf. *Inprecor* numéro 125, du 3 mai 1982) doivent être prises au sérieux.

La camarade Socorro Ramirez a reçu une luxueuse couronne mortuaire à son domicile qui, bien qu'anonyme, ne laisse pas de doute sur ses expéditeurs. La presse colombienne s'est d'ailleurs fait l'écho de ces menaces dans des journaux régionaux comme *Vanguardia Liberal* de Santander ou *El Colombiano* de Medellin.

Des menaces identiques ont été adressées tout dernièrement à plusieurs personnalités liées à la lutte pour les droits démocratiques. Ainsi en est-il du président du Comité permanent pour la défense des droits de l'homme, Alfredo Vasquez Carrisoza, du sénateur Humberto Ciales, de l'avocat des prisonniers politiques Miguel Antonio Cano, et du père jésuite Alejandro Angulo Novoa, directeur du Centre de recherche et d'éducation populaire (CINEP). Que se multiplient les initiatives du MAS — qui, rappelons-le, a récemment enlevé pendant plusieurs heures le dirigeant du PSR Ricardo Sanchez — sans que le gouvernement ne prenne aucune mesure à son encontre, suffit à démontrer que ces exactions relèvent d'une tactique avalisée en haut lieu. ■

## MEXIQUE

### Les patrons et l'Amérique centrale

Dans un article de l'hebdomadaire *Bandera Socialista* — organe du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVE Internationale — du 29 mars 1982 dont nous publions ci-dessous de larges extraits, le camarade Alvaro Lain dénonce la campagne menée par l'Etat et la bourgeoisie au Mexique contre les

réfugiés d'Amérique centrale dans l'Etat de Chiapas au sud du pays. Tendait à criminaliser les Centro-Américains qui ont trouvé refuge dans cette région pour mieux justifier le « bouclage » de la frontière sud du Mexique, cette campagne est aussi dirigée contre le mouvement populaire mexicain de cette région du pays.

Au cours de la 64e Assemblée de la Confédération des chambres nationales du commerce (CONCANACO), le président de la Confédération patronale de la République du Mexique (COPARMEX), José Luis Condreau, a réaffirmé la position de la bourgeoisie mexicaine par rapport à la situation en Amérique centrale et ses effets directs sur le Mexique.



de quitter la région parce que « les guérilleros ne les laissent pas travailler », car ils « sont menacés, volés et leurs machines attaquées ». Finalement, il a demandé que l'on « contrôle » les Centro-Américains, qu'« on arrête les infiltrations de guérilleros » et que l'on « boucle » la frontière pour empêcher les infiltrations et la contamination idéologique.

Par ailleurs, la très officielle et pro-gouvernementale Confédération nationale paysanne (CNC) a récemment tenu une réunion à Venustiano Carranza, dans l'Etat de Chiapas, pour « dénoncer » les infiltrations de guérilleros et accuser les Salvadoriens et les Guatémaltèques de tous les problèmes que rencontrent l'Etat et la bourgeoisie dans cette région. Tous les mouvements sociaux qui se sont déroulés là-bas, et plus généralement dans le Sud, sont mis sur le dos des Salvadoriens et des Guatémaltèques, et y compris des membres du PRT mexicain ont été dénoncés comme des « étrangers » qui viennent subvertir l'« ordre » sacré.

Toute cette furieuse agitation réactionnaire est destinée à justifier la militarisation de l'Etat de Chiapas et à permettre que les escadrons de la mort du Guatemala puissent agir impunément contre

Selon l'édition du 18 mars du journal *El Dia*, José Luis Coindreau a affirmé que le gouvernement devait redéfinir sa politique extérieure vis-à-vis de l'Amérique centrale. Il a soutenu, par exemple, que le gouvernement ne devait plus prêter de l'argent ni fournir d'appui au Nicaragua, et que le triomphe du communisme au Salvador constituait un danger pour le Mexique, parce qu'il étendra ses efforts jusqu'aux principaux pays d'Amérique latine. Il a aussi déclaré que l'Etat de Chiapas était infiltré par les guérilleros centro-américains qui « causent des problèmes aux chefs d'entreprise et sont une source de contamination idéologique dans la région » ; que les chefs d'entreprise qui utilisent des machines agricoles sont obligés

les réfugiés centro-américains sur le territoire national mexicain. Ce n'est un secret pour personne dans cet Etat que les services de renseignement de l'armée guatémaltèque, à la fois police secrète et terrible bande criminelle, y agissent au grand jour, disposant d'un local et travaillant en étroite collaboration avec la police et l'armée mexicaines.

Dans cet Etat est en train de se développer une guerre larvée contre les masses misérables qui luttent pour leurs droits. Il est certain que la révolution centro-américaine affectera profondément le Mexique et que sa principale voie de communication passe justement par l'Etat de Chiapas. Cela non pas parce que les Salvadoriens ou les Guatémaltèques arrivent dans le pays en y apportant leur « virus » communiste, mais parce que le processus révolutionnaire propre de ces pays éveille la conscience des masses mexicaines qui ne trouvent pas de différence entre la situation sociale et politique du Salvador et du Guatemala, et leur propre situation.

Les Centro-Américains sont les derniers intéressés à faire de la politique dans l'Etat de Chiapas. Pour eux, le simple refuge sur le territoire mexicain, ou une prise de position élémentaire de solidarité du

gouvernement mexicain à leur lutte, ou la simple solidarité du peuple mexicain avec eux, est bien plus important que la création de « guérillas » dans cette région.

C'est là une position entièrement correcte des Centro-Américains. Cependant, la bourgeoisie et l'Etat, à travers des organisations comme la centrale paysanne officielle (CNC) liée au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) gouvernemental, alimentent toute une campagne contre les Centro-Américains, y compris en collaborant à la répression contre ces peuples. Mais il ne s'agit pas seulement de répression contre ces peuples humiliés et qui souffrent ; il s'agit aussi de créer des prétextes pour réprimer le mouvement de masse mexicain lui-même, il s'agit de couper dès à présent les bourgeois de la lutte populaire sur notre frontière Sud.

Avec cela, la bourgeoisie essaie d'empêcher que la lutte ne se généralise dans toute la région et serve, objectivement, de grand arrière stratégique au processus révolutionnaire guatémaltèque. Le gouvernement se prépare à cette évolution de la situation. C'est précisément pour cela que le peuple mexicain doit apporter son aide au processus révolutionnaire guatémaltèque, et qu'il doit être en mesure de se battre pour que la frontière Sud soit un arrière stratégique de la révolution centro-américaine. ■

## ARGENTINE

### La position du PST sur les Malouines

*Nous reproduisons ci-dessous les principaux passages d'un tract distribué en Argentine, le 13 avril dernier, par le Parti socialiste des travailleurs (PST) à propos des Malouines. Le PST a rompu avec la IVe Internationale en septembre 1979 pour fonder, avec l'OCI française, le Comité international (CI IVe Internationale) en décembre 1980. Ce « nouveau centre international » a éclaté en janvier 1982 et le PST argentin constitue aujourd'hui la principale organisation du regroupement qui a pris pour nom Ligue internationale des travailleurs (LIT).*

(...) Dès le premier moment, nous avons catégoriquement pris parti dans l'affrontement actuel : nous sommes du côté de l'Argentine, et prêts à l'affrontement avec l'impérialisme jusqu'à ses ultimes conséquences. Cela ne veut pas dire que nous soutenions le gouvernement : au contraire, nous avons été, nous sommes et nous continuerons d'être ses ennemis irréconciliables. Mais nous défendons le pays contre l'agression impérialiste.

Personne ne doit se tromper : l'Argentine fait face à l'agression dans les pires conditions. Chez les travailleurs ne se développe pas seulement la haine face à l'arrogance impérialiste, la préoccupation et la méfiance augmentent aussi quant aux conséquences d'un affrontement avec la troisième flotte du monde, ouverte-

ment soutenue par l'impérialisme yankee.

Cette préoccupation est légitime. En raison de l'ennemi colossal que nous avons en face de nous et parce que les travailleurs se méfient à juste titre de ce gouvernement. Des millions d'Argentins présentent qu'avec cette dictature le résultat de l'affrontement entraînera encore plus de misère et de pénurie pour le peuple et davantage de renoncements devant l'impérialisme.

Nous, socialistes, affirmons catégoriquement que, pour contrer l'agression britannique, il faut prendre de profondes mesures anti-impérialistes, appuyées par la mobilisation des travailleurs et de tout le peuple. Ce n'est pas là la voie prise par le gouvernement argentin. (...)

Le gouvernement militaire ne veut pas rompre avec l'impérialisme. C'est pourquoi il continue à verser les intérêts de ses dettes aux mêmes banquiers britanniques qui ont décrété le blocus et envoyé la flotte contre la République argentine. (...)

Le gouvernement militaire nous met devant la guerre, mais il nous refuse le droit de vote, le droit d'avoir une CGT, des syndicats, des partis et des élections. Le général Galtieri dit que le peuple veut savoir de quoi il s'agit, mais le peuple continue à ignorer ce qui se discute parce que le gouvernement continue à pratiquer la diplomatie secrète. (...)

Il faut en appeler à la classe ouvrière et aux peuples du monde, à ceux-là même qui ont lié les mains à l'impérialisme yankee au Vietnam. Il faut tenir des meetings et des manifestations de condamnation des impérialistes ! La CGT et la CNT doivent appeler les travailleurs du monde entier, et en particulier ceux de Grande-Bretagne, à mettre en pratique le mot d'ordre : « Refus de charger le matériel de guerre sur les bateaux et les avions britanniques ! Les soldats britanniques doivent refuser d'obéir aux ordres qui violent la souveraineté d'un peuple ! »

Il faut des moyens pour palier la terrible situation du peuple travailleur et pour livrer bataille sur le terrain militaire. Ces moyens existent. Il faut arrêter le paiement de la dette aux banques britanniques. Il faut exproprier et nationaliser toutes les entreprises britanniques, sous contrôle des travailleurs, à commencer par la Banque de Londres et la Shell. Avec cela, il faut constituer un immense fonds contrôlé par la CGT et la CNT afin de garantir une assurance chômage et une augmentation des salaires.

Pour pouvoir mobiliser de façon conséquente contre l'impérialisme, il faut d'abord jeter bas toutes les règles de la dictature. Il faut en finir avec l'état de siège, les prisonniers politiques, la mise sous tutelle de la CGT et des syndicats, les mesures contre les partis, l'absence d'élections et le maintien d'un gouvernement élu par trois voix. Il faut réaliser une immense consultation nationale ouverte pour que le peuple puisse discuter librement du meilleur moyen de défaire l'impérialisme. C'est une Assemblée constituante élue par des élections libres sans

aucune restriction qui est la seule autorité légitime qui puisse décider de l'affrontement actuel, et non le gouvernement militaire qui doit s'en aller immédiatement. (...)

La CGT et la CNT ont dit que la défense de la souveraineté ne doit pas faire oublier les revendications sociales. La CGT a même affirmé qu'elle n'agit pas au nom du gouvernement, ni pour le soutenir politiquement. Cela est positif mais insuffisant parce que, de fait, toutes les revendications sociales sont suspendues pendant que dure la crise des Malouines. Il se passe quelque chose de semblable avec la coalition *multipartidaria*, qui a annulé les meetings prévus et n'a pas une position conséquente de mise en cause du gouvernement, ni de condamnation du rôle cynique de l'impérialisme yankee.

Nous, socialistes, sommes convaincus qu'il faut faire le contraire : que pour lutter plus efficacement contre l'impérialisme britannique, nous devons lutter pour nos propres droits politiques et syndicaux contre la dictature. (...)

## BELGIQUE

### Les otages du gouvernement Martens

Depuis la manifestation des sidérurgistes le 16 mars dernier, place de la Loi à Bruxelles, qui s'était terminée par des affrontements avec les forces répressives, quatre militants syndicaux sont emprisonnés à la prison de Forest à Bruxelles. Par la suite, un cinquième est allé les rejoindre. Deux seulement de ces militants ont été arrêtés lors même de la manifestation des sidérurgistes.

Le camarade Daniel Eskenazy (« Sky »), par exemple, membre de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale, a été arrêté le 17 mars, tandis que le cinquième emprisonné n'a été arrêté que le 31 mars, à l'occasion d'une autre manifestation.

Le tribunal vient de décider de confirmer la détention préventive de tous ces militants. Ils demeureront donc en prison. Cette nouvelle brimade exprime bien l'intention du pouvoir d'intimider tout le mouvement ouvrier belge au moment où celui-ci se mobilise massivement pour ses revendications (cf. *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982). Le procès qu'on leur prépare acquiert donc un caractère de plus en plus politique.

En théorie, la détention préventive qui permet de retenir ces cinq militants ne s'applique que pour des raisons de sécurité ou lorsqu'elle apparaît nécessaire au bon déroulement de l'enquête. Or, en l'occurrence, ces militants syndicaux ne sont pas de dangereux gangsters et leur emprisonnement n'est pas indispensable

pour l'enquête. Dans deux cas même, cette enquête est déjà terminée.

En ce qui concerne notre camarade Daniel Eskenazi et un autre incarcéré, l'enquête se poursuit car la justice a bien du mal à remplir un dossier tendant à masquer son arbitraire. Dans le cas du militant de la LRT, le dossier est tellement creux que le juge d'instruction en est lui-même arrivé à la conclusion qu'il valait mieux libérer notre camarade. Mais le parquet s'y étant opposé, la chambre du Conseil a dû se prononcer et a décidé de maintenir « Sky » derrière les barreaux.

La leçon que le gouvernement veut que le mouvement ouvrier tire de ces arrestations est que toute participation à une manifestation risque fort de se solder — au hasard des provocations policières — par l'arrestation de certains manifestants. L'effet dissuasif recherché est évident. Il s'agit donc de développer une campagne de solidarité, unie et déterminée, au sein du mouvement ouvrier belge pour faire reculer le cinquième gouvernement Martens.

## CHINE

### "October Review" réclame la libération des dissidents

Le texte qui suit est l'éditorial du numéro d'avril 1982 de la revue marxiste révolutionnaire *October Review de Hong Kong*, publié à l'occasion du sixième anniversaire de la manifestation de la place Tien An Men du 5 avril 1976.

Une répression brutale s'est abattue sur le Mouvement démocratique chinois, alors même que l'on commémore le sixième anniversaire des émeutes de la place Tien An Men. Il y a un an, la direction centrale du Parti communiste chinois (PCC) a diffusé le décret numéro 9 et procédé à l'arrestation des militants les plus actifs du Mouvement démocratique dans le pays. Depuis, il n'y a eu aucune nouvelle concernant la libération ou le passage en procès de l'un d'entre eux, alors que leur seul « crime » est de vouloir appliquer la démocratie socialiste en Chine.

Les nouvelles dispositions juridiques et le Code criminel promulgués récemment par le PCC ont été vidés, en pratique, de tout contenu. Le bureau de la Sécurité publique continue à envoyer de façon arbitraire et en secret les gens dans des centres de rééducation par le travail, comme le montre le cas de Liu Qing.

Les détenteurs du pouvoir craignent jusqu'au symbole que représente la place Tien An Men, au point qu'ils y interdisent la tenue de meetings et de manifestations populaires.

La répression croissante contre les droits démocratiques du peuple révèle la fragilité de la base du régime. L'instabilité politique en Chine plonge ses racines dans le système bureaucratique : la répression des dissidents ne peut en aucune façon

contribuer à restaurer la stabilité. Le parti ne doit pas seulement faire face à une opposition populaire, il est lui-même déchiré par des luttes fractionnelles et des divergences politiques. La crise politique qui le secoue est notamment provoquée par les erreurs répétées commises en matière de politique nationale et internationale, comme par l'aggravation des difficultés économiques.

La fraction actuellement au pouvoir attribue la responsabilité de la récession économique, du chaos politique, des difficultés de la vie quotidienne du peuple au sabotage de la « Bande des Quatre ». Pourtant, la situation économique ne s'est pas améliorée au cours de ces dernières années (alors que la « Bande des Quatre » a été renversée en 1976). Le « Bond en avant » vers l'étranger, le taux élevé d'accumulation, le déficit sans précédent, l'inflation, le chômage ..., toutes ces difficultés conduisent le parti à repousser aux calendes grecques la fin de la période de « réajustement ». On ne parle plus d'une période de vingt ans pour achever la modernisation du pays, mais d'une période de cinquante ans.

Ces cinq dernières années, l'institution étatique est devenue de plus en plus pléthorique et administrative. Les coûts augmentent alors que l'inefficacité s'aggrave. Par ailleurs, la corruption et la concussion des cadres s'expriment de façon de plus en plus flagrante. La publication du document « *Plusieurs critères sur la vie politique interne du parti* » et la constitution d'une commission centrale d'inspection disciplinaire se sont révélées incapables de mettre un terme aux pratiques illégales. Ce problème est devenu si sérieux que la direction a dû admettre qu'il s'agissait d'une « *question de vie ou de mort pour le parti dirigeant* ».

Les conflits entre les diverses fractions et cliques, comme entre la direction centrale et les divers échelons de cadres, rendent difficile la mise en œuvre des orientations adoptées. Cette situation est provoquée par le fait que le PCC a dépossédé le peuple de ses droits démocratiques et de son pouvoir. La responsabilité de cette crise incombe donc entièrement au PCC et non au peuple chinois ou à ses avant-gardes.

La tentative actuelle du PCC pour enrayer la corruption et pour mettre au pas l'administration de l'Etat vise partiellement à amadouer le mécontentement populaire et à faire diversion. Mais il s'agit avant tout de se débarrasser des dissidents et des opposants afin de consolider les positions de la fraction au pouvoir. Ce qui va intensifier les querelles fractionnelles.

Sans une participation active des masses sur la base de la démocratie socialiste, la campagne de lutte contre la corruption et de mise au pas de l'appareil ne saurait être efficace, compte tenu de ce que le fond du problème — celui du système politique bureaucratique — reste intact.

La fraction au pouvoir a intensifié la répression à l'encontre de ceux qui luttent pour la démocratie socialiste. Les

écrivains et artistes à l'esprit critique (tels Bai Hua et Ye Wenfu) subissent des attaques régulières. Des jeunes progressistes de Hong Kong voyageant en Chine sont arbitrairement arrêtés et détenus (le cas le plus récent étant celui de Liu Shanqing, un étudiant diplômé de Hong Kong, qui soutient le Mouvement démocratique chinois). Mais le Mouvement démocratique chinois, bien que provisoirement réduit au silence, renaîtra, car les contradictions suscitées par le régime bureaucratique sont par trop aiguës.

Tout progrès en Chine a pour précondition la démocratie. Les masses en ont appris beaucoup sur la dictature : avec leurs avant-gardes, elles ont accumulé une riche expérience au cours de luttes prolongées, tout spécialement au cours de ces dix dernières années. Leur niveau de conscience, leur confiance en elles-mêmes et leur militantisme s'en sont trouvés réhaussés. De plus, elles ont appris des luttes antibureaucratiques des ouvriers et paysans polonais. L'apparent silence des masses chinoises, aujourd'hui, n'est qu'une pause hivernale alors qu'approche le printemps.

La Chine d'aujourd'hui n'est plus la Chine d'antan. Pour renforcer l'esprit du 5 avril (1976), et préparer le renouveau du Mouvement démocratique, les militants doivent avant tout se battre pour les exigences suivantes :

— Libération immédiate de toutes les personnes arrêtées et détenues pour leurs opinions politiques.

— Possibilité pour l'ensemble de la population chinoise d'exercer son pouvoir en mettant un terme à toute corruption, à la concussion, aux détournements de fonds et aux crimes dont sont coupables les cadres, en transformant les proclamations officielles contre la corruption en un mouvement de masse antibureaucratique à l'échelle nationale.

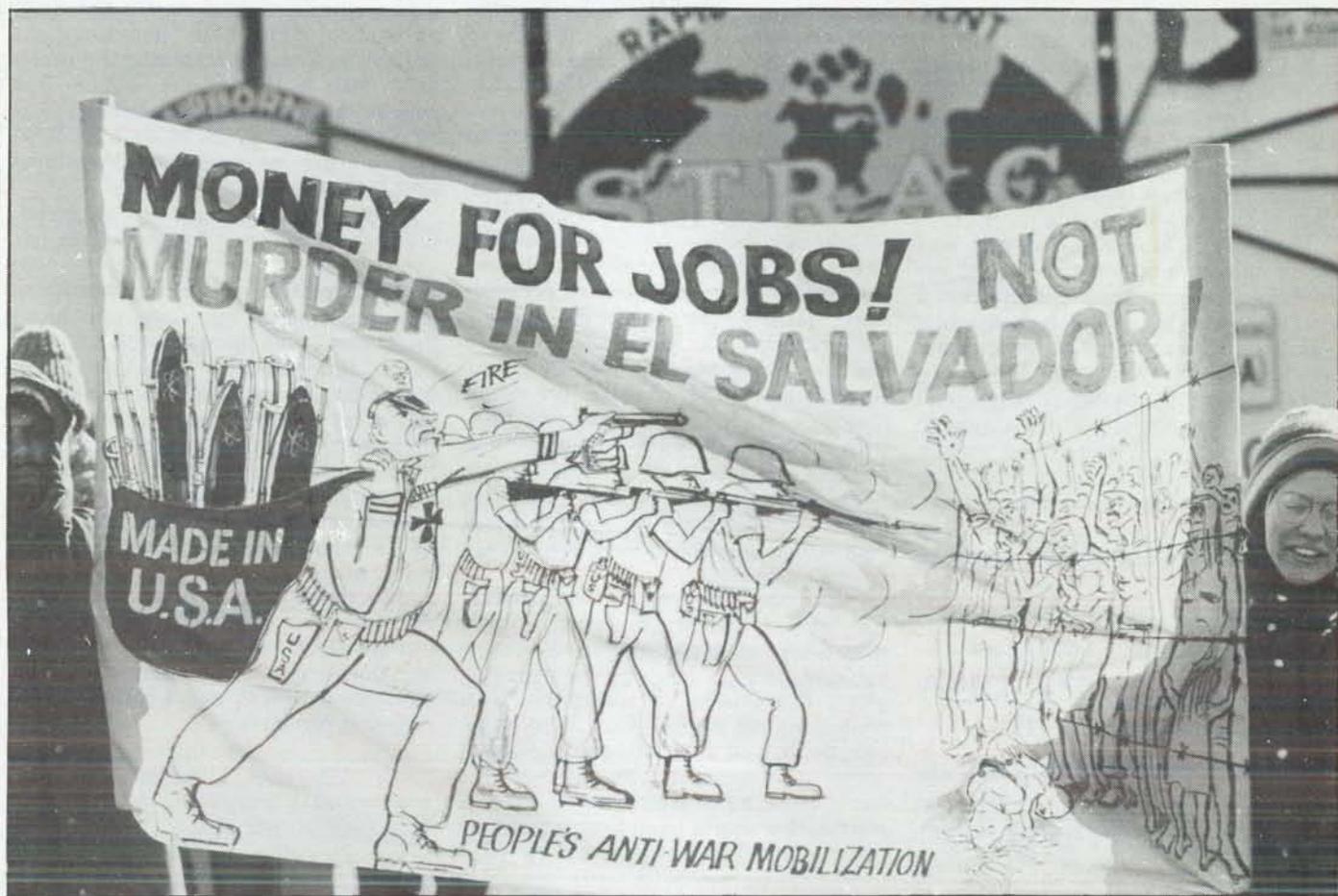
— Mise sur pied d'un système qui ferait que tous les fonctionnaires seraient élus, en lieu et place du système en vigueur de nomination à vie et de privilèges à vie. La population doit pouvoir contrôler les fonctionnaires et remplacer ceux qui sont incompétents.

— Elévation générale du niveau matériel et culturel de la nation, abandon de toute politique qui accentue les inégalités sociales et qui accroît les différenciations sociales.

— Droits démocratiques d'expression, de publication, de réunion, d'association (y compris le droit d'organiser des partis politiques) sans restriction pour tous et tout de suite. Elaboration et application de la Constitution du pays en fonction des volontés et de l'intérêt de la majorité du peuple.

Nous appelons tout particulièrement tous ceux et toutes celles qui — hors de Chine — se sentent concernés par le développement de la Chine et du Mouvement démocratique, à organiser la solidarité avec les militants emprisonnés du Mouvement démocratique chinois et à lutter de toutes leurs forces pour leur libération. ■

-PARIS-LONDRES-BONN-ROME-WASHINGTON-PARIS-LONDRES-



## Manifestations contre Reagan-la-guerre

Appel du bureau du SU de la IVe Internationale

**P**ENDANT les premiers jours du mois de juin, Ronald Reagan visitera plusieurs capitales européennes. En France, il participera à Versailles au Sommet des pays riches. En Allemagne fédérale, il assistera à Bonn au Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN).

A elles seules, ces deux réunions sont tout un programme : l'exploitation de la planète entière par une poignée de brigands impérialistes et la course aux armements nucléaires contre la liberté des peuples.

Ronald Reagan, c'est le chef suprême de l'impérialisme le plus puissant.

Ronald Reagan, c'est le déploiement des missiles nucléaires américains en Europe dès l'année prochaine.

C'est un budget militaire de quelque 257 milliards de dollars cette année, alors que 40 000 enfants de moins de cinq ans meurent de faim chaque jour dans le monde.

C'est l'agression contre la lutte de libération des peuples d'Amérique centrale.

C'est le soutien aux dictatures sanglantes du Guatemala et du Salvador.

Ce sont les pressions militaires et le harcèlement contre la révolution nicaraguayenne.

Ce sont les menaces de guerre bactériologique contre Cuba.

C'est le soutien ouvert à l'agression militaire britannique dans l'Atlantique-Sud.

En octobre 1981, près de 2 millions de personnes ont manifesté en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Pays-Bas, en France, dans l'Etat espagnol et au Portugal contre le déploiement des armes nucléaires US et contre les bases de l'OTAN.

En juin prochain, le représentant numéro 1 de l'impérialisme doit être reçu comme il se doit. Des manifestations sont prévues d'ores et déjà le 5 juin à Paris, le 6 à Londres, le 7 à Rome, le 10 à Bonn. Une autre manifestation monstre est organisée aux Etats-Unis mêmes le 12 juin à Washington. Dans l'unité, des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, d'anti-impérialistes, descendront dans les rues pour dire :

- Non aux missiles nucléaires et aux bases de l'OTAN !
- Bas les pattes devant la lutte de libération des peuples d'Amérique centrale !
- A la porte, Reagan-la-guerre !

Les sections de la IVe Internationale multiplieront leurs efforts pour donner à ces mobilisations une ampleur à la hauteur de l'événement.

En manifestant contre Ronald Reagan, elles manifesteront aussi contre leurs propres bourgeoisies, parties prenantes de la politique d'armement et d'austérité de l'impérialisme. ■

Le Bureau du Secrétariat unifié (SU)  
de la IVe INTERNATIONALE  
6 mai 1982.